

POUR LA CONSTRUCTION
DU MERCURE-200

Douglas pose comme condition
l'achat par la France
de DC-10 et de DC-9

LIRE PAGE 13

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. : Tunisie, 100 m. :
Allemagne, 1 DM : Autriche, 10 sch. : Belgique,
12 fr. : Canada, 3 CA\$: Danemark, 3 kr. :
Espagne, 25 pes. : Grande-Bretagne, 20 p. : Grèce,
18 dr. : Iran, 45 rls : Italie, 300 L. : Liban, 125 p. :
Luxembourg, 12 fr. : Norvège, 2,75 kr. : Pays-Bas,
1 fl. : Portugal, 1250 esc. : Suède, 2,25 kr. :
Suisse, 1 fr. : U.S.A., 65 cts : Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 26
5, rue des Tulleries
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris n° 650072
Tél. : 246-72-23

PRIX DE L'ÉNERGIE ET CRISE MONÉTAIRE

Washington cherche à mobiliser les acheteurs de pétrole contre toute hausse du « brut »

MM. Valéry Giscard d'Estaing et James Callaghan ont étudié les moyens de mettre fin au rôle de la livre comme monnaie de réserve

Le « front » des vendeurs

Pour rituelles qu'elles soient avant chaque réunion de l'OPEP, les menaces américaines à l'encontre des pays producteurs de pétrole ne tendent pas moins à subvertir la confrontation au dialogue. Au moment où l'Irak, jusqu'alors extrêmement prudent, prime à son tour « une augmentation sensible » des prix du pétrole brut, quelles chances ont les États-Unis d'être entendus ?

Après une année 1975 où la récession économique mondiale avait diminué la demande, production et consommation de produits pétroliers ont repris de plus belle depuis l'hiver. Dans l'ensemble des pays de l'OPEP, la production s'est accrue de près de 9 % durant les huit premiers mois de 1976. Les achats spécialisés des compagnies pétrolières ont été tels que l'Irak a vendu sa production jusqu'à la fin de l'année et que ses exportations ont atteint des niveaux records depuis le mois d'août. Les prix ont d'ailleurs déjà augmenté de 15 à 30 cents par baril, en anticipation de la hausse prévue.

Le marché devrait certes se détendre. Les constitutions de stocks devraient diminuer à la fin de l'année et le ralentissement de la reprise dans les pays industrialisés — récemment confirmé par l'O.C.D.E. — risque de peser sur les exportations des pays producteurs. Mais la majorité des facteurs qui avaient empêché les ministres de l'OPEP de décider une hausse lors de leurs précédentes réunions ont disparu.

Bien que catolique, la relance économique est un fait dans le plupart des pays consommateurs. Le coût de développement des sources d'énergie alternatives au pétrole a doublé. Enfin, aucun pays industrialisé n'a réussi à mettre en place une véritable politique de l'énergie. Au contraire, l'opposition d'une partie de l'opinion aux centrales nucléaires, l'insuffisance des investissements dans la recherche d'énergies nouvelles, ont accru la dépendance vis-à-vis du pétrole, et particulièrement de celui du Proche-Orient.

Parallèlement, les besoins financiers de certains pays producteurs — tels que l'Irak, le Venezuela ou l'Algérie — ont augmenté considérablement. La diminution de leurs recettes pétrolières en 1975 a obligé ces pays à population importante à fonder pour « tenir » leurs objectifs de développement, contre en investissements.

L'Arabie Saoudite, une fois encore, défend la cote du pétrole avec sa production de plus de 8 millions de barils par jour et ses réserves les plus importantes du monde. Il y a quelques semaines, le président de la Mobil Oil, M. Warner, affirmait : « Par chance l'OPEP n'est pas monolithique. Nous devons être très mécontents de la présence de gouvernements conservateurs au sein de cette organisation. » Mais les vœux des compagnies pétrolières ont, leur, limites. Consensus des nécessités de l'économie mondiale, l'Arabie Saoudite n'a pas appartenu pas moins d'abord au monde arabe, sur lequel elle exerce de plus en plus son leadership. Sa volonté d'être de nos pas s'oppose à un relèvement « modéré » du prix lors de la conférence de Qatar en est la preuve.

De plus, le roi Khalid sait que l'OPEP pourrait se trouver en moins bonne position lorsque, à partir de 1978, arriveront sur le marché les pétroles de l'Alaska et de la mer du Nord. Alors que les prix des biens qu'ils importent augmentent régulièrement, les pays de l'OPEP ont, pendant deux années, montré leur sens des responsabilités vis-à-vis de l'économie mondiale en acceptant l'érosion de leurs recettes pétrolières. Les pays industrialisés peuvent-ils sans vergogne leur demander beaucoup plus ?

Le département d'État a annoncé, le 11 novembre, que les États-Unis avaient entrepris des « consultations d'urgence » avec les pays d'Europe occidentale et le Japon, afin d'empêcher une hausse du prix du pétrole brut. Une telle augmentation « ne serait pas justifiée économiquement et serait contraire aux intérêts des pays consommateurs, comme de ceux des pays producteurs », a souligné le porte-parole de Washington, qui a ajouté : « Une hausse de 5 % du prix du pétrole coûterait en un an 6 milliards de dollars aux pays importateurs. »

Dans un commentaire sur la prochaine réunion de l'OPEP, le 15 décembre, à Doha (Qatar), l'agence Tass écrit qu'« une nouvelle augmentation des prix pétroliers compenserait les pertes subies par les producteurs, du fait de l'inflation dans le monde capitaliste... Ce sont les monopoles pétroliers qui sont responsables des problèmes énergétiques du monde, qui font l'objet actuellement d'une propagande bruyante ».

Aucune réaction officielle n'est enregistrée à Paris, mais M. Giscard d'Estaing reçoit, ce vendredi 12, M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche. On sait que le gouvernement français est traditionnellement hostile à tout ce qui peut apparaître comme un « front des acheteurs » hostile aux pays producteurs.

Le porte-parole du département d'État a refusé de dire si sa déclaration reflétait les vues des États-Unis, mais on ne peut oublier les déclarations de ce dernier, lors du débat télévisé de San Francisco, le 7 octobre, sur « la folie du pétrole ». M. Carter avait même précisé qu'il considérerait un nouvel embargo comme « une déclaration de guerre économique », et qu'il y répondrait « instantanément ».

À Washington, on met cependant l'opinion en garde contre les interprétations hâtives, et l'on rappelle que, chaque fois qu'il est question d'un relèvement du prix mondial du pétrole, les États-Unis préviennent publiquement les producteurs des conséquences de leurs décisions éventuelles.

Il est certain que les États-Unis se préoccupent grandement de cette faiblesse de la hausse du « brut », qui a gagné les pays industrialisés un mois avant la réunion des ministres du pétrole des États membres de l'OPEP à Qatar, le 15 décembre prochain. Une étude de l'industrie pétrolière américaine n'a-t-elle pas justifié, à la fin d'octobre, « une hausse allant de 2,7 à 7,8 % du prix du pétrole » et les pays de l'OPEP jouent leurs décisions sur l'accroissement des coûts de leurs importations ? On est loin, il est vrai, des 10 ou 15 % annoncés par la plupart des pays producteurs.

L'inquiétude est d'autant plus grande à Washington que le programme d'indépendance énergétique des États-Unis a été jusqu'à présent un échec total. Alors que la consommation américaine de produits pétroliers est en pleine croissance (+ 4 % en 1976), la part des importations augmente régulièrement et atteint maintenant plus de 40 % de la consommation totale (contre 29 % en 1973). D'autre part, une nouvelle pénurie de gaz naturel est attendue pour cet hiver, ce qui oblige certains gros utilisateurs de gaz — particulièrement les compagnies productrices d'électricité — à se tourner vers des combustibles de rechange, notamment le pétrole. Les experts prévoient déjà que, avant 1980, 50 % du pétrole consommé aux États-Unis sera importé.

Washington a certes de nombreux moyens de pression sur les pays producteurs. Le porte-parole du département d'État s'est

« Une semaine avec l'Aquitaine »

« Le Monde » va, du 15 au 20 novembre, convier ses lecteurs à passer « une semaine avec l'Aquitaine ». Il continue ainsi le tour de France des régions qu'il a commencé le mois dernier dans le Nord-Pas-de-Calais.

Chaque jour durant cette semaine, nous publierons un supplément d'une dizaine de pages consacrées aux cinq départements aquitains. Les trente rédacteurs et correspondants qui viennent de l'interroger présenteront cette région si riche et si fragile, sûre de ses traditions mais encore incertaine devant les transformations profondes qui s'imposent.

L'Aquitaine souffre d'être

Le premier des « sommets » annuels franco-britanniques, institué par l'accord de Londres du 23 juin dernier, devait se terminer vendredi 12 novembre, au début de l'après-midi. Le programme a été quelque peu modifié, notamment parce que trois des participants britanniques, le chancelier de l'Échiquier (ministre des finances), M. Dennis Healey ; le ministre du commerce, M. Edmund Dell, et le ministre de l'Agriculture, M. John Silkin, retenus jeudi soir par un vote important à la Chambre des communes, n'ont rejoint leur premier ministre que ce vendredi.

Les entretiens ont réuni, jeudi, à dîner et après dîner, à Rambouillet, autour de M. Giscard d'Estaing et du premier ministre, M. James Callaghan, du côté britannique, le secrétaire au Foreign Office, M. Anthony Crosland, et du côté français, le premier ministre, M. Raymond Barre, le ministre des affaires étrangères,

M. de Guiringaud, et le ministre délégué chargé de l'économie et des finances, M. Michel Durafour.

Selon M. Lecat, porte-parole de l'Elysée, les conversations de jeudi ont porté essentiellement « sur les problèmes monétaires européens et internationaux » et sur la préparation du prochain Conseil européen de La Haye (29 et 30 novembre). Les échanges de vues se sont déroulés « avec beaucoup de simplicité et d'ouverture », ce qui « permet de bien augurer de leurs résultats ».

On croit savoir que parmi les problèmes étudiés figure surtout celui des « balances sterling », ces avoirs détenus en livres par des États étrangers et qui pèsent lourdement sur le sort de la monnaie britannique. Paris et Londres étudient en ce moment les moyens de mettre fin au statut de la livre comme monnaie de réserve.

La « maladie britannique » et la France

par PAUL FABRA

Londres. — « Notre travers nationale, c'est le masochisme. C'est lui qui nous pousse sans cesse à nous frapper la poitrine en public pour notre manque d'efficacité, d'imagination... de dynamisme, ou bien pour le retard de notre appareil productif, ou

bien encore pour le conservatisme foncier de nos institutions. » Ainsi s'exprime devant nous un grand pakron britannique que les brillants résultats de son entreprise mettent particulièrement en vue. Cette réflexion, on pourrait l'entendre dans la bouche d'un industriel français célébrant, chiffres à l'appui, les performances de sa firme à l'étranger. Le masochisme déguisé ne serait-elle pas un trait propre aux démocraties occidentales dans les États totalitaires, et même dans les simples dictatures, ce serait plutôt la surestimation des vertus et des exploits nationaux qui serait de mise ? Et notre interlocuteur d'ajouter en effet : « Comment peut-on soutenir sérieusement que nous ayons cessé d'être compétitifs, alors que la Grande-Bretagne est un des pays industriels qui exportent la plus forte proportion de son produit national (environ 23 %) ? »

L'argument est sans réplique, mais il n'a qu'une portée limitée. Celui qui vient de le formuler devant nous est le premier à reconnaître la Grande-Bretagne qui produit sur son sol moins de la moitié des denrées dont ses cinquante millions d'habitants ont besoin, et qui doit faire venir de l'étranger matières premières

et pétrole, en attendant que celui de la mer du Nord coule à pleins flots (vers 1980), est condamné par la force des choses à diriger vers les marchés extérieurs une part importante de son activité afin de se procurer les ressources nécessaires au paiement de ses importations.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

LE TROISIÈME HOMME

Mme Saurier-Séité me fascine. Déjà, son nom a un avant-goût exotique et kamikaze de charme assez excitant.

Elle a beau jouer — et comment ! — à l'homme public, on sent bien qu'elle est une femme, une vraie femme de droite à la beauté troublante et à l'intelligence méthodique et féroce, comme les hommes les aiment et les redoutent.

La gauche, comme chacun sait, a une longue tradition de souffrance, et elle a donc besoin d'être harcelée, provoquée, pour garder la forme. Maintenant que M. Fontanille semble jouer d'un repos bien mérité en la matière, qui mieux que Mme Saurier-Séité pourrait prendre le relais ?

Si j'étais la demi-France de droite, je la ferais président de la République. D'ailleurs, si les choses venaient à se durcir un peu, comme il est à craindre, il ne serait pas étonnant que, parmi la majorité présidentielle, cette femme devienne un jour le troisième homme.

PABLO DE LA HIGUERA.

Les juges et l'État

par ROBERT BADINTER (*)

Depuis 1974 il était difficile, même pour l'observateur attentif, de déceler quelle idée de la justice inspirait nos gouvernants. M. Giscard d'Estaing a toujours témoigné à l'institution judiciaire une attention courtoise, mais lointaine. Si l'on excepte les problèmes de la grâce et de la peine de mort qui le concernent personnellement, c'est huit lignes que le président de la République a consacrées dans son ouvrage à la justice.

M. Lecat, garde des sceaux pendant deux ans, s'est sans doute montré plus attentif. Mais la césure de son discours n'a pas toujours été à la mesure de son abondance.

Or, voici qu'à l'occasion de sa première intervention importante à l'Assemblée nationale, M. Guichard a exposé une conception, sinon de la justice elle-même, au moins des rapports des juges et de l'État. Le propos est d'importance, parce qu'il s'inscrit dans une tradition historique, relève d'une conception philosophique et est chargé de signification politique.

Pour M. Guichard, « (...) rendre la justice, c'est exercer une mission de souveraineté. Or l'État est le seul dépositaire de la souveraineté nationale. On ne peut donc pas participer à une fonction de souveraineté et concevoir cette fonction comme étrangère à l'État. » Et M. Guichard a précisé à propos de la magistrature : « Il ne me paraît pas concevable que la magistrature soit considérée comme située au-dessus de l'État, voire agissant contre l'État, en un mot, comme je ne sais quel contre-pouvoir (...). »

A quelques siècles d'intervalle, et dans notre République, ce discours rejoint étonnamment les propos des légistes du roi. Un constant dessein inspirait leurs efforts : faire de la justice l'un des instruments d'un État centralisé, fort et dominant, incarné en la personne du roi, son maître. Quand Louis XIV évoquait la fonction vraiment royale de rendre la justice en son nom, il n'invitait pas seulement les parlementaires à l'obéissance. Il leur déniait jusqu'au droit de s'opposer à lui : c'est-à-dire à l'État.

(*) Avocat au barreau de Paris.

Terminée la brève parenthèse révolutionnaire, quand nos institutions judiciaires ont pris corps, c'est la même conception qui a inspiré les légistes de Napoléon. La justice impériale n'a été conçue que comme l'un des instruments d'un pouvoir absolu. Pour assurer ce pouvoir, la lettre de cachet et l'arbitraire du souverain avaient principe d'après, il n'était qu'un moyen : celui de la dépendance des juges à l'égard du maître de l'État, assurée par la hiérarchie et l'avancement.

(Lire la suite page 14.)

LA MORT D'ALEXANDRE CALDER

Le sculpteur qui parlait au vent

Le sculpteur Alexandre Calder est mort à New-York, le jeudi 11 novembre, à la suite d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Volé sept ans au moins que Calder a cessé d'aller et venir de sa maison tourangelle à Saché à sa ferme de Roubury dans le Connecticut. Le grand âge venu, il s'était enraciné dans cette Touraine où son atelier de sculpture est devenu un lieu de pèlerinage touristique comme le musée Balzac, Saché, c'est le village de « Sandy » Calder. On n'y verra plus sa silhouette d'ours sinistre portant éternellement chemise rouge et cheveux d'argent, bavardant avec les ouvriers chargés de transformer ses esquisses de carton en sculptures de fer impeccablement découpées dans

l'espace ou bien campées solidement sur le sol. La mort l'a surpris lors d'un dernier voyage à New-York. Il y venait inaugurer sa rétrospective du Whitney Museum. Pour sa première rétrospective depuis plus de vingt ans, il recueillait les lauriers que lui tressaient les musées américains.

On peut dire que Calder, né à Philadelphie en 1898, fils et petit-fils de peintres et de sculpteurs, a vu son art naître et croître en France au contact des artistes parisiens. Mais c'est un sculpteur typiquement américain en ce sens qu'il prolonge aucune tradition. Il a bien étudié à l'« Art Students League », mais il avait une formation d'ingénieur diplômé d'un Institut de technologie.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 23.)

LA MÈRE DENIS

35F

jean-pierre delarge

JEUNES SEGHERS

6-10 ans
CONTES POPULAIRES
DU MONDE ENTIER

La Dame de Stavoren
un conte de Hollande

Dick Whittington
un conte d'Angleterre

Matt le garde d'oies
un conte de Hongrie

Le Roi des Souris
un conte du Tibet

32 pages illustrées
en couleurs.
Chaque volume 10 F.

Histoires merveilleuses des 5 continents
recueillies et présentées
par Ré et Philippe Soupault

308 pages.
Le volume 24 F.

JEUNES SEGHERS

A partir de 3 ans
LES LIVRES D'OR

Le Livre d'Or des Poètes
par Georges Jean

144 pages.
Chaque volume : 20 F.T.C.

Le Premier Livre d'Or des Poètes
par Georges Jean

144 pages illustrées.
Le volume : 25 F.T.C.

L'Enfant et la création artistique
par Noor-Zade Brenner

96 pages illustrées
en couleurs.
Le volume : 29,50 F.T.C.

JEUNES SEGHERS

10-14 ans
ANTHOLOGIES-
JEUNESSE

Découvrir la poésie française
par Michel Cossem

Découvrir la science-fiction
par Michel Cossem

Découvrir le roman populaire
par Robert Marty

320 pages.
Le volume : entre 22 et 26 F.T.C.

ALBUM

Robin des Bois, mes carnets de croquis
par Anie et Michel Politzer
(éd. Seghers/Cuénod)

64 pages, entièrement
illustrées en couleurs.
L'album : 20 F.T.C.

JEUNES SEGHERS

ASIE

Thaïlande

L'urgence des réformes va contraindre le nouveau gouvernement à agir très rapidement

Bangkok. — Arrivé au pouvoir à la suite du coup d'Etat militaire du 6 octobre, le nouveau gouvernement thaïlandais, dirigé par M. Thanin Kraivichien, semble bénéficier de toutes les chances pour élaborer et mettre en œuvre les réformes longtemps promises par ses prédécesseurs et indispensables à la survie actuelle de la société. Il a la confiance totale du roi et affirme que l'ensemble de la population le soutient. La nouvelle Constitution le libère de tout contrôle parlementaire et lui accorde de très larges pouvoirs. Enfin, il est soutenu, d'aucuns diraient porté, par les militaires.

Les hommes politiques corrompus étant éliminés, les fonctionnaires, civils et militaires, venaient, étant repelés à l'ordre, l'idéologie anti-communiste étant réaffirmée avec une vigueur peu commune, les voisins socialistes et leurs camarades thaïlandais, qui se battent dans les montagnes et les forêts, étant avertis que l'on répondra à la force par la force, l'administration devrait pouvoir rebâtir sur une table rase. Le premier ministre est connu pour son honnêteté personnelle, et son intransigence sur les principes, et il s'est entouré d'une équipe qui partage ses convictions. Il veut rassurer ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur du royaume, ont été choqués par l'incroyable violence manifestée par l'extrême droite le 6 octobre.

Le nouveau régime peut être comparé à celui de Ngo Dinh Diem au Vietnam du Sud, du moins à ses débuts, après 1954. Bardé de bonnes intentions, vertueux, mais aussi intolérant, trop peu sensible à la situation internationale, Diem s'était trouvé écorché sous le poids des traditions et des erreurs passées, alors que l'insurrection communiste, à l'instar de ses faiblesses, ne lui laissait guère de répit. Les classes au pouvoir, la bureaucratie et les forces de l'ordre accrochées à leurs privilèges bloquaient tout projet de réforme qui risquait de bénéficier à la population et, par là même, d'écorner leurs profits.

La lutte contre les maquis

M. Thanin Kraivichien pourra-t-il se libérer de cette pesanteur sociologique ? Pourra-t-il réformer de l'intérieur un système féodal en décadence et qui perpétue la soumission sans, désormais, accorder la protection qui, traditionnellement, était accordée en échange ? Il devra d'abord se faire accepter par l'administration qui, avec plus d'un demi-million de membres, gouverne en fait le pays et maintient son unité. Sous-payés, mais dotés de pouvoirs parfois exorbitants face à une population habituée à obéir, les fonctionnaires ont, de tout temps, dû chercher un complément de revenu. Or les principes vertueux ne remplissent pas le bol de riz. Un policier, par exemple, gagne quelque 850 bahts par mois (1 franc vaut environ 4 bahts). Il ne peut vivre à Bangkok avec une telle somme : l'achat du riz nécessaire pour nourrir sa famille (en moyenne six personnes) représente, après deux tiers de son salaire, les deux tiers de son revenu. Les mêmes difficultés se retrouvent à tous les échelons de la hiérarchie administrative pour qui, veut, maintenir le train de vie indispensible à son rang et à son avancement.

Voici qui explique pourquoi certains hauts personnages civils et militaires soit individuellement, soit collectivement, se livrent à des activités commerciales, on dit même qu'ils prêtent la main à divers trafics, y compris celui de l'opium, de l'héroïne et des armes. Un système qui ne parvient pas à assurer par lui-même la subsistance de ses serviteurs court le risque d'en perdre le contrôle. En Thaïlande, ce n'est pas chose nouvelle. Les régimes militaires qui ont, presque sans interruption, gouverné le royaume depuis l'abolition en 1932 de la monarchie absolue n'ont donné l'exemple ni de la moralité, ni de la gestion, ni de l'efficacité dans la lutte anticommuniste. La situation sociale s'est dégradée considérablement au cours des dix dernières années — surtout dans les campagnes — et les maquis communistes n'ont cessé de s'étendre en dépit de leur dispersion géographique et de leurs divisions intestines. Les généraux devaient, dans ce domaine, faire preuve d'un renouveau d'initiative et d'imagination. Déjà, depuis le 6 octobre, la guerre des ondes a pris un tour nouveau et Radio-Thaïlande est passée de la défensive à l'offensive, face aux attaques et à l'influence croissante de la « voix du peuple thaïlandais », la radio clandestine du parti communiste (P.C.T.).

Quelle était l'influence du P.C.T. avant que le coup d'Etat du 6 octobre n'entre vers lui des centaines, voire des milliers d'étudiants, de militants, dont certains sont connus, tels le vice-président du parti socialiste, M. Khaiseng Sukka, et les

De notre correspondant

deux dirigeants étudiants qui jouèrent un grand rôle dans le renversement de la dictature militaire en octobre 1973, M. Sakissan Prasartikul et Thirayut Boonmee ? Ces derniers, en annonçant récemment la création d'un « Front uni », ont donné une nouvelle dimension à la lutte politique et militaire contre le nouveau régime.

En janvier 1975, les maquisards communistes étaient au nombre de 9 500 selon des sources officielles citées par la revue d'affaires étrangères. Ils étaient soutenus par environ 8 000 miliciens. Ils étaient seulement quelques centaines en août 1965 quand commença l'insurrection, 3 500 en 1972 et 5 000 en 1973. Ils contrôlaient, en janvier 1975, 412 villages (peuplés de 250 000 mille personnes) et exercaient leur influence sur 4 654 autres villages habités par 3,6 millions de personnes, soit au total environ 10 % de la population. Leurs points forts se trouvaient dans les régions isolées, montagneuses ou peuplées de minorités ethniques du Nord, du Nord-Est et du Sud. De 1965 à 1975, 2 410 civils et militaires ont été tués.

La pauvreté dans les campagnes

Les moyens utilisés par le pouvoir — basés sur la force, l'encadrement et la persuasion — n'ont pas réussi à freiner une progression des effectifs communistes qui, ces dernières années, ont augmenté d'environ 30 % par an. Et pourtant, les militaires étaient au pouvoir ou, du moins, contrôlaient la lutte antissubversive. Ils ont bénéficié d'un soutien important et multiforme de la part des Américains tout au long de la guerre d'Indochine.

Aujourd'hui, la population est enclavée dans un programme d'organisations anticommunistes de toute nature, civiles ou paramilitaires, désormais utilisées par le nouveau régime pour contrôler les oppositions. Mais dans un domaine fondamental, l'échec est total : la mentalité des dirigeants, des possédants n'a pas changé et le fossé entre riches et pauvres ne cesse de s'élargir alors que la situation économique connaît pourtant une amélioration très sensible après le marasme de 1975.

Tandis que, de 1972 à 1975, le produit intérieur brut augmentait d'environ 5 % par an, le taux de chômage croissait beaucoup plus rapidement. Pour la première fois, plus d'un million de chômeurs totaux sont officiellement recensés. Alors que la valeur des exportations de trois principaux produits agricoles (riz, maïs et tapioca) était multipliée par quatre en dix ans, l'augmentation de la production de riz arrive à peine à suivre celle de la population et résulte presque exclusivement de l'augmentation de la superficie cultivable. La productivité demeure une des plus faibles de la région, et des forêts indispensables à l'équilibre écologique continuent d'être dévastées par des squatters.

Grise sociale à Bangkok

Dans les campagnes, « la situation s'est dégradée de façon alarmante de 1963 à 1973 », écrit-il y a plus d'un an un investisseur qui ajoutait que « dans le Nord, la propriété moyenne par famille, déjà inférieure de 20 % à la moyenne nationale, avait diminué de moitié ». « Dans ce grenier à riz, qu'est la plaine centrale, de 70 à 80 % des paysans sont désormais des fermiers », a indiqué le vice-ministre de l'Agriculture de l'ancien gouvernement. Au début du siècle, ils étaient presque tous propriétaires. Cette évolution résulte essentiellement de l'endettement évalué à environ 4 000 bahts par famille, soit pour un certain nombre de foyers l'équivalent du revenu annuel. Le taux d'intérêt dépasse parfois les 100 % par récolte et nous avons constaté des taux excédant 1 000 % (!). Le taux de fermage, limité par la loi à 50 %, est souvent dépassé pour représenter jusqu'à trois quarts de la valeur de la récolte.

Un paysan sur cinq dispose d'un titre de propriété transmissible et transmissible ; près des deux tiers n'ont aucun papier ou n'ont qu'une autorisation de cultiver valable pour trois ans. Il est souvent très difficile aux paysans d'obtenir des autorités locales un titre de propriété de leur terre. Il faut parfois le payer au prix fort. Les débiteurs doivent généralement remettre leur titre de propriété en gage. Dans le Nord-Est, la région la plus défavorisée et la plus « contaminée » par les communistes, le revenu annuel de certaines familles avoisine les 1 000 francs.

La loi agraire votée l'an dernier devrait remédier à ces problèmes et le gouvernement entend l'appliquer. Mais, toujours selon l'ancien vice-ministre de l'Agriculture, « il faudra vingt ans au moins pour redistribuer des terres à chaque famille qui en

manque ». Pendant cette période, la population continuera d'augmenter en même temps que le nombre de paysans qui perdront la propriété de leur terre.

Dans la capitale, qui compte plus d'un quart de million de chômeurs recensés (mais, en fait, selon certaines sources des milieux industriels, environ un million de personnes sans emploi permanent), la situation ne s'est guère améliorée. Le salaire minimum légal a été fixé à 750 bahts par mois l'an dernier. Il n'a pas été réévalué en dépit de l'inflation, et nombre de travailleurs n'en bénéficient pas encore. Le premier ministre a d'ailleurs demandé aux travailleurs de faire des sacrifices pour survivre. Le leur faut se rabattre sur de petits métiers, faire travailler des enfants de moins de dix ans — comme ceux qui vendent des journaux et des couronnes de fleurs aux carrefours pour rapporter chaque jour à la maison quelques bahts supplémentaires. Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant que le taux de criminalité soit un des plus élevés au monde (plus de treize mille meurtres par an), que quarante-cinq mille enfants en bas âge meurent de malnutrition chaque année et que près d'un demi-million de personnes se droguent, dont trois cent mille à Bangkok.

Le gouvernement de M. Thanin ne peut guère se voir reprocher une situation qu'il n'a pas créée et dont il n'est en rien responsable. Mais il devra, s'il veut réussir ou, tout simplement, survivre, assumer la pesanteur du passé et obtenir des résultats spectaculaires et rapides. Sa bonne volonté est indéniable, mais il devra convaincre ses propres amis de la nécessité de faire des réformes. Ce sera, nul n'en doute ici, sa plus lourde tâche.

PATRICE DE BEER.

(1) Les prêts atteignent fréquemment des taux d'intérêt extrêmement élevés en Asie rurale. Il va de soi que, lorsqu'on parle d'un taux annuel, en fait théorique, puisqu'il s'agit de l'extrapolation à une année d'un taux nettement moins élevé, encore qu'au moins portant sur les prêts à court terme. (N.D.L.R.)

Inde

APRÈS AVOIR SOUTENU Mme GANDHI Le P.C. pro-soviétique prend ses distances à l'égard du gouvernement

New-Delhi (A.F.P.). — Les communistes indiens pro-soviétiques viennent de se démarquer nettement du Parti du Congrès de Mme Gandhi, pour la première fois en seize mois. Au moment de la proclamation de l'état d'urgence, le 25 juin 1975, les membres du P.C. pro-soviétique n'avaient pas été inquiétés, alors que la police procédait à de nombreuses arrestations de personnalités politiques d'extrême gauche et d'extrême droite.

Le parti de M. Danke se félicitait des mesures prises par Mme Gandhi, car « elles créaient une situation d'unité et permettaient de lutter contre la réaction, le néo-colonialisme et les grands monopoles qui menaçaient la démocratie indienne ».

La lune de miel entre le P.C.I. et le Congrès est, semble-t-il, compromise. Après avoir accordé son appui à la formation gouvernementale dans tous les scrutins au Parlement depuis la proclamation de l'état d'urgence, y compris le 3 novembre, lors du vote du projet de loi modifiant la Constitution, le P.C.I. a brusquement voté contre un projet de loi présenté par le Congrès et prorogant à nouveau d'un an le mandat de la législature. Ce texte a été adopté à la Chambre basse par 180 voix contre 34.

Les dirigeants du P.C.I., sous la pression de la base, ont adopté, à la fin d'octobre, lors de la réunion du comité central exécutif à New-Delhi, une résolution qui n'a pas été publiée dans la presse, et qui stipule que le parti ne soutiendra plus le gouvernement de Mme Gandhi.

Les pouvoirs extraordinaires conférés au gouvernement par l'état d'urgence, note la résolution, sont maintenant de plus en plus utilisés contre les forces démocratiques et le peuple. Les communistes dénoncent « les arrestations de membres du P.C.I., du Congrès et d'autres démocrates » qui ont pour but de limiter l'usage abusif des pouvoirs de l'état d'urgence.

« Ces développements dangereux, s'ils ne sont pas contrôlés, estime le comité central, peuvent sérieusement affaiblir les forces

démocratiques et contrecarrer les véritables buts pour lesquels l'état d'urgence a été proclamé ». Le P.C.I. affirme qu'il est nécessaire de mettre fin à la tendance croissante qui consiste à mal utiliser les pouvoirs de l'état d'urgence. Il demande la libération des personnes qui se trouvent en prison et la possibilité pour les organisations démocratiques de tenir des réunions. Il déplore les restrictions imposées à la presse et à la radio et le mauvais usage qui est fait de la censure.

D'autre part, le P.C.I. a constitué un dossier sur les mesures de censure exercées à l'occasion de la campagne pour la limitation des naissances, qui constitue un véritable « réquisitoire » contre la politique du gouvernement dans ce domaine.

Dans une lettre adressée fin octobre à M. Karan Singh, ministre de la santé, M. Rajawara Rao, secrétaire général du P.C.I., énumère les exactions commises, y compris l'utilisation de la police pour convaincre « par la force physique » des hommes de se faire stériliser. Ce document fait état de morts à la suite d'affrontements avec la police. Il précise que des obstacles ont été mis en œuvre pour empêcher les hommes mariés depuis peu de temps et sans enfants ont dû subir de force une vasectomie. Il dénonce le trafic des certificats de stérilisation. Ce dossier accuse implicitement le gouvernement de pratiquer une discrimination de classe en matière de stérilisation, les plus pauvres étant en général les victimes des mesures de coercition.

Le retrait du soutien du P.C. pro-soviétique, qui dispose de 24 sièges à la Chambre basse et de 12 à la Chambre haute, va priver le Parti du Congrès de l'étiquette progressiste que la caution du P.C.I. contribuait à donner à la politique gouvernementale. L'aggravation de la tension due à la campagne de stérilisation et les arrestations de dirigeants syndicaux et de membres du P.C.I. pourraient conduire ce parti et le P.C. indien marxiste (P.C.I.M.), qui est indépendant de Moscou et de Pékin, à tenter une nouvelle fois de se rapprocher.

OUTRE-MER

Nouvelles-Hébrides

APRÈS LES ÉLECTIONS À L'ASSEMBLÉE Les partisans de l'indépendance pour 1977 cèdent du terrain aux partis francophones

De notre correspondant

Nouméa. — Les élections qui viennent d'avoir lieu dans l'île de Santo modifient la répartition des sièges à l'Assemblée représentative du condominium des Nouvelles-Hébrides au profit des partisans de l'indépendance (qui disposent désormais de 21 sièges), et au détriment du New-Hebrides National Party (N.H.N.P.), parti anglophone qui a obtenu 19 sièges. Le territoire accède, en 1977, à l'indépendance.

Les Nouvelles-Hébrides sont engagées dans un processus qui, tous les partis le souhaitent, doit conduire progressivement à l'indépendance. La France, la Grande-Bretagne ont, dans un communiqué conjoint publié le 7 octobre, réaffirmé le droit à l'autodétermination des populations. L'exercice de ce droit implique qu'au préalable le condominium ait « progressivement » la « voix démocratique ». Pour cela, Paris et Londres ont prévu que, en 1977, « l'Assemblée devra exercer pleinement ses responsabilités en élevant son président ». « Dans le même temps, les commissions de l'Assemblée pourront porter un intérêt accru au fonctionnement de l'administration conjointe, et préparer ainsi la voie à la dévolution des pouvoirs exécutifs devant conduire à l'autonomie interne », indiquait le communiqué.

La condition préalable à l'application de ce processus était la tenue d'élections à Santo, principale île du nord de l'archipel et son premier centre économique. Cette consultation était organisée pour compléter l'Assemblée. Elle avait été rendue nécessaire après l'invalidation des mandats de cinq conseillers élus en novembre 1975 à la première Assemblée (42 sièges). Quatre de ces cinq sièges avaient été remportés par le National Party, dans des conditions reconnues « comme frauduleuses ». Cette fois encore, la consultation a, ici ou là, été entachée de fraudes : deux villages d'obédience N.H.N.P., mouvement coutumier opposé au N.H.N.P., ont cent cinquante et un électeurs, ont été empêchés de voter dans des conditions qui ne

sont pas éclaircies, privant ainsi le chef Bulluk d'une élection attendue. Le N.H.N.P. et son allié, le M.A.N.H. (Mouvement d'action des Nouvelles-Hébrides, parti francophone qui regroupe, à Santo, colons français et métis francophones) ont emporté deux sièges, les trois autres allant au National Party.

Le National Party qui a ainsi perdu la majorité, n'apparaît plus comme le seul parti à même de former le futur gouvernement. Il devra, s'il joue le jeu des nouvelles institutions, composer avec ses adversaires, le M.A.N.H. et le N.H.N.P. (Union des communautés des Nouvelles-Hébrides, parti francophone). D'autant que les uns et les autres disposent fort de se trouver à égalité (vingt et un sièges chacun) à l'Assemblée : en effet, le quatrième membre du collège des chefs coutumiers reste à élire, mais le candidat du N.H.N.P. semble être le mieux placé pour l'emporter. Face à une assemblée sans majorité, il faudra — tâche délicate — amener les responsables de l'archipel à dialoguer.

Le pasteur Walter Lini, président du National Party, avait, le 19 août à New-York, demandé au comité de décolonisation de l'O.N.U. de prendre des mesures pour l'aider à réaliser ses objectifs : envoi d'une mission de l'Organisation mondiale, octroi de l'indépendance en 1977, tenue d'un référendum fin 1976, pour obtenir le départ de l'une des deux puissances administrantes, en l'occurrence la France.

Il faudra attendre la prochaine réunion à l'Assemblée pour savoir si les partis veulent, ou non, engager le dialogue, condition indispensable de l'unité du futur État, divisé entre Mélanésiens anglophones et Mélanésiens francophones, entre presbytériens et catholiques, entre mouvements coutumiers et mouvements politiques. A ces divisions s'ajoutent le jeu des colons et la menace d'une sécession de Santo.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Polynésie

LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE N'EST PAS ENVISAGEABLE SANS UN ACCORD SUR LE STATUT précise le gouvernement

Le ministère de l'Intérieur et le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM ont publié jeudi 11 novembre, un communiqué relatif à la rencontre mardi 9 entre, d'une part, MM. Fontanowski et Stirn et, d'autre part, une délégation du Front uni pour l'autonomie interne conduite par M. Sanford, député non inscrit de la Polynésie française (Le Monde du 10 novembre). Au terme de cet entretien, le Front uni avait déclaré que M. Fontanowski avait accepté « le principe de la dissolution de l'Assemblée territoriale » de Polynésie (dont les locaux sont occupés par les autonomistes depuis le 10 juin dernier).

Le ministère de l'Intérieur et le secrétariat d'Etat indiquent seulement, dans leur compte rendu de l'entrevue que MM. Fontanowski et Stirn ont présenté à leurs interlocuteurs « le projet de statut préparé par le gouvernement, projet qui affirme le maintien dans la République française du territoire, en lui assurant une large décentralisation ». Toutefois, selon le gouvernement, « la dissolution de l'Assemblée territoriale », MM. Fontanowski et Stirn ont indiqué que celle-ci n'était pas envisageable avant un accord général sur le statut ».

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Saragout.

Imprimerie du « Monde » 5, rue d'Alsace PARIS-12^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

سكنا في الامل

EUROPE

La « maladie britannique » et la France

(Suite de la première page.)
C'est un fait que dans maints secteurs, y compris celui des machines-outils, où elle est en compétition avec l'Allemagne, l'industrie britannique continue à être dans la course. Mais c'est un autre fait que, globalement, la part des exportations du Royaume-Uni dans le commerce mondial est en constant recul. Elle est passée de 8,5 %, en 1965, à moins de 5 %, en 1975, chiffres qui mesurent assez bien le déclin relatif de l'économie de ce pays.

Les Britanniques n'en finissent pas de discuter les causes de ce qu'ils appellent la « British Disease » (expression qui a, depuis quelques années, remplacé son quasi-équivalent d'« English Sickness »). Dans la mesure où il s'agit d'expliquer comment et pourquoi le Royaume-Uni a perdu du terrain à l'égard des autres pays industrialisés, il faut remonter loin dans le temps pour trouver l'origine du phénomène : vers les années 1870, à partir desquelles il semble bien que le taux de croissance a commencé à être,

en général, plus faible qu'en Amérique du Nord ou dans les pays d'Europe occidentale, sans parler du Japon. Or, n'est-ce pas le fait de rappeler cet arrière-plan historique, si l'on veut, et même dangereux, de s'y attarder. Un taux de croissance plus modéré n'est pas nécessairement, la longue, un désavantage, mais il est bien évident que la véritable question est ailleurs.

Comme pour se trouver par avance une excuse pour rendre le même chemin, nombreux sont les Français qui sont tentés de poser cette question dans les termes suivants : « Est-il bien vrai que les Anglais vivent tellement plus mal que les citoyens des pays où l'industrie se développe et se modernise plus vite et où l'inflation est moins dévorante ? Nos voisins, en fournissant le dos à la religion de l'économie, ne nous indiquent-ils pas une fois de plus la voie dans laquelle les autres peuples, une fois revenus de l'acharnement des managers, s'engageront à leur tour ? La France n'est-elle pas en train de s'y diriger à grands pas ? »

Le C.B.I. fait grand cas d'un sondage qui tendrait à prouver que l'opinion publique entend ce langage. On a l'impression, à la lecture des résultats de cette enquête, qu'on avait bien tort de croire que la notion de profit était devenue en Angleterre un objet d'exécution comme dans la plupart des pays capitalistes : 8 % seulement des personnes interrogées auraient cette réaction négative tandis que 88 % ont répondu qu'il était nécessaire d'accepter les règles du capitalisme, ou en tout cas, pour faire marcher le mieux possible l'économie telle qu'elle existe ? La relation plénière d'ambiguïté entre les deux réponses, dans leur ensemble et les syndicalistes en particulier — onze millions d'affiliés au trade unions sur une population de vingt-quatre millions — ne rend pas plus évidentes les disciplines au moins apparentes du *Pay restraint* (politique restrictive des salaires), inhérentes au *contrat social* passé entre les Britanniques et le T.U.C., trouverait-elle la son explication sinon sa justification ? Cette question est déjà par elle-même pleine d'ambiguïté. Elle ne se pose pas, en fait, dans la mesure où la hausse des salaires est-elle dû au *Pay restraint* ou, comme on le croit de plus en plus aux États-Unis, la persistance d'un taux élevé de chômage ?

La stagnation industrielle a donc, en plus, une autre dimension : celle de la stagnation relative de l'investissement. Un emploi peu fort n'est pas une source de profit, mais la distinction entre emplois productifs et improductifs n'est que la manifestation d'un attachement à la source du profit. Cependant le débat serait sans doute clarifié si l'on s'en tenait à une analyse économique plus rigoureuse. Un emploi peu fort bien n'être pas directement productif tout en étant éminemment utile et même nécessaire. Il reste que la société post-industrielle n'est pas encore pour de main et que sans l'existence d'un secteur vigoureux produisant biens et services destinés à être échangés sur le marché, c'est l'ensemble de la communauté qui risque de souffrir.

Si les Britanniques ont commencé à établir un diagnostic réaliste de leurs difficultés, leur gouvernement est sans doute moins en mesure que jamais de les résoudre. Comment, pour ne citer que cet exemple, se lancer dans une nouvelle « stratégie industrielle » destinée à développer l'investissement quand la chute de la livre contraint la Banque d'Angleterre à porter le *lender of last resort* à 15 % ? La chute de la livre a-t-elle été le résultat de la politique britannique ou l'inverse ? La chute de la livre a-t-elle été le résultat de la politique britannique ou l'inverse ?

Une consultation générale est organisée le 14 novembre pour établir l'importance des minorités ethniques

De notre correspondante

Vienne. — Tous les Autrichiens âgés de plus de quatorze ans sont appelés à se rendre aux urnes dimanche 14 novembre. Mais ils ne voteront pas. Ils devront seulement indiquer quelle est leur langue maternelle. Cette consultation inscrite à l'ordre du jour de la loi sur la nationalité, a été décidée par le gouvernement afin d'aider à la recherche d'une solution du problème slovaque. Fixée dans sa quasi-totalité dans le land de Carinthie limitrophe de la Yougoslavie, la minorité slovaque réclame depuis des années l'application intégrale des dispositions du traité d'État de 1955 qui la concernent.

Le sort de cette population, toujours en croissance, empêche les relations entre l'Autriche et la Yougoslavie. Belgrade accuse régulièrement Vienne, souvent en termes très vifs, de ne pas remplir ses obligations à l'égard de cette minorité et de tolérer l'activité des organisations pangermanistes.

Pour montrer sa bonne volonté, le gouvernement de M. Kreisky édicta en 1972 un décret prévoyant l'installation de panneaux indicateurs bilingues dans les régions mixtes ou à prépondérance slovaque. Cette mesure est conforme aux dispositions du traité d'État de 1955. Mais, exécutée avec dix-sept ans de retard, elle provoqua une levée de bouillottes dans les milieux nationalistes pangermanistes, particulièrement actifs en Carinthie : ceux-ci, encouragés en sous-main par le « Heimatsdienst », organisation patriotique extrémiste, arrachèrent aussitôt les panneaux.

Les socialistes décidèrent alors de mettre en chantier, en coopération avec les partis populistes et libéraux, deux lois fixant un statut juridique pour tous les groupes ethniques en Autriche. Ces deux lois ont été adoptées à la quasi-unanimité par le Parlement de Vienne le 7 juillet dernier.

pour mission de « défendre et représenter la totalité des intérêts culturels, sociaux et économiques » des minorités. Les lois, les partis politiques, les médias, leur candidature (tout comme la création des conseils) devra d'abord être approuvée par le gouvernement du Land intéressé.

Vive réaction à Belgrade

La loi prévoit aussi la possibilité d'utiliser dans certains cas, pour des affaires administratives, la langue du groupe ethnique. Cette mesure, qui a été critiquée par celle-ci, aura été préalablement admise par décret.

Enfin, le gouvernement fédéral accordera une subvention annuelle aux minorités reconnues. La promulgation de ces mesures a provoqué aussitôt de violentes réactions de mécontentement tant chez les Slovaques de Carinthie que du côté yougoslave. Les uns et les autres accusent Vienne de « violer de façon flagrante » le traité d'État qui ne prévoit à aucun moment que l'on compte une minorité pour que ses droits soient respectés. Belgrade a adressé plusieurs notes en ce sens au gouvernement de M. Kreisky, menaçant même d'internationaliser le problème. Quant à la presse yougoslave, elle publie, depuis plusieurs mois, des propos désobligeants à l'égard de l'Autriche, allant jusqu'à parler d'« extermination de la minorité slovaque ».

Certains milieux autrichiens eux-mêmes (les jeunes catholiques, des journalistes, des scientifiques) désapprouvent ce « renouveau spécial ». Avec les organisations slovaques, il font campagne pour le boycottage de la consultation de dimanche.

Le chancelier Kreisky estime, quant à lui, que l'enquête sur la langue maternelle n'est qu'un « élément d'orientation » dans le règlement du difficile et complexe problème que pose depuis des années la cohabitation des deux communautés de Carinthie. Le gouvernement autrichien fait aussi valoir que dans les domaines scolaire et culturel, il a assumé ses obligations, par ailleurs de ce que prévoit le traité d'État.

La minorité se heurte pourtant dans les faits à une discrimination parfois subtile : les parents qui veulent faire enseigner la slovaque à leurs enfants doivent, par exemple, présenter une demande spéciale. Trois tribunaux seulement sur neuf acceptent d'utiliser les deux langues.

Ces derniers mois, la tension n'a cessé de monter en Carinthie. Des combats ont été posés. Des mouvements commémorant les héros des combats de la première et de la deuxième guerre mondiale ont été défilés. Nationalistes pangermanistes et organisations slovaques sont face à face.

L'assainissement de la situation dépendra finalement pour beaucoup de la ferme volonté du gouvernement à appliquer les mesures législatives déjà adoptées par les trois grands partis autrichiens.

ANITA RIND.

Le verger de l'égalité

On ne trouverait plus guère aujourd'hui de Britanniques disposés à aborder sans problèmes dans un esprit complaisant. Il y a dix-huit mois encore, un des plus hauts responsables des trade-unions nous disait : « Les pays étrangers, en lieu de nous reprocher notre déficit extérieur, devraient nous remercier : cela ne signifie-t-il pas que nous leur offrons des débouchés devant lesquels ils ont besoin pour les produits que nous voulons bien leur acheter ? »

Serait-ce à titre de boutade, des propos de ce genre sont désormais hors de saison. Personne n'oserait plus les tenir, même si les dirigeants du mouvement syndical estiment que dans la conjoncture actuelle il serait souhaitable d'imposer quelques contingents d'importations. Cependant, les plus modérés, c'est-à-dire ceux qui sont encore majoritaires (malgré la progression de l'allemandisme dans le syndicalisme ouvrier comme dans le parti travailliste), ne voient dans de telles mesures de protection qu'un moyen de donner le temps aux entreprises pour s'adapter à la « stratégie industrielle » dont le gouvernement Wilson a lancé l'idée en novembre 1975. Depuis ce temps là, on ne cesse, notamment, au sein de l'état-major

syndical, d'en proclamer l'urgence. « L'un des problèmes les plus difficiles que nous ayons à résoudre est d'améliorer les résultats de notre économie et de nous attaquer au retard dont elle souffre depuis vingt ou vingt-cinq ans, sinon davantage », déclarait au mois de mars M. Len Murray, secrétaire général du congrès des trade-unions (T.U.C.), qui précisait : « Nous devons viser à réduire les coûts de production par unité produite et pas seulement à modifier la progression des rémunérations. »

Qui prétendait que les syndicalistes britanniques étaient hostiles à la productivité ?

« Améliorer les structures industrielles est une de nos principales préoccupations », devait répondre devant nous M. Murray. Ce sonnet est aussi celui que met en avant, de façon plus classique, le C.B.I. (Confederation of British Industry) qui représente le patronat. Cette dernière organisation a récemment lancé à grand renfort de publicité un

programme intitulé *Road to Recovery* (Les chemins du retour au progrès), dont l'objet est de redonner à l'industrie et à l'économie en général l'allant qui lui fait défaut. Quant au premier ministre, M. James Callaghan, il a trouvé des accents dignes de M. Helmut Schmidt pour proclamer la nécessité d'accroître, au prix d'une certaine baisse de la consommation, la productivité des entreprises en vue de promouvoir les investissements, gage des exportations futures.

Le C.B.I. fait grand cas d'un sondage qui tendrait à prouver que l'opinion publique entend ce langage. On a l'impression, à la lecture des résultats de cette enquête, qu'on avait bien tort de croire que la notion de profit était devenue en Angleterre un objet d'exécution comme dans la plupart des pays capitalistes : 8 % seulement des personnes interrogées auraient cette réaction négative tandis que 88 % ont répondu qu'il était nécessaire d'accepter les règles du capitalisme, ou en tout cas, pour faire marcher le mieux possible l'économie telle qu'elle existe ?

La stagnation industrielle a donc, en plus, une autre dimension : celle de la stagnation relative de l'investissement. Un emploi peu fort n'est pas une source de profit, mais la distinction entre emplois productifs et improductifs n'est que la manifestation d'un attachement à la source du profit. Cependant le débat serait sans doute clarifié si l'on s'en tenait à une analyse économique plus rigoureuse. Un emploi peu fort bien n'être pas directement productif tout en étant éminemment utile et même nécessaire. Il reste que la société post-industrielle n'est pas encore pour de main et que sans l'existence d'un secteur vigoureux produisant biens et services destinés à être échangés sur le marché, c'est l'ensemble de la communauté qui risque de souffrir.

Si les Britanniques ont commencé à établir un diagnostic réaliste de leurs difficultés, leur gouvernement est sans doute moins en mesure que jamais de les résoudre. Comment, pour ne citer que cet exemple, se lancer dans une nouvelle « stratégie industrielle » destinée à développer l'investissement quand la chute de la livre contraint la Banque d'Angleterre à porter le *lender of last resort* à 15 % ? La chute de la livre a-t-elle été le résultat de la politique britannique ou l'inverse ? La chute de la livre a-t-elle été le résultat de la politique britannique ou l'inverse ?

Le verger de l'égalité

A en croire certains chefs d'entreprise, le *Pay restraint* inauguré en 1975 n'a pas eu tous les effets qu'on lui attribue avec complaisance dans un pays dans un pays à une époque récente, la politique des revenus apparaissait, aux yeux de la plupart des économistes (dont certains se sont, depuis lors, convertis au monétarisme de Milton Friedman), comme l'alpha et l'omega de toute action menée contre l'inflation. Il s'agissait, au cours de la première année d'application, d'une mesure qui s'est terminée en juillet dernier, de limiter à 6 livres les majorations de salaires calculées sur une base hebdomadaire. Ce maximum aurait été immédiatement considéré comme un droit acquis, si bien que, dans certains cas, la norme établie de concert par le gouvernement et les T.U.C. aurait plutôt servi à nourrir les revendications.

de l'échelle. L'impôt frappe au taux très élevé de 35 % (et même 41 % des salariés qui seraient exonérés de toute imposition en France) mais ne récompense pas non plus, il est vrai, certaines « compensations » sociales, tandis que la tranche la plus élevée des revenus (au-dessus de 100 000 livres) est soumise à un taux de 60 % (et même de 88 % s'il s'agit de revenus du capital). Certes, là encore, on est loin de cette situation en France, et une certaine marge reste pour redresser les impôts directs, la taxation directe et la taxation indirecte ! Il n'est peut-être pas toutefois inutile de méditer l'exemple britannique, dans la mesure où il montre que rien n'est plus difficile que de faire marcher l'arrière quand on est allé trop loin dans une voie où l'insatiable besoin d'égalité nous pousse sans cesse d'aller encore plus avant.

Enfin, comme cela est maintenant aussi le cas en France, le statut juridique de secteurs entiers de l'industrie a été pensé. Certains voudraient, par exemple, de débats politiques passionnés. L'exemple le plus frappant a été celui de la sidérurgie, nationale, mais les débats ont été, en fait, renoués de nouveau par les premiers ont repris le pouvoir. Rien de tel n'existe ni aux États-Unis ni en Allemagne. Certains voudraient, par exemple, de débats politiques passionnés. L'exemple le plus frappant a été celui de la sidérurgie, nationale, mais les débats ont été, en fait, renoués de nouveau par les premiers ont repris le pouvoir. Rien de tel n'existe ni aux États-Unis ni en Allemagne.

DIPLOMATIE

La conférence de la Rhodésie

LES DÉLÉGATIONS NOIRES A GENÈVE REJETTENT UNE FORMULE BRITANNIQUE DE COMPROMIS

Les efforts déployés par la Grande-Bretagne pour « débloquent » la conférence de Genève sur la Rhodésie n'ont abouti, jeudi 11 novembre, sur aucun résultat tangible. Les délégations noires ont rejeté une formule de compromis avancée par M. Ivor Richard, président de la conférence. M. Joshua Nkomo et Robert Mugabe, dirigeants du Front patriotique du Zimbabwe, ont précisé qu'ils ne se joindraient à la conférence que si elle était enregistrée, bien qu'ils aient à nouveau insisté sur la nécessité d'un accord préalable sur la date de l'indépendance.

Or, la nouvelle proposition britannique envisageait seulement une déclaration d'intention sur le principe de l'indépendance, et renvoyait à plus tard le choix de la date. De leur côté, les nationalistes africains exigent toujours que la période transitoire avant l'indépendance n'exécute pas deux mois.

D'autre part, à l'occasion du centenaire de la proclamation unilatérale d'indépendance par M. Ian Smith, M. Plesier Van der Byl, ministre rhodésien des affaires étrangères, qui dirige la délégation de son pays à Genève depuis le départ du premier ministre, a déclaré jeudi que son gouvernement avait « accepté de bonne foi les propositions faites par M. Kissinger ». « Nous avons, à cet égard, fait toutes nos concessions avant de venir à Genève. Nous ne sommes pas ici pour céder encore du terrain. » — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

La politique des salaires, qui a été prorogée pour une nouvelle période de douze mois se terminant en juillet 1977, selon des modalités un peu différentes et plus sévères (maximum de hausse variant selon les cas, entre 2,5 et 4 livres, ce qui, au papier, correspond à une progression moyenne de 5 %), a une autre conséquence qui, elle, est reconnue de tous. Elle constitue encore dans la rhétorique des salaires dont l'écrasement, très fortement aggravé par la fiscalité, est probablement une cause importante de la dynamique dont fait preuve, dans son ensemble, la société britannique. Ceux qu'on appelle en France les cadres moyens auraient au cours des deux ou trois dernières années, par le jeu combiné de la politique suivie et de l'inflation, perdu au moins 15 % de leur pouvoir d'achat en termes réels.

Vérité en deçà de la Manche, erreur au-delà. Jamais peut-être le vétéran français, surtout s'il est journaliste, prend autant qu'aujourd'hui conscience de la justesse de cet aphorisme. En France, on lui montrera des graphiques et des tableaux chiffrés propres à le convaincre qu'il faut réduire l'inégalité des rémunérations pour alléger la France sur la situation des grands pays « modernes ». En Grande-Bretagne, on exhibera devant lui d'autres courbes pour lui prouver à quel point la Grande-Bretagne a pris le retard en sacrifiant le personnel d'encadrement et de direction des entreprises, sans bénéfice réel pour les petits salariés. Le niveau de vie de ces derniers ne serait-il pas plus élevé, lui fait-on remarquer, si le verger de l'égalité n'avait été dans toute l'économie une sorte de laisser-aller effectivement perceptible (comme dans tous les pays où l'impôt est allé dans la réduction des « stimulants matériels ») ?

Le contraste, on si l'on préfère, le rapprochement, ne s'arrête pas là. Les esprits conservateurs ne sont pas les seuls à dénoncer l'effet de découragement produit par une fiscalité directe excessive qui a pour effet de bloquer la progression des revenus, non seulement en haut, mais aussi en bas

de l'échelle. L'impôt frappe au taux très élevé de 35 % (et même 41 % des salariés qui seraient exonérés de toute imposition en France) mais ne récompense pas non plus, il est vrai, certaines « compensations » sociales, tandis que la tranche la plus élevée des revenus (au-dessus de 100 000 livres) est soumise à un taux de 60 % (et même de 88 % s'il s'agit de revenus du capital). Certes, là encore, on est loin de cette situation en France, et une certaine marge reste pour redresser les impôts directs, la taxation directe et la taxation indirecte ! Il n'est peut-être pas toutefois inutile de méditer l'exemple britannique, dans la mesure où il montre que rien n'est plus difficile que de faire marcher l'arrière quand on est allé trop loin dans une voie où l'insatiable besoin d'égalité nous pousse sans cesse d'aller encore plus avant.

Enfin, comme cela est maintenant aussi le cas en France, le statut juridique de secteurs entiers de l'industrie a été pensé. Certains voudraient, par exemple, de débats politiques passionnés. L'exemple le plus frappant a été celui de la sidérurgie, nationale, mais les débats ont été, en fait, renoués de nouveau par les premiers ont repris le pouvoir. Rien de tel n'existe ni aux États-Unis ni en Allemagne. Certains voudraient, par exemple, de débats politiques passionnés. L'exemple le plus frappant a été celui de la sidérurgie, nationale, mais les débats ont été, en fait, renoués de nouveau par les premiers ont repris le pouvoir. Rien de tel n'existe ni aux États-Unis ni en Allemagne.

LE GOUVERNEMENT OBTIENT UN NOUVEAU VOTE FAVORABLE A LA NATIONALISATION DES INDUSTRIES AÉRONAUTIQUES ET NAVALES

Londres (A.F.P., Reuter). — Le gouvernement de M. James Callaghan est parvenu avec une voix de majorité, jeudi 11 novembre, à faire prévaloir son point de vue aux Communes dans le débat sur la nationalisation de l'industrie aéronautique et des chantiers navals.

Contrairement à ce qui s'était passé mercredi soir, où le gouvernement avait essuyé une défaite dans le débat sur l'extension du monopole radical des dockers, les amendements de la Chambre des lords ont été rejetés, cette fois, par des majorités de une à trois voix.

ERRATUM. — Dans l'article de Londres, paru dans le Monde du 10 novembre, le vote favorable au gouvernement intervenu aux Communes ne concernait pas les cinq projets de loi relatifs à la nationalisation de l'industrie aéronautique et des chantiers navals, mais la proposition dite « de la guillotine » qu'utiliseraient les députés pour en débattre : c'est-à-dire que chaque projet ne pourrait pas faire l'objet de plus de six heures de discussions.

Union soviétique

UN SLOGAN ANTIGOUVERNEMENTAL A LÉNINGRAD

Leningrad (A.F.P.). — Un slogan contestataire peint sur les murs de la forteresse Pierre-et-Paul de Leningrad intrigue la police soviétique et les milieux dissidents.

C'est dans la nuit du 4 au 5 août qu'avait été peinte en blanc avec des lettres de 1 mètre de haut sur 30 à 50 mètres de large cette phrase : « Vous étouffez la liberté, mais l'âme du peuple ne connaît aucune restriction. » Le slogan avait été rapidement recouvert, et une opération de ravalement du bâtiment historique est en cours.

Le premier secrétaire du parti communiste de la région, M. Romanov, a parlé pour la première fois de cette affaire dans un discours, le 24 septembre dernier.

Les milieux contestataires déclarent n'avoir aucune idée sur l'identité des auteurs de l'inscription. Une vaste enquête policière a été lancée contre les milieux dissidents juifs et chez des artistes. La police a confisqué divers documents, dont des exemplaires d'œuvres de Sakharov et de Soljenitsyne. Quatre arrestations ont été ordonnées. Deux artistes restent aujourd'hui en prison. Youli Baskakov et Oleg Volkov. Ils ont signé des aveux disant qu'ils sont les auteurs du slogan.

Espagne

Anciens ministres

MM. DE AREILZA ET PIO CABANILLAS FONDENT LE PARTI POPULAIRE

Madrid (A.F.P., A.P.). — Deux anciens ministres, MM. de Areilza et Pio Cabanillas ont annoncé jeudi 11 novembre à Madrid la formation d'une nouvelle organisation politique, le parti populaire. Ils intendent participer aux élections prévues aux printemps et ont précisé qu'ils étaient indépendants du gouvernement de M. Suarez bien qu'ils aient laissé entendre que certains des ministres actuels pourraient les rejoindre. M. de Areilza, comte de Motrico, a été ministre des affaires étrangères dans le premier gouvernement de la monarchie. M. Pio Cabanillas a été ministre de l'information en 1974. Tous deux ont une réputation solide de libéraux. M. Ricardo Aguirre, ancien collaborateur de M. Cabanillas, ont adhéré au parti populaire.

On apprend d'autre part que deux importants dirigeants du mouvement communiste espagnol, MM. Marcelino Camacho et Ramon Tamames ont été placés jeudi sous la protection de la police. Enfin, les autorités ont annoncé qu'elles réprimeraient « avec la plus grande rigueur » toute atteinte à l'ordre public pendant la journée de grève du vendredi 12 organisée par les syndicats démocratiques.

offrez
un vision
Maurice Kotler

Paris - 10 rue la Boétie
ouvert le samedi



"Le fourreur le plus jeune de la rue Saint Honoré"

ALEXANDRE
378, rue St Honoré Paris 1^{er}
tél. : 260.03.78 / 04.44
nettoyage - garde-transformation



l'homme
le plus long
s'habille
chez CAPEL

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
• Capel Rive Gauche : centre com. Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 26 bd Malesherbes 75008 Paris, 268.34.21.

C'EST FACILE
JOUEZ AU LOTO
Notices à votre disposition chez les dépositaires

actuellement, la
quinzaine
du manteau !

les boutiques Griffsolde
Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter.

BOULIQUES POUR ELLE
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagny/Nation

BOULIQUES POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre

ouvert le lundi après-midi.

AMÉRIQUES

LA SITUATION AU CHILI

Un rapprochement entre l'Unité populaire et la démocratie chrétienne est maintenant possible

nous déclare M. Almeyda, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Allende

M. Ciodomiro Almeyda, dirigeant du parti socialiste chilien, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Allende, a été arrêté à Santiago le 11 septembre 1973 et est resté plusieurs mois détenu dans l'île Dawson

puis dans des camps de concentration. Libéré en janvier 1975, il s'est réfugié en Roumanie puis au Mexique. Il réside maintenant à Berlin-Est, où il dirige le comité exécutif de l'Unité populaire.

Sérénité, confiance, foi inébranlable dans un avenir démocratique pour le Chili soumis depuis trois ans à une impitoyable dictature : tels sont, de toute évidence, les sentiments profonds qui animent M. Ciodomiro Almeyda, actuel secrétaire du comité exécutif de l'Unité populaire. « Les fascistes chiliens », déclare l'ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, ne hantent pas plus longtemps que les colonels grecs. Leurs jours sont comptés. » Dirigeant d'un parti socialiste durement frappé par le nouveau régime militaire, M. Ciodomiro Almeyda entend poursuivre la lutte sans relâche et sans trêve. Il a installé son quartier général à Berlin-Est pour, précise-t-il, des « raisons évidentes de sécurité ».

Depuis trois ans, trois personnalités chiliennes de premier plan ont en effet été victimes d'assassinats pour avoir courageusement pris position contre les exactions et la politique de répression de la junte. Le général Prats a été assassiné à Santiago, le 21 septembre 1973, il ne cachait pas son aversion pour les nouveaux maîtres de Santiago. Deuxième cible : M. Bernardo Leighton a été grièvement blessé à Rome. Dirigeant démocrate chrétien, il symbolisait, il symbolise encore, la reprise du dialogue entre les partis de l'Unité populaire et une démocratie chrétienne qui découvre, avec amertume et un peu tard, que les coups portés d'abord contre la gauche la frappent aujourd'hui avec une vigueur accrue. Le dernier meurtre en date, celui d'Orlando Letelier, le 21 septembre, à Washington, n'est pas moins révélateur. Ambassadeur aux Etats-Unis et ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, ancien haut fonctionnaire de la Banque internationale de développement, intelligent, cordial et dynamique, Orlando Letelier, ami personnel de Ted Kennedy, disposait d'un excellent réseau de relations dans les milieux dirigeants américains.

« Une fois de plus, les assassinats ont visé juste », dit M. Almeyda. Letelier avait mis toutes ses forces, toute sa compétence et son intelligence au service de son pays pour éclairer l'opinion nord-américaine sur la vraie nature du régime de Santiago. Il remportait d'éclatants succès dans cette lutte, et ces succès exaspéraient les militaires chiliens et leurs amis. La mort de Letelier est une grande perte pour nous, c'est vrai ; il ne sera pas facile de le remplacer... »

Pour l'ancien ministre de l'Unité populaire, il n'y a aucun doute : le crime est signé. Bien qu'il n'exclut pas que la DINA, la police politique qui dépend directement du général Pinochet, ait utilisé des agents anticomunistes connus comme mercenaires. C'est bien dans cette direction d'ailleurs que l'enquête s'oriente au Venezuela, où des membres de commandos anti-Cubains ont récemment été appréhendés (1). « Dans le cas de l'assassinat de Leighton, à Rome, déclare M. Almeyda, il a été établi qu'un commando de la DINA est entré en Italie et a quitté le pays aussitôt après l'action. »

Expert en la matière, Orlando Letelier avait dénoncé avant sa mort les méthodes économiques « libérales » imposées et pratiquées à Santiago par les « Chicago boys » du professeur Milton Friedman qui vient de recevoir le prix Nobel. Le « traitement de choc » appliqué à l'économie chilienne par M. Friedman au nom de sa philosophie monétariste a produit des effets « pratiques » (inflation galopante, concentration, absence de concurrence, pouvoirs renforcés des multinationales et des monopoles, spéculation outrancière) que la « théorie » n'avait pas prévus.

Les « disparitions » se multiplient

« Dans un article publié aux Etats-Unis, déclare M. Almeyda, Letelier avait montré qu'il n'est pas possible de dissocier la politique économique de son contexte socio-politique, en dépit des affirmations contraires des dirigeants de la Banque mondiale et des banques privées américaines. L'inflation atteindra encore, en 1976, un taux de 180 %. Trois ans après la chute de l'Unité populaire, et alors que les adeptes de Friedman ont eu toute liberté d'action dans la mesure où elle a provoqué la concentration des revenus et de la propriété dans très peu de mains, favorisée une dramatique récession, un chômage sans précédent, et une fuite accélérée des capitaux, les dirigeants de l'Unité populaire sont menacés dans leur vie », et il estime que la DINA a mis au point un plan d'opérations de commandos à l'étranger et a installé des « antennes » en Europe, en particulier à Madrid, à Genève et à Rome.

« Au Chili même », dit-il, les campagnes menées depuis l'extérieur en faveur du respect des droits de l'homme ont incité les dirigeants à changer de tactique. La répression est toujours aussi brutale, mais les méthodes ont changé. Depuis quelques mois, les « disparitions » se multiplient ; parfois on retrouve les cadavres des « disparus » dans le rio Mapocho ou ailleurs. C'est la police politique qui organise elle-même les « raptus ». Nous avons identifié avec certitude plus de deux cents « disparitions » depuis le début de cette année. La dictature n'hésite pas à attaquer maintenant aux fonctionnaires internationaux. C'est ainsi que Carmelo Soria, de nationalité espagnole, détaché à Santiago par la CEPAL, la commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine, a été « enlevé » et son corps a été retrouvé le 16 juillet à Santiago. La presse du régime a présenté

cet épisode comme un simple fait divers. En fait, Soria avait été à plusieurs reprises inquiété par la police politique. L'un de ses collaborateurs, Enrique Fernández, arrêté plusieurs mois avant, avait été torturé et « interrogé » sur Soria. »

Si M. Almeyda reste malgré tout optimiste, c'est qu'il juge que l'hostilité à la junte militaire ne cesse de grandir au Chili. « Je viens », dit-il, de m'entretenir avec Maximo Pacheco, doyen de la faculté de droit de Santiago, qui a été expulsé à la mi-août par le gouvernement. Tous ses élèves l'ont accompagné en silence au moment de son départ de la faculté. Un signe parmi beaucoup d'autres. Les trois quarts de la population au moins sont maintenant contre la junte, d'une manière encore passive sans doute, mais irréversible. Les classes moyennes, victimes du plan économique, ont abandonné le régime. La démocratie chrétienne, première force politique du pays, est à son tour la cible des attaques de la junte. Tout indique, et en particulier un colloque qui s'est tenu en septembre à New-York, qu'un rapprochement sérieux entre l'Unité populaire et la démocratie chrétienne est maintenant possible. La junte le voit et s'en inquiète. Pinochet peut bien renforcer son propre pouvoir personnel. Sa base se rétrécit de jour en jour... »

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Orlando Letelier a été inhumé au Venezuela, le président Carlos Andrés Pérez ayant tenu à assister à la cérémonie. L'assassinat de Letelier a provoqué une tension certaine entre Caracas et Santiago.

PRESSE ACTUALITE

Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouvez pas ailleurs. DANS LE N° DE NOVEMBRE

L'ESSOR DU LIMOUSIN

L'hebdo de M. Jacques Chirac.

LES QUOTIDIENS DE LORRAINE

de 1944 à 1976.

PROPOS SUR L'IMAGE

par A. Ploey, P. Alamy, J. Gritti, A.-M. Thibault Loula.

LE READER'S DIGEST

1930-1940 - l'expansion

LE DROIT DE RÉPONSE

à la radiotélévision.

PRESSE ACTUALITE

est introuvable en kiosque. Exclusivement vendu par abonnement.

ENVOYEZ 7 F (timbres ou chèques).

C.C.P. 16-48 Paris (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Envoyez 7 F (timbres ou chèques).

Libres opinions

BARBARIE ET POLITIQUE

par CLAUDE FRIQUX (*)

Au Chili, un nouveau seuil a été dépassé cette année. La junte a choisi d'appliquer le système brésilien des « disparitions ». Les « disparitions » ont été particulièrement nombreuses en août. Il m'a été donné d'en identifier de manière précise près de deux cents depuis le début de cette année, dont celles de dix-sept syndicalistes connus. La sorte de quelques responsables communistes « disparus » : MM. Diaz, Weibel, Zamorano, Munoz et d'autres, justifie les inquiétudes les plus vives, la junte affirmant qu'ils sont à l'étranger. Il faut donc crier très fort que la terreur bat en ce moment au Chili tous les records de brutalité et de cynisme. La doctrine dite de la « sécurité nationale », enseignée aux cadres du régime dans une académie spécialisée, implique la confusion complète des notions de peuple, d'Etat et de gouvernement, et débouche sur la confusion de tous les pouvoirs.

D'autre part, on signale une violente offensive contre la démocratie chrétienne. En dépit de multiples tracasseries, cette formation était jusqu'à tolérée. Le licenciement de professeurs démocrates-chrétiens dans les universités est massif : quatre-vingts à la faculté de droit de Chili. Le ministre de l'éducation m'a nettement déclaré que le régime considérait le D.C. comme l'ennemi principal du moment et qu'il entendait l'exclure totalement de la vie publique. Des menaces d'expulsion planent sur des évêques et certains d'entre eux ont réagi en s'adressant à la nonciature. Dans le sud, des collaborateurs du vicariat catholique de solidarité sont pourchassés. Leur avocat est en prison, accusé de communisme. Cette agression ouverte contre l'Eglise et la D.C. marque une étape nouvelle.

L'observateur est frappé, d'autre part, par la dégradation des conditions de vie de la population, ce qu'on appelle par euphémisme le « coût social » des orientations de la junte. Régression du P.N.B., chômage de plus du quart de la population, inflation de près de 10 % par mois, ruine du petit commerce et de l'industrie nationale, expositions sans aucune défense à la concurrence des multinationales, selon les principes des « Chicago boys » au service de la junte, enfin reconstruction accélérée des infrastructures aux dépens des paysans qui avaient bénéficié de la réforme agraire. Dans un décor de bouillottes bien approvisionnées évolue un peuple luttant durement pour sa survie. Un grand nombre de Chiliens, y compris dans la petite bourgeoisie, n'ont pour toute nourriture quotidienne qu'une tasse de thé avec un peu de pain. Les enfants s'évanouissent d'insatiation à l'école. On s'efforce de truquer les statistiques de mortalité infantile. Dans une lettre adressée par dix dirigeants syndicaux modérés au ministre du travail on lit que 50 % des Chiliens reçoivent mensuellement (quand ils ont du travail) environ 450 pesos, alors que les dépenses d'alimentation d'une famille moyenne, comportant les catégories nécessaires au maintien de la vie mais sans viande ni lait, sont de 950 pesos.

Les massacres, les épurations, les bas salaires, l'atmosphère de délation, de contrainte et d'obscurantisme (le doyen de la faculté des lettres de l'université du Chili n'a-t-il pas enjoint récemment à un professeur de Paris-IV venu en tournée de conférences de ne pas prononcer les noms de Roman Jakobson et de Roland Barthes), ont vidé les universités et le pays des éléments de valeur, généralement remplacés par des médiocres dociles. En mathématiques, il ne reste que quatre docteurs sur les vingt-cinq que comptait le Chili, en physique cinq sur quinze.

Cette situation a incité certaines forces d'opposition à constituer des structures parallèles privées : centre de recherches para-universitaires dans le sillage de l'Eglise. D'autres, d'orientation laïque et démocratique, prennent la forme de petits conservatoires des arts, de la communication et de l'animation culturelle. Ces organisations donnent du travail à ceux dont la junte veut se débarrasser par le chômage ou l'exil, demeurent des pôles d'attraction pour la jeunesse. Le pouvoir n'est pas en mesure de les supprimer. Il en est de même de certaines fédérations syndicales qui ont jusqu'à maintenant conservé à leur tête des militants de gauche. Plusieurs fois arrêtés puis relâchés ces derniers risquent à chaque instant un mauvais coup de la police, mais ils ont réussi à bloquer la mise en place d'un code du travail (qui aurait légitimé la disparition de tous les syndicats actuels).

Il existe donc encore au Chili des zones de résistance légale. Elles ont tendance à se renforcer car le nombre des Chiliens hostiles à la dictature s'est considérablement accru. Le président Frei l'estimait devant moi à près de 75 % de la population. Certains éléments des forces armées, inquiets de la toute-puissance de la police politique et du désastre social qui peut leur être imputé, connaissent un réel malaise. Quant à l'Eglise, après les agressions ouvertes et dérisoires dont elle est l'objet (l'amiral, ministre de l'éducation, n'assimilait-il pas en ma présence la contestation de l'Eglise chilienne à celle de Mgr Lefebvre ?) elle dénonce la théorie de la « sécurité nationale » que le cardinal Silva Henríquez a solennellement déclarée « incompatible » pour la doctrine chrétienne.

La perspective d'un large front démocratique regroupant les forces les plus diverses dans un divers commun de la dictature progresse. L'idée qu'une solution politique est la seule issue possible au drame chilien est désormais admise par la plupart des grands courants, particulièrement la démocratie chrétienne et le parti communiste. C'est un fait capital. Les débats actuels concernent la composition et l'étendue de ce front, en particulier sa plus ou moins grande ouverture à gauche.

C'est pourquoi un certain infatigable de la politique française en faveur de la junte peut s'interroger. Un incident récent : des antifascistes expulsés de l'ambassade de France — où ils avaient cherché refuge — a montré que nos représentants ont rompu avec l'attitude qui a fait l'honneur de leurs prédécesseurs en 1973. Malgré la brutalité d'une dictature anachronique, la maturation politique du Chili se poursuit héroïquement. On sent partout un peuple qui, loin d'être à genoux, brûle de reprendre en main son destin et de trouver les moyens d'y parvenir.

(*) Président honoraire de Paris-VIII.

TRANCHE DU GROS LOT

loterie nationale

TIRAGE LUNDI 15 NOVEMBRE

Prix du billet 92 F.
Prix du 1/10^e 10 F.

CAPEL fait de l'homme fort un homme bien habillé

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
• Capel Rive Gauche : centre com. Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 26 bd Malesherbes 75008 Paris, 268.34.21.

السلامة العامة

AMÉRIQUES

Brésil

Le gouvernement veut faire des élections municipales du 15 novembre un test politique

Environ quarante millions de Brésiliens iront aux urnes le lundi 15 novembre. En apparence, l'enjeu est mineur : il s'agit d'élire les maires et les conseillers municipaux de près de quatre mille communes. Mais le gouvernement Geisel a décidé de faire de ce scrutin un test politique : après son échec aux élections législatives de 1974, il veut démontrer qu'il est majoritaire dans le pays. Pour y parvenir, il a pris toutes les précautions. Il a interdit, par exemple, la propagande des candidats à la radio et à la télévision, mesure qui visait essentiellement à affaiblir l'opposition.

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Les élections municipales sont restées, avec les législatives, la seule occasion laissée aux Brésiliens d'exercer le suffrage universel. Depuis 1964, le président de la République est un général choisi par ses pairs et confirmé par une « élection » de pure forme. Il en va de même des gouverneurs (le Brésil est une République fédérale) : théoriquement, ils sont élus par les assemblées législatives des États ; en fait, ils sont désignés par Brasilia. Même les maires ne sont pas tous élus par la population. Ils sont nommés dans les capitales des vingt-deux États de la Fédération, ainsi que dans les villes considérées comme « zones de sécurité nationale » et, on ne sait trop pourquoi, dans les villes d'eaux. La notion de sécurité nationale est très large au Brésil. Elle n'intéresse pas seulement les villes-frontières, mais aussi celles qui possèdent des industries « stratégiques ». Tel est le cas, par exemple, de deux communes de l'État de Rio-de-Janeiro, Duque-de-Caxias et Volta-Redonda. L'une parce qu'elle a une raffinerie de pétrole, l'autre une usine sidérurgique. Depuis plusieurs mois,

le chef de l'État, le général Ernesto Geisel, bat la campagne pour appeler les électeurs à voter en faveur du parti gouvernemental, l'Arena. Cet engagement personnel du président a parfois été commenté comme un élément favorable à la politisation, voire à la démocratisation du pays. N'est-ce pas bon signe, après tout, qu'un régime imposé par la force attache tant de prix à son succès dans une épreuve électorale ? En fait, il faut surtout voir là une manifestation de l'ambiguïté, de la duplicité du système politique brésilien. Les militaires sont attachés à leur maintien au pouvoir ou, tout au moins, au maintien d'un certain type de pouvoir autoritaire, anti-communiste. Mais ils veulent garder toutes les apparences de la légitimité. Ce n'est pas nouveau au Brésil. Jusqu'à la dictature de Vargas (1930-1945), le système républicain a été commandé par des oligarchies politico-économiques, qui truquaient à leur gré le suffrage universel. La période dite démocratique (1945-1964) a été trop brève, et surtout trop agitée, pour avoir laissé des traces profondes dans les mœurs du pays.

Ruses officielles

Les militaires n'ont fait que reprendre, en innovant, un jeu ancien. Le gouvernement Geisel voulait éviter, lors des élections municipales, un échec comparable à celui de 1974, lorsque 61 % des électeurs ont choisi pour sénateurs des candidats du parti d'opposition, le Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.). L'analyse du scrutin d'il y a deux ans lui a montré que c'était grâce aux « mass media » que l'opposition avait réussi à se faire entendre dans les campagnes, où son implantation est la plus faible. La ruse officielle a consisté à supprimer, cette fois, toute campagne par radio et télévision. La mesure était apparemment équitable, puisqu'elle atteignait les deux partis. Elle a, en fait, surtout touché le M.D.B., qui comptait sur les « mass media » pour compenser son handicap. En effet, il ne dispose d'une organisation que dans la moitié environ des communes brésiliennes, alors que l'Arena est présente partout. Le régime a utilisé d'autres moyens de pression pour entraver la campagne de l'opposition — selon les pires traditions latino-américaines. On attend, néanmoins, que le M.D.B. fasse un très bon score dans les grandes villes, compte tenu, notamment, des difficultés économiques que traverse le pays. La hausse du

coût de la vie a été de 40 % de janvier à octobre dernier. On parle d'un rationnement de l'essence pour l'an prochain. Le haricot, aliment de base, manque depuis plusieurs mois. Des proclamations officielles ont, cependant, été des « immenses possibilités agricoles » du pays, et le ministre de l'Agriculture, M. Paulino, a annoncé que le Brésil sera exportateur de haricots... dès 1977.

Les résultats de la consultation du 15 novembre serviront sans doute au gouvernement à monter sa stratégie en vue des échéances de 1978, date à laquelle sera renouvelé le Congrès fédéral, et seront choisis de nouveaux gouverneurs. Le régime fait « élire » ses gouverneurs par les assemblées législatives des États dans la mesure où il y dispose de la majorité. Mais, depuis l'an dernier, il est minoritaire dans les États de Rio-de-Janeiro, São Paulo, Rio-Grande-do-Sul, Amazonas et Acre.

Rien n'interdit donc d'imaginer que le régime changera une nouvelle fois les règles du jeu, par exemple en élargissant les collèges électoraux, afin de placer, aux divers échelons du pouvoir exécutif, ses hommes de confiance.

CHARLES VANHECKE.

Pérou

La grève des pêcheurs compromet le redressement de la balance commerciale du pays

De notre correspondant

Lima. — Une grève des pêcheurs commencée il y a trois semaines se poursuit au Pérou. Depuis quatre mois, le pays vit pourtant en état d'urgence, ce qui implique une suspension des garanties constitutionnelles et du droit de cessation concertée du travail.

Le conflit était en germe depuis juillet, lorsque le gouvernement a décrété de rendre au secteur privé la pêche de l'anchova, activité qui avait été étatisée trois ans auparavant. La mesure était importante puisque, transformée en farine et en huile, les anchois rapportent au pays, bon an mal an, le tiers environ de ses devises. La Fédération des pêcheurs avait vivement protesté contre cette mesure. Ses adhérents craignaient de perdre les avantages que leur avait valu la mesure de nationalisation — tels les bénéfices sociaux et la compensation financière en dehors de la saison de la pêche. Ils appréhendaient, en outre, de ne pas pouvoir être tous reclassés avec le nouveau système.

Une vive polémique a éclaté entre Pescapero, la compagnie d'État, et la Fédération, dont les principaux dirigeants ont été arrêtés au mois de septembre. Le gouvernement a dénoncé l'action d'une « minorité politicienne » parmi les dirigeants syndicaux. Il affirme que 70 % des cinq cents bateaux de pêche ont été rapidement vendus. En fait, de nombreux anciens propriétaires ont racheté des embarcations avec les bons qui leur avaient été remis au moment de la nationalisation. À la mi-octobre — début de la saison de pêche — la quasi-totalité des dix mille pêcheurs péruviens refusait de prendre la mer. Pescapero décidait alors de les congédier massivement et de les obliger à se réinscrire individuellement, afin de tenter de couper court au mouvement. La moitié d'entre eux, environ, semblaient s'être pliés à cette formalité. Mais ils n'ont pas repris le travail pour autant. Au contraire, le climat se tendait au début de novembre. Après de vifs incidents et un essai de sabotage du marché à Chimbote, le couvre-feu nocturne était décrété dans cette ville, qui est le principal port de pêche du nord du Pérou. Deux jours plus tard, la police faisait évacuer sans ménagement le local du syndicat des pêcheurs de Chimbote, occupé depuis une dizaine de jours par les grévistes. Les incidents se sont multipliés dans plusieurs ports.

Pour le gouvernement, le conflit est délicat à plusieurs titres. D'une part, la saison de pêche ne dure que deux mois, elle prend fin en décembre. La grève, qui surprend par sa durée, représente un grave manque à gagner au moment où le pays a un besoin impérieux de devises pour redresser sa ba-

lanche commerciale. D'autre part, le mouvement des pêcheurs risque de faire office de détonateur, alors que le climat social reste très lourd depuis les mesures d'austérité prises en juin dernier.

THIERRY MALINIAC.

Robes à fleurs pour petites filles modèles.

4 modèles pour petites filles. Cette semaine dans Elle.

I.T.S. a une bonne raison de soigner votre séjour en Tunisie cet hiver: vous voir revenir l'été prochain.

Pour être certains que vous passerez des vacances idéales, nous avons veillé à soigner le moindre détail dans les hôtels de notre brochure, situés au bord de merveilleuses plages sablonneuses, dissimulés dans des cadres de verdure, et alliant harmonieusement l'architecture locale au confort moderne.

Pour faciliter votre voyage, nous vous proposons au départ de Paris, et des principales villes de province, des vols réguliers, le jour de votre choix, pour le prix d'un séjour en groupe, avec un accueil personnalisé. I.T.S. met même à votre disposition, jour et nuit, des bureaux d'accueil avec ses hôtes, dans tous les aéroports tunisiens ainsi qu'à votre hôtel.



Si vous souhaitez en savoir plus sur le service I.T.S., consultez votre agent de voyages habituel.

En collaboration avec l'Office du Tourisme Tunisien

Demandez notre documentation gratuite à : International Travel Service 28 rue de Sablenville 92200 Neuilly/Seine. Tél. 747.22.70 ou 747.44.40

Breguet

A VILLECRESNES



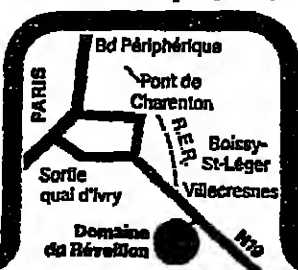
"Oranger", 220 m², 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine du Réveillon

À la sortie de la charmante bourgade de Villecresnes, voici un Domaine de 90 maisons seulement qui occupe un Vallon ensoleillé en grande partie cerné de bois. Il joint les avantages de la proximité d'une petite ville (C.E.S., piscine, tennis) à ceux de la vie en pleine nature. Une station du métro R.E.R. se trouve à

Boissy-Saint-Léger, à 3,5 km du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de grandes maisons de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., identiquement luxueuses, toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Réveillon, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 15 KM AU SUD-EST DE PARIS PAR LA N19

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 94440 VILLECRESNES (Tél. 699.71.42)

Les films du Festival de Paris.

La sélection de "Elle".

Cette semaine dans Elle.

Esther Vilar. Une femme qui écrit des horreurs sur les femmes.

"Elle" lui demande pourquoi.

Cette semaine dans Elle.

TRECA ÉPÉDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez: CAPELOU

DISTRIBUTEUR LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE 37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI - TEL. 357.46.55 Métro: Parmentier

L. I. C. A.

Pour la défense des KURDES et des Juifs IRAKIENS

GRAND MEETING DE SOLIDARITÉ

LUNDI 15 NOVEMBRE à 20 h. 30 SALLE DE LA MUTUALITÉ avec la participation de : Jean PIERRE-BLOCH Président de la L.I.C.A. André MONTEIL Ancien Ministre Marie-José PROTAIS Vice-Présidente d'Amnesty International Maître THIERRY-MIGNON Ligue des Droits de l'Homme et le reportage filmé sur le Kurdistan irakien commenté par son auteur Emmanuel DRAQUET.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. WENDELL ANDERSON OCCUPERA LE SIÈGE DE M. MONDALE AU SÉNAT

Saint-Paul (A.F.P.). — Le gouverneur du Minnesota, M. Wendell Anderson, remplacera, l'an prochain, au Sénat, le sénateur Walter Mondale, qui deviendra, le 20 janvier, vice-président des Etats-Unis.

M. Anderson, démocrate comme M. Mondale, a annoncé, mercredi 10 novembre, sa décision de démissionner de ses fonctions et de se faire nommer sénateur par son successeur, le lieutenant-gouverneur Rudy Perpich.

Les remplaçants des sénateurs quittant leurs fonctions en cours de mandat sont toujours désignés par le gouverneur de leur Etat. Coïncidence, M. Mondale était lui-même entré au Sénat sur désignation, remplaçant le sénateur Hubert Humphrey, devenu vice-président de M. Lyndon Johnson à la suite des élections de 1964.

Agé de quarante-trois ans, M. Anderson est considéré comme l'un des espoirs du parti démocrate. Il est gouverneur depuis 1971. Il fit partie de l'équipe olympique de hockey sur glace en 1964, et s'adonne encore à ce sport au sein d'une équipe d'« anciens ».

[Le mandat sénatorial, d'une durée de six ans, de M. Mondale sera remis en jeu aux élections de novembre 1978.]

LE GOUVERNEUR DE L'UTAH AJOURNE L'EXECUTION DE G. M. GILMORE

Elle aurait été la première depuis 1967

Salt-Lake-City (A.F.P., A.P.). — Le gouverneur de l'Etat de l'Utah, M. Calvin Rampton, a décidé d'ajourner l'exécution de Gary Mark Gilmore, qui devait être passé par les armes, lundi prochain, pour le meurtre d'un gérant de motel à Provo. Ce délai a pour but de permettre à la commission des grâces de se réunir pour examiner le cas du condamné à mort. Celui-ci avait refusé le dépôt de tout nouveau recours lui permettant de retarder sa fin ou même d'obtenir une commutation de sa peine. La commission ne pourra pas se prononcer avant jeudi 18 novembre. L'intervention du gouverneur traduit le malaise des autorités chargées d'ordonner l'exécution d'un condamné à mort, qui serait la première depuis neuf ans.

Plus d'une vingtaine de personnes se sont déjà portées volontaires pour faire partie du peloton d'exécution, composé de cinq hommes, et qui recevront l'équivalent de 875 F chacune pour leurs bons offices.

Selon le « Washington Post »

LE F.B.I. EST AUTORISÉ A POURSUIVRE LA SURVEILLANCE DU P.C. AMÉRICAIN

Selon un article de notre confrère américain John Goshko, du Washington Post, repris par l'International Herald Tribune du 11 novembre, le ministère fédéral de la justice aurait ordonné de continuer la « surveillance » du parti communiste américain par le F.B.I. Le ministre lui-même (attorney general) M. Edward Levi, avait imposé au « bureau » de feu Edgar Hoover une directive mettant fin à près de quarante ans d'enquête permanente sur les activités « subversives » de certains groupements de gauche, du moment qu'elles n'étaient pas de nature à « engendrer la violence ».

L'exception qui vient d'être décidée à l'encontre du parti communiste n'est pas fondée sur les velléités séditionnaires de ce parti, mais sur le fait qu'il représente sa propagande auprès des masses. D'après la direction du parti, ses rangs ne comptent pas plus de 20 000 adhérents réguliers, chiffre que le F.B.I. ramène lui-même à quelque 4 000. De toute façon, ce chiffre comprend les informateurs et agents du F.B.I. dont le nombre, paraît-il, est substantiel.

Est-ce par eux que le « bureau » a reçu la preuve que le parti communiste américain, même s'il s'abstenait de prendre part aux opérations clandestines d'une puissance étrangère sur le territoire national, n'en était pas moins en relation avec des « cercles extrêmes » étrangers résolument révolutionnaires ? M. Levi aurait fait également état des attaches que le parti conserve avec l'Union soviétique.

Rapportons que le ministre de la justice — un professeur de droit très respecté et qui est le directeur du F.B.I., M. Clarence Kelley, ont été nommés par l'administration battue aux dernières élections et qu'il est probable — et même certain pour le premier — qu'ils quitteront leurs fonctions quand M. Carter entrera à la Maison Blanche.

CHANGER DE VIE ?

Créons KIBBOUTZ nouveau agricole et hôtelier dans le Megève.

Groupe MIDBAR
18, rue Delorme 75014
Tél. : 531-75-72

PROCHE-ORIENT

Liban

Toutes les parties condamnent le nouvel attentat auquel a échappé M. Raymond Eddé

De notre correspondant

Beyrouth. — La force arabe de dissuasion n'avait toujours pas bougé vendredi matin 12 novembre des positions qu'elle occupe depuis mercredi aux portes de Beyrouth.

On apprend cependant, de sources aussi bien phalangistes que palestino-progressistes, que la force devrait prendre position samedi à l'ouest de la ligne de front qui traverse la capitale et sa banlieue. Toutes les parties ont donné leur accord à cette seconde phase de l'opération. On estime qu'elle aura lieu sans heurt, bien qu'elle concerne une zone plus sensible que celle investie mercredi.

Rappelons que la force de dissuasion est jusqu'à présent constituée quasi exclusivement d'unités sytiennes, et que celles-ci sont seules à être entrées en action. Les deux mille trois cents soldats sytiens, soudanais, libanais de l'ex-force de paix arabe rattachée à la force de dissuasion se contentent d'entourer un hôtel de Beyrouth-Ouest, où se trouve leur commandement, et de camper sur les pistes de l'aéroport.

La journée de jeudi, relativement calme (1) dans l'ensemble, a été marquée par un attentat contre le leader chrétien libéral, M. Raymond Eddé. Des rafales de mitraillette ont été tirées sur lui à 16 heures, au moment où il arrivait en voiture devant son domicile du quartier Hamra.

M. Eddé est sorti indemne de l'attentat, bien qu'il ait été effleuré par deux balles, et qu'on ait tiré sur lui presque à bout portant d'une voiture qui s'est arrêtée à quelques mètres de la sienne. Son garde du corps a été grièvement blessé. M. Eddé avait déjà été l'objet d'une agression armée le 25 mai dernier, perpétrée dans le secteur conservateur chrétien du pays. Il avait alors été blessé. C'est le septième attentat dirigé contre lui depuis le début de sa carrière politique.

Dans l'état d'anarchie qui règne à Beyrouth, il y a peu de chances que les agresseurs soient identifiés et arrêtés. M. Eddé, se

refusant à accuser qui que ce soit, a émis l'hypothèse que l'attentat auquel il a échappé pouvait constituer un avertissement à tous ceux qui, à son instar, émettent des opinions qui dérogent à ce constat. Il a proposé qu'au sein des Palestiniens que la gauche, par la voix de M. Joumblatt, ont cessé de protester contre la présence militaire syrienne au Liban, et qu'il est le seul à continuer à le faire. « Je soupçonne, nous a-t-il déclaré, ceux qui se plaignent des propos que je tiens d'être les instigateurs de l'attentat. Je suis un démocrate ; je me suis déclaré contre toute occupation de ce pays, et j'ai dit que le Liban ne saurait sous mandat syrien. Si l'on croit me faire taire en tirant sur moi, on se trompe. Je n'en défendrai pas plus énergiquement les libertés démocratiques et la souveraineté du Liban. »

L'attentat contre M. Eddé a été largement réprouvé. Le président de la République, M. Sarkis, a été le premier à exprimer son indignation. La plupart des chefs palestino-progressistes, ainsi que les leaders musulmans traditionnels, se sont rendus au domicile de M. Eddé pour lui présenter leurs vœux. Dans le camp d'en face, le chef des Phalanges, M. Pierre Gemayel, a vigoureusement dénoncé l'attentat. M. Camille Chamoun, chef du P.N.L., l'a également condamné.

Bien que l'émissaire de la Ligue arabe, M. Khail, ait déclaré que l'attentat contre M. Eddé constituait une tentative de sabotage de l'initiative de paix arabe, il ne semble pas qu'il doive influer sur le cours des événements, et perturber la mise en place de la force d'intervention arabe.

LUCIEN GEORGE.

● A Tel-Aviv, on reconnaissait, jeudi 11 novembre, dans les milieux informés israéliens, cités par l'A.P.P., que l'artillerie israélienne intervenait au Sud-Liban, à partir de positions situées en Israël, pour porter aide à des villages chrétiens attaqués par des fedayin.

A travers le monde

Colombie

LES TROIS ORGANISATIONS DE GUERRILLA POURRAIENT S'UNIR pour former une armée révolutionnaire du peuple, annonce un communiqué de l'Armée de libération (E.L.A.), (gauchiste), l'un des trois mouvements intéressés. Les deux autres sont l'Armée populaire de libération (E.P.L., pro-chinoise) et les Forces armées révolutionnaires (F.A.R.C., pro-soviétique). Ce projet est fait, notent certains observateurs, alors que l'E.L.A. et l'E.P.L. connaissent une crise interne. — (A.F.P.)

Espagne

● LA BANQUE HISPANO-AMERICAINE, troisième banque espagnole, vient de créer un précédent important en déclarant, le jeudi 11 novembre, de réintégrer dans leurs fonctions tous les employés qui auraient été licenciés pour activités politiques depuis la guerre civile. Par ailleurs, la banque a décidé de verser une pension complémentaire de 11 000 pesetas par mois à tous les anciens employés de la banque, qui ont dû la quitter pendant la guerre civile ou en raison de ce conflit. Cette pension ne peut toutefois être cumulée si les retraités bénéficient déjà d'une autre pension. — (A.F.P.)

● LE JUGE MILITAIRE chargé d'instruire l'affaire de l'assassinat de l'amiral Luis Carrero Blanco a lancé des mandats d'arrêt contre onze Basques soupçonnés d'avoir participé à cette affaire et d'appartenir à l'ETA, annonce l'agence Logos, le jeudi 11 novembre. — (A.F.P.)

Italie

● L'UNITA S'EN PREND, une nouvelle fois, ce vendredi 12 novembre, aux autorités de Prague à propos de la grave de la faim qu'observe en Tchécoslovaquie un prisonnier politique, M. Milan Hrubel. L'organisateur italien du P.C. rend hommage à ce militant communiste resté fidèle à la ligne Dubcek. Le journal écrit que « cette affaire est d'une extrême gravité ». Elargissant le débat, il écrit : « Ce qui continue à survenir en Tchécoslovaquie démontre combien on est encore loin de cette « normalisation » qui fut plusieurs fois promise depuis 1969. » — (Corresp.)

La visite de M. Barre en Egypte

LA FRANCE EST PRÊTE A OFFRIR SON AIDE TECHNIQUE AUX PAYS ARABES PRODUISANT LEUR MATÉRIEL DÉFENSIF

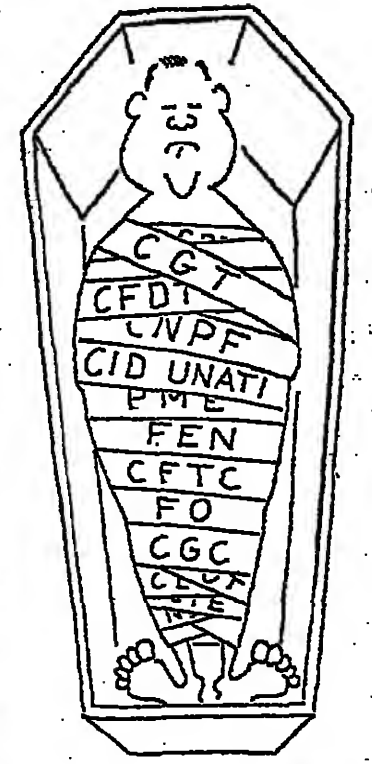
déclare le premier ministre

Le Caire (A.F.P.). — « La France est prête à offrir son aide technique aux pays arabes produisant eux-mêmes leur matériel défensif », déclare M. Raymond Barre, dans une interview au quotidien Al-Ahram, le vendredi 12 novembre, le premier ministre français, qui arrive ce vendredi soir au Caire pour une visite officielle de quatre jours, indiquant que « la coopération militaire franco-egyptienne montre le désir de la France de maintenir l'équilibre dans la région du Proche-Orient ».

Concernant la crise proche-orientale, M. Barre affirme que « Israël doit évacuer les territoires arabes occupés en 1967. La France considère comme nécessaire de reconnaître aux pays du Proche-Orient le droit de vivre en paix dans des frontières saines, reconnues et garanties. Elle a toujours reconnu au peuple palestinien le droit d'accéder à sa propre patrie ». « La France est prête à participer à un système de garanties internationales qui devrait être nécessairement établi ».

Evocant la crise libanaise, le premier ministre exprime sa satisfaction devant le rôle modéré que joue l'Egypte.

Parlant enfin de la question des prix du pétrole, dans le cadre de la conférence Nord-Sud, M. Barre indique qu'il est « normal que l'intérêt des pays exportateurs de pétrole soit pris en considération » et que « la France ne ménagera aucune effort pour que cette conférence (entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement) puisse résoudre ce problème, et qu'elle participe à l'établissement d'un système économique international tout à fait nouveau ».



(Dessin de KONE.)

● Un accord pour les travaux d'agrandissement du canal de Suez a été signé au Caire, jeudi 11 novembre, entre l'Organisation du canal et la société japonaise Pentha-Ocean. Cet accord prévoit le déblaiement de 20 kilomètres du secteur méridional de la voie d'eau, dans le cadre de la première phase des travaux d'agrandissement du canal. L'achèvement de cette première étape permettra le passage de pétroliers de 180 000 tonnes à charge et de 300 000 tonnes à vide. — (A.F.P.)

SANS OPPOSITION AMÉRICAINE

Le Conseil de sécurité condamne la politique d'Israël dans les territoires occupés

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Le Conseil de sécurité, convoqué à la demande de l'Egypte pour examiner — pour la troisième fois en un an — la situation dans les territoires arabes occupés par Israël, a terminé ses travaux jeudi 11 novembre, en publiant une déclaration de son président, M. Ilueken, le délégué du Panama, au nom de tous les membres du Conseil. Il s'agit d'une compilation des résolutions adoptées précédemment contre Israël, concernant en particulier les lieux saints (prophétie) et de façon générale, les territoires occupés (expropriations, violations de la convention de Genève, transferts de populations, etc.).

Cette condamnation d'Israël a été atténuée de façon à permettre aux Etats-Unis de ne pas s'y opposer, et même de ne pas trouver refuge dans l'abstention.

Le délégué américain s'est efforcé néanmoins d'expliquer à l'opinion américaine la raison pour laquelle il jugeait possible d'adhérer à ce document. M. Sherer a rappelé que les Etats-Unis étaient favorables à l'application de la convention de Genève et au retour des personnes déplacées. Il a dit — pour la première fois — inquiet en ce qui concerne la sécurité des lieux saints. Il a toutefois jugé « exagérées et partiales » les critiques qui avaient été adressées à Israël et a donné acte au gouvernement de l'Etat hébreu du fait qu'il avait condamné les profanations commises.

M. Sherer a déclaré, pour finir, que le Conseil n'avait abordé que les symptômes et pas le fond du problème. Ce n'est pas pour trouver de solution, selon lui, que dans le cadre d'un règlement fondé sur les résolutions 242 et 338 des Nations unies. Cette réunion du Conseil de sécurité n'a pas seulement révélé que les Etats-Unis se démarquaient encore un peu plus que précédemment par rapport à Israël, elle a permis à l'Egypte et à la Syrie de manifester leurs retournelles sous l'égide saoudienne. — L. W.

● Une charge a explosé, jeudi 11 novembre, dans un supermarché de Feth-Tikva, dans la banlieue de Tel-Aviv, faisant plusieurs blessés, a annoncé le correspondant de la radio israélienne. — (A.F.P.)



Logabax:

L'informatique par objectifs.

Ne laissez pas votre investissement s'égarer. Logabax vous propose l'informatique par objectifs (et un Petit Livre Bleu qui l'explique).

Précisons ensemble votre objectif. Ensuite nous définirons le système Logabax qui permet de l'atteindre pleinement, sans complexité inutile et sans démesure.

C'est possible... Avec Logabax. Parce que la gamme Logabax est une vraie gamme, complète, diversifiée, matérielle et logicielle. La première gamme française pour équipements autonomes ou décentralisés.

Et maintenant - quel est votre objectif ?

Pour recevoir à titre gracieux le petit livre bleu de Logabax 32 pages de faits concrets de cas observés en réel, d'informations précises sur quelques points chauds de l'informatique, retournez ce bon-informations à LOGABAX, Service Livre Bleu, 243 bis, boulevard Pereire 75017 PARIS ou appelez le Service Livre Bleu de Logabax à 907.78.73.

NOM _____

SOCIÉTÉ _____

FONCTION _____

ADRESSE _____

LOGABAX

informatique

STOCK


MOHAMMED REZA PAHLAVI

Shah d'Iran

LE LION ET LE SOLEIL

Entretiens avec Oliver Warin

TOUTES LES QUESTIONS TOUTES LES REPONSES



STOCK

سید علی خامنه‌ای

AFRIQUE

Maroc

La campagne pour les élections municipales a été marquée par une grande liberté de parole

Rabat. — Dans les 830 communes (1) du royaume, y compris celles des provinces sahariennes, 6 524 245 électeurs sont appelés ce vendredi 12 novembre à élire leurs 13 382 représentants aux conseils communaux.

Douze membres du gouvernement — quatre ministres, sept sous-secrétaires d'Etat et le haut commissaire à la promotion nationale — sont parmi les candidats indépendants. Les femmes représentent près de la moitié de l'électorat (3 111 327 sont inscrites), mais une quarantaine seulement figurent parmi les quelque 42 400 candidatures reçues après rejet ou désistement de quelques centaines.

La ventilation rigoureuse sous des étiquettes politiques reste malaisée, car une partie des indépendants relèvent, en fait, de tel ou tel parti, ou en sont très proches. Des chiffres précis font défaut, même à certains responsables politiques. Ainsi M. Abderrahim Boudah, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), nous a dit que son parti pouvait dénombrer « de 7 000 à 9 000 candidats », à l'explication cette marge par le fait que ce parti a effectivement présenté des candidats.

(1) Les communes sont réparties en communes urbaines — ou municipalités — et communes rurales.

(2) Le Conseil national réunit sous la présidence du premier ministre les responsables des partis suivants : Istiqlal, Union socialiste des forces populaires, Mouvement populaire, Mouvement populaire démocratique et constitutionnel, parti démocratique constitutionnel, parti libéral progressiste, parti du progrès et du socialisme et parti de l'action. Le responsable de l'Union nationale des forces populaires, M. Abdallah Ibrahim, s'est retiré du Conseil national.

De notre correspondant

mais que d'autres, dans des communes où il n'est pas organisé, se sont manifestés en indiquant qu'ils entendaient se réclamer de l'U.S.F.P. Tous les partis ont cherché à être présents partout où ils le pouvaient, le plus grand effort ayant été accompli par l'Istiqlal, qui a des candidats dans la quasi-totalité des circonscriptions. Quant aux indépendants, M. Ahmed Alaoui, ancien ministre, a estimé dans *Maroc-Soy* qu'ils constituent un « courant », et « l'événement le plus important et le plus original de cette campagne ».

Cette dernière a été marquée par une grande liberté de parole, même quand les orateurs, dans les meetings ou les réunions publiques, mettaient en cause les responsables. Ni la monarchie, ni le roi Hassan II n'ont été contestés. C'est d'ailleurs le souverain qui est à l'origine de la création du Conseil national (2) qui a permis aux responsables des partis politiques de contrôler le déroulement de la campagne électorale et la préparation du scrutin. Des résultats positifs ont été obtenus, insuffisants cependant aux yeux des leaders de l'opposition. Ceux-ci estiment que le comportement de certaines autorités subalternes a souvent desservi leurs candidats. L'administration supérieure réprime cette critique, car, dit-elle, elle n'a pas cessé d'intervenir pour rappeler à ses agents l'obligation de neutralité, et a révoqué dix-sept chefs de fraction (chefs de tribu) ou moudrines (chefs de quartier) qui ne l'avaient pas respectée.

Selon les chiffres officiels, plus de la moitié des électeurs a moins

de 45 ans (2 724 928 sont âgés de 21 à 34 ans et 1 516 393 de 35 à 44 ans). Chez les candidats — éligibles à partir de 25 ans — une proportion sensiblement analogue apparaît avec 19,76 % des candidats âgés de 25 à 34 ans, et 30,90 % âgés de 35 à 44 ans. Le reste se situe pour 29,60 % dans la tranche d'âge de 45 à 54 ans, et pour 19,74 % dans la tranche d'âge supérieure à 55 ans.

La diminution très sensible du nombre des illettrés parmi les candidats est particulièrement notable. Les élections précédentes aux conseils communaux en avaient fait apparaître 30 %, il n'y en a actuellement que 46 %. Quant au reste des candidats, 35 % ont suivi des études primaires et 30 % des études secondaires ou supérieures. Cette évolution est de nature à faciliter l'application de la nouvelle charte communale qui entrera en vigueur après les élections. Plus libérale que la précédente, elle donne entre autres dispositions, aux présidents des conseils communaux des compétences dont l'exercice requiert un certain niveau intellectuel, et qui vont jusqu'à transférer à leur profit des pouvoirs reconnus aux pachas et aux caïds en matière de police administrative communale.

Le fait dominant reste que les élections se déroulent aussi dans les trois provinces sahariennes. Cent soixante-deux sièges sont à pourvoir dans les seize municipalités ou communes : 15 773 électeurs, dont environ la moitié de femmes, sont inscrits sur les listes électorales. Leur vote est d'ores et déjà tenu tel pour une autodétermination consacrant l'intégration au royaume de cette partie du Sahara occidental.

LOUIS GRAVIER.

Angola

Un an après l'indépendance

LE PRÉSIDENT NETO DÉNONCE L'« AGRESSION DE L'IMPERIALISME »

Le gouvernement angolais a célébré jeudi 11 novembre le premier anniversaire de l'indépendance du pays. Plusieurs milliers de militants du M.F.L.A., le parti au pouvoir, ont participé à Luanda à un rassemblement populaire.

Au cours de ce meeting, le président Agostinho Neto a dénoncé l'« agression » dont est victime l'Angola à partir des « bases de l'imperialisme » en Namibie. « Nos ennemis ne désistent pas, a-t-il dit, et nous devons liquider définitivement les dernières poches de résistance des fantoches », M. Neto a également insisté sur le fait que son pays pourrait venir en aide aux organisations nationales d'Afrique australe.

En écho à cet avertissement, le ministre sud-africain de la défense, M. P. W. Botha, a déclaré jeudi que Pretoria « répliquera durement et avec le maximum de sa puissance de frappe » au cas où les troupes angolaises interviendraient en Namibie.

D'autre part, selon le « Financial Times », M. Jorge Sangumba, ministre des affaires étrangères de l'UNITA, mouvement qui combat les troupes du M.F.L.A. et les forces cubaines dans le sud du pays, se trouverait actuellement en Afrique du Sud. M. Sangumba tenterait d'obtenir une aide matérielle de Pretoria. — (A.F.P., Reuters)

République Centrafricaine

LE PRÉSIDENT BOKAASSA fera une visite officielle en Chine à partir du lundi 15 novembre. — (Reuter.)

comprendre la Grande-Bretagne d'aujourd'hui



L'ENCYCLOPÉDIE DE LA CIVILISATION BRITANNIQUE est l'ouvrage clé pour recenser les données, pénétrer les rouages de la vie économique, sociale et politique, saisir les mentalités, les attitudes et les comportements, c'est-à-dire pour connaître et comprendre la Grande-Bretagne d'aujourd'hui.

Un ouvrage indispensable aux étudiants et aux enseignants — du secondaire au supérieur — mais aussi aux journalistes, hommes d'affaires, politiques et à tous ceux qui s'intéressent à l'actualité.

Par : PAUL BRENNAN • BERNARD CASSIN • JEAN CHARLOT • MONICA CHARLOT • ISABELLE CROIZARD • BERNARD LEBEVRE D'HELLICA COURT • ANNE DE LA PRESLE • ARMAND MINY • VERONIQUE LELACHIER • JEAN MANTHI • ROBERT PALACIN • EMILEPICY • ROLAND MARX • JACQUES MARZELLIER • MICHEL MOPIN • ANDRÉE SIEPHARD, sous la direction de MONICA CHARLOT, professeur à l'université de Paris-III.

ENCYCLOPÉDIE DE LA CIVILISATION BRITANNIQUE
LAROUSSE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

Breguet



"Séquoia", 278 m², 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de L'Ormoie

Tout près du charmant village de la Quenec-en-Brie, au grand calme, voici un Domaine situé sur un terrain vallonné, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs.

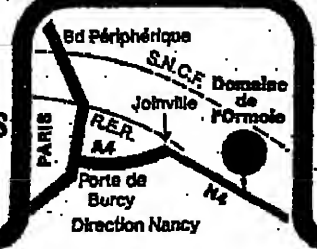
Une sortie de l'Autoroute A4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. A la gare de Pontault-Combault, située à 3,5 km du Domaine il y a 40 trains

par jour pour Paris.

Nous y construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes dans de vastes jardins de 600 à 1800 m².

Au Domaine de L'Ormoie, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 15 KM A L'EST DE PARIS PAR L'A4 ET LA N4

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 94300 LA QUEUE-EN-BRIE (Tél. 933.71.30)

Breguet



"Frêne", 184 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Montmélian

Tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au nord de Paris, présente le plus d'atouts majeurs : terrain doucement vallonné, cerné de bois et exposé plein sud, jardins de 700 à 1800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles, commerces.

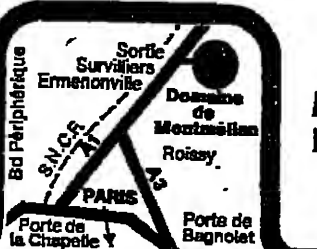
Il se trouve à 2 km d'une sortie de l'Autoroute A1. A la gare de Survilliers, située à

2 km du Domaine, il y a 40 trains par jour pour Paris.

Nous y construisons 5 modèles de grandes maisons, de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes identiquement luxueuses.

Au Domaine de Montmélian, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 25 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE DU NORD

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 95470 SAINT-WITZ (Tél. 47.56.55)

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU WEEK-END

M. Chirac et cinq anciens secrétaires d'Etat tentent de reconquérir leurs sièges

Les résultats du premier tour de 1973 dans les six circonscriptions concernées

Un ancien premier ministre et cinq anciens secrétaires d'Etat tentent de reconquérir, dimanche 14 novembre, les sièges de députés qu'ils occupaient avant d'être appelés à exercer des fonctions ministérielles. Il s'agit de MM. Gabriel Péri, radical, ancien secrétaire d'Etat à la fonction publique (Allier, 4^e circonscription); Jacques Chirac, U.D.R., ancien premier ministre (Corrèze, 3^e); Aymar Achille-Fould, Gauche réformatrice, ancien secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (Gironde, 5^e); Jean Tiberi, U.D.R., ancien secrétaire d'Etat aux industries alimentaires (Paris, 3^e); Gérard Ducray, républicain indépendant, ancien secrétaire d'Etat au tourisme (Rhône, 10^e); et Bernard Destremau, républicain indépendant, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (Yvelines, 5^e).

	Inscrits	Votants	Suff. exp.	Abst.	Ext. g. et P.S.U.	P.C.	P.S.	Rad. de g.	R.M.	Centre	S.N.C.	R.I.	Divers
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
ALLIER (4 ^e circ.)	68 363	54 628	53 427	20,09	—	12 163	22,77	6 175	11,35	—	23 912	44,75	—
CORREZE (3 ^e circ.)	44 853	38 686	38 020	13,39	798	2,09	10 530	27,33	6 577	17,30	—	18 667	51,73
GIRONDI (5 ^e circ.)	64 018	51 635	50 473	19,25	—	8 496	16,33	—	12 027	23,33	5 475	10,84	17 562
PARIS (3 ^e circ.)	41 451	34 730	34 317	21,58	2 910	8,48	14 711	35,38	—	—	3 957	11,53	—
RHÔNE (10 ^e circ.)	50 510	39 389	38 539	22,01	1 854	4,51	9 625	13,03	7 738	20,13	—	16 868	43,78
YVELINES (5 ^e circ.)	55 450	45 418	44 839	18,09	2 928	6,53	9 967	22,24	5 090	11,35	—	13 912	31,02

Nous rappelons dans le tableau ci-dessous les qu'avait été les résultats, dans les circonscriptions concernées, le 4 mars 1973, date du premier tour des dernières élections générales. Le pourcentage qui figure à côté de chaque

nombre est celui des voix recueillies par rapport aux suffrages exprimés.

Abstentions : 63 247 (19,29 %) Suffr. expr. : 259 617

● OPPOSITION : 152 940 voix, soit 58,90 % des suffrages exprimés : extrême gauche, 8 490

(19,27 %) : P.C., 51 281 (19,75 %) : P.S., 30 869 (11,89 %) : radicaux de gauche, 12 027 (4,63 %) : réformateurs et centristes d'opposition, 50 273 (19,36 %).

● MAJORITÉ : 99 796 voix, soit 38,43 % des suffrages exprimés : U.D.R., 44 531 (17,15 %) : républicains indépendants, 37 892 (14,51 %) : C.D.P. (M. Achille-Fould), 17 582 (6,76 %).

● DIVERS : 6 891 voix, soit 2,65 % des suffrages exprimés.

PARIS : une riche palette

Il faut remonter aux premières élections législatives de la V^e République pour trouver dans une circonscription législative plus de candidats que les quinze qui, dimanche 14 novembre, brigueront le siège de député de la 3^e cir-

conscription de Paris, devenu vacant du fait de la démission de la suppléante de M. Jean Tiberi, secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires du 12 janvier au 25 août 1976. Seize candidats s'étaient en effet affrontés en novembre

1958 dans la deuxième circonscription de la capitale.

La préfecture de Paris précise que le scrutin du 14 novembre sera clos à 20 heures.

depuis, signé un appel en faveur de M. Elieinstein.

Si dans les débats internes du P.S., M. Guidoni a eu l'occasion de se situer à l'aile gauche, il mène sa campagne avec le savoir-faire et la prudence d'un représentant « habituel » du parti socialiste, prenant soin, par exemple, dans cet arrondissement où l'électorat localiste n'est pas négligeable, de rappeler l'attachement traditionnel à l'Etat d'Israël au mouvement socialiste français. Il est vrai que M. Tiberi n'hésite pas, dans ses discussions avec les électeurs, à noter que le CERES défend la cause du peuple palestinien.

Alors que M. Elieinstein semble parfois souffrir de son statut particulier au sein du P.C.F., M. Guidoni bénéficie non seulement du soutien de la fédération socialiste de Paris animée par le CERES mais, en outre, de l'aide des dirigeants nationaux de sa formation membres des autres courants de pensée, et notamment de M. François Mitterrand.

Sur la gauche des candidats du programme commun, des calculs électoraux s'ajoutent à un certain sectarisme ont empêché les regroupements et nuisent à l'ensemble des représentants de l'extrême gauche révolutionnaire. Lutte ouvrière refuse d'admettre le P.S.U. dans l'extrême gauche. La Ligue communiste révolutionnaire, qui a négocié avec M. Leduc le retrait de son candidat, a obtenu une déclaration du représentant du P.S.U. critiquant le programme commun, mais n'est pas, selon elle, en possession de garanties suffisantes pour pouvoir renoncer à la candidature de M. Weber.

Le problème réel était de savoir ce que ferait le P.S.U. lors des élections municipales. A l'évidence, M. Leduc espère, comme M. Brimo au sein de la majorité, maintenir un électoral P.S.U. (6,5 % en 1973) afin de pouvoir négocier plus aisément avec le P.S. et le P.C.F., lorsqu'il faudra composer les listes pour le Conseil de Paris.

Au-delà des clarifications politiques traditionnelles se situent encore deux candidats. M. André Dupont, surtout connu sous le nom de Mouna Agul, est un animateur du quartier Latin et des nuits du Festival d'Avignon, est un habitué des consultations électorales dans la troisième circonscription où il bénéficie, d'ailleurs, d'un courant de sympathie qui lui a, par exemple, valu 1,1 % des suffrages exprimés en 1973. M. Dupont, candidat des Amis de la vie, a choisi pour slogan « Mouna, c'est le pied ! » sans qu'on sache exactement s'il s'agit d'un aveu ou d'une invitation.

A cette candidature folklorique ne peut être assimilée celle de M. Brice Lalonde, jeune journaliste, vice-président de l'association les Amis de la terre, qui défend dans le scrutin les thèses écologistes. M. Lalonde a pour suppléant l'agronome René Dumont qui, en 1974, s'était présenté à la présidence de la République et avait obtenu, dans cette circonscription, 1 219 voix (3,5 %). Bien que par les thèmes qu'il développe, notamment en matière d'autogestion, M. Brice Lalonde s'apparente plutôt aux courants socialistes, son plaidoyer actif en faveur d'une ville débarrassée de l'automobile, d'un déplacement du gouvernement et des administrations centrales hors de Paris, est peut-être susceptible de séduire des électeurs de toutes tendances. Il représente, en tout cas, une des inconnues du scrutin. Son initiative est diversement appréciée dans son univers militant et une publication comme le *Quotidien* reste sceptique sur le bien-fondé de son engagement électoral.

THIERRY PFISTER.

Un communiste d'exception

Une chose est sûre en tout cas : électoralement parlant, le cinquième arrondissement n'est pas assimilable à la population étudiante qui le hante et dont les membres — quand ils sont inscrits sur les listes électorales — votent en règle générale dans leur commune d'origine. On peut dès lors s'étonner que quinze candidats, dont trois se réclament des divers courants trotskistes, aient cru utile de se présenter à l'élection législative partielle comme s'ils avaient confondu la salle de la Mutualité et le quartier qui l'entoure. Il est vrai qu'une telle prolifération est habituelle dans cette circonscription, où treize candidats s'étaient affrontés en 1973 et en 1968.

M. Jean Tiberi, qui connaît à fond ce secteur — où il est né — cherche pour sa part à exploiter au mieux cette situation en « collant » le plus possible aux problèmes locaux d'équipement, de voirie, d'animation, et en assurant l'ensemble de ses adversaires de gauche à l'univers « révolutionnaire ».

Aux trois trotskistes, Mlle Sabine de Spir (Lutte ouvrière), MM. Pierre Fougeyrolas (Organisation communiste internationaliste) et Henri Weber (Ligue communiste révolutionnaire), s'ajoutent, en effet, M. Victor Leduc, membre du secrétariat national du P.S.U., et MM. Jean Elieinstein, membre du P.C.F., et Pierre Guidoni, conseiller socialiste de Paris, animateur de la minorité du P.S. (le CERES), qui se présentent pour la première fois à une élection législative (M. Elieinstein avait été candidat suppléant en 1969).

Cette récusation globale des « révolutionnaires » est en particulier du plus dangereux d'entre eux, le candidat socialiste, est pratiquement le seul thème politique abordé par l'ancien secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires. Il mène sa campagne selon les règles chères à M. Frédéric Dupont, député républicain indépendant de la cinquième circonscription de Paris, régnant les problèmes personnels, multipliant les interventions, plus conseiller municipal que législateur national.

Si M. Tiberi n'a demandé à aucun membre du gouvernement de venir l'épauler, c'est parce que ses relations avec les diverses composantes de la majorité ne sont pas dépourvues d'une certaine ambiguïté. Fidèle de M. Jacques Chirac, il a toujours eu des rapports difficiles avec les républicains indépendants et les centristes, notamment lorsqu'en 1971 il présida le groupe Paris-Majorité au Conseil de Paris. Lors de la dernière

élection présidentielle, il a mené dans la troisième circonscription de la capitale une campagne active en faveur de M. Chaban-Delmas, adoptant, lors du second tour, une attitude beaucoup plus réservée.

A l'époque, le comité de soutien à M. Giscard d'Estaing était localiste animé par M. Albert Brimo qui, au nom du Centre démocrate, avait obtenu, lors des élections législatives de 1973, 11,53 % des suffrages exprimés. Soutenu par un certain nombre de militants républicains indépendants et centristes, qui ne se résignent pas à appuyer un porte-parole de l'U.D.R. et ont constitué un Centre de recherche et d'action de la majorité présidentielle, il se présente à nouveau bien que désavoué par les instances nationales du C.N.I., des R.I. et du C.D.S. Son espoir est de figer l'essentiel des voix qui s'étaient portées sur son nom en 1973, d'une part pour mettre en ballottage M. Tiberi, d'autre part, pour disposer d'un élément de négociation lors de la mise au point des listes de la majorité pour les élections municipales.

La perspective d'affronter un second tour n'entraîne pas particulièrement M. Tiberi. Elu comme suppléant en 1967 et en 1968, devenu député la même année après l'entrée de René Capitant au gouvernement, réélu en 1973, il a toujours eu à subir un ballottage. Et cette année la dispersion des voix va être particulièrement importante puisque, outre MM. Tiberi et Brimo, l'électorat de droite et de la majorité est sollicité par cinq candidats. M. François Van Alder, membre du groupe d'extrême droite Action jeunesse, reproche à M. Le Pen d'avoir soutenu M. Giscard d'Estaing lors du second tour de l'élection présidentielle. Le Front national de M. Le Pen est, quant à lui, représenté dans le scrutin par M. Alain Renault. M. Robert Azoulay, membre du parti libéral de France, qui avait recueilli 50 voix dans la circonscription en 1968, tente une nouvelle expérience. M. Jean Marnel, indépendant, se présentant comme démocrate social, est lui aussi sur les rangs, de même que M. Christian Azais, membre de l'Union des jeunes pour le progrès (Jeunes gaullistes) qui se situe déjà aux frontières de la gauche puisqu'il bénéficie du soutien de M. Michel Jobert, fondateur du Mouvement des démocrates, et de MM. Léo Hamon et Jean Charbonnel, anciens ministres gaullistes partisans d'un accord avec l'union de la gauche.

Décidé à conserver le capital de voix de la majorité, M. Jean Tiberi manœuvre avec prudence. Par exemple, il cite sur son affiche officielle les diverses formations qui soutiennent sa candidature sans préciser à laquelle il appartient personnellement.

Si l'ancien secrétaire d'Etat bénéficie, en théorie, d'une avance considérable sur la gauche (il devançait son concurrent socialiste de 4 614 voix en 1973), il se méfie néanmoins de la poussée du P.S. et des communistes, d'autant que les deux principaux partis de gauche font un effort particulier. Ce n'est pas seulement pour tenter de conquérir le siège de M. Tiberi, c'est aussi parce que les dirigeants de la fédération de Paris du P.C.F. savent bien que les socialistes s'appuieront sur les résultats pour démontrer l'accroissement de leur audience et réclamer en conséquence qu'une place plus importante leur soit faite sur les listes pour les élections municipales. Aucun scrutin n'a, en effet, eu lieu dans la capitale depuis 1973, et les responsables du P.S. craignent de ne pouvoir comptabiliser à Paris la poussée qu'ils ont effectuée au plan national à l'occasion des dernières élections cantonales. C'est pourquoi le P.C.F. a fait appel à un candidat-

vedette et présente M. Jean Elieinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, mais surtout porte-parole au sein de sa formation des partisans d'une déstalinisation complète du parti.

Le score qu'il réalisera dimanche est, dès lors, important dans le rapport des forces entre partisans de l'union de la gauche, mais aussi dans le débat qui se déroule à l'intérieur même du P.C.F. Si M. Elieinstein peut dire qu'il progresse plus que les autres candidats de son parti, les thèses qu'il développe au sein de sa formation s'en trouvent en quelque sorte, accréditées. Dans le cas contraire, son combat deviendrait très difficile.

On constate que s'il est prudent et n'avance rien qu'il puisse lui valoir les foudres du bureau politique de son parti, il n'est pas pour autant « couvert » systématiquement. Ainsi, ni M. Marchais, ni M. Leroy, ni même M. Paul Laurent, pourtant responsables des fédérations communistes de la région parisienne, n'ont jugé utile de venir le soutenir localement. L'Humanité elle-même est loin de lui accorder un traitement de faveur, alors que pourtant l'importance du scrutin communiste dans la capitale est sans commune mesure avec celle qu'il peut avoir à Ussel ou à Lesparre-Médoc.

Un socialiste raisonnable

Si les principaux dirigeants du P.C.F. ne pas souhaiter se trouver sur la même estrade que M. Elieinstein, c'est parce qu'il n'ont pas désiré cautionner un discours plus toléré qu'accepté. Qu'est-ce, en effet, que ce communiste qui n'introduit pas ses réunions publiques par un discours mais en appelle directement aux questions ? Qui dialogue longuement à la Mutualité avec des contradicteurs trotskistes, dont M. Henri Weber, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire ? Qui s'élève contre la politique de l'Union soviétique à l'égard de ses ressortissants juifs ? Qui réclame toute répression sexuelle, et notamment contre l'homosexualité, et s'élève que le cinéaste soviétique Serge Paradjanov soit pour cela incarcéré en U.R.S.S. ? Qui, comme M. Enrico Berlinguer en Italie, estime que le maintien de la France dans l'O.T.A.N. par un gouvernement d'union de la gauche aura au moins l'avantage de lui éviter de connaître le sort de la chécoslovaquie ? Qui prend position en faveur d'une défense nucléaire, contraignant un représentant de la direction de son parti à rappeler que telle n'est pas la position du P.C.F. ? (Le Monde du 10 novembre).

Le phénomène est suffisamment exceptionnel pour que M. Elieinstein puisse espérer au moins retenir l'attention des électeurs. Ceux-ci, pourtant, ne se pressent pas à ses réunions, ce qui pourrait prouver que tous les militants communistes de la circonscription ne se reconnaissent pas en lui.

Le parti socialiste a, lui aussi, fait appel à l'un de ses responsables nationaux, M. Pierre Guidoni, membre du bureau exécutif du P.S., appartenant toutefois à la minorité du parti et à du faire campagne au sein des sections de l'arrondissement pour être préféré au candidat, plus modéré, qui avait représenté le P.S. en 1973, M. Leforturier. Certains responsables du P.S. avaient même un moment songé à présenter dans la circonscription la comédienne Annie Girardot, dans le double espoir de réaliser une opération spectaculaire et d'écartier ainsi de l'investiture un animateur du CERES. L'idée n'a pas été retenue par le secrétariat du P.S. et elle parait, avec le recul, d'autant plus curieuse que Mme Girardot a,

HAUTE-LOIRE : les ultimes appels

Le second tour de l'élection législative partielle de la Haute-Loire (2^e circonscription) se disputera dimanche 14 novembre entre M. Proriot, sénateur républicain indépendant, et M. Eyraud, maire socialiste de Brioude.

M. Proriot avait recueilli, le 7 novembre, 23 627 voix, soit 47,50 % des suffrages exprimés. L'extrême droite, dont le candidat avait recueilli 733 voix (1,87 %), invite les électeurs à tout mettre en œuvre pour l'empêcher d'entrer au siège.

M. Eyraud, qui avait obtenu 20 031 suffrages (42,40 %) bénéficie du désistement des candidats du P.C. (3 976 voix, 6,51 %) et de Lutte ouvrière (710 voix, 1,50 %).

Au second tour de mars 1973, Jean-Claude Simon (R.I.) l'avait emporté sur M. René Chazelle, sénateur socialiste, par 28 039 voix (50,55 %) contre 27 447 (49,44 %).

De notre correspondant

Le Puy. — Les deux candidats n'ont observé aucune trêve à l'occasion du 11 novembre. M. Lecannet, ministre d'Etat, président du Centre des démocrates sociaux, venu à Craponne-sur-Arzon pour soutenir M. Proriot, a expliqué que « François Mitterrand ne veut pas aller à Maignon, mais chasser le président de la République de l'Élysée ». Puis il a « sommé » le premier secrétaire du P.S. de s'expliquer, car, a-t-il estimé, « le chef de l'Etat ne pourra, quoi qu'on en dise, gouverner avec la coalition socialo-communiste. C'est l'éternel problème constitutionnel ».

Au Puy, M. Mitterrand, venu appuyer M. Eyraud, a expliqué que le scrutin de dimanche est important, car le gouvernement en attente le résultat « pour en tirer parti ». M. Mitterrand a d'autre part dénoncé la prise en main de journaux par des « margouillins », ajoutant : « Quand on voit le monde des affaires, l'argent, de la presse, passer aux mains de ceux qui eurent sous l'occupation une attitude fort opposée aux idées du général de Gaulle, on a l'impression d'avoir à faire à un gaullisme quelque peu trafiqué ».

Le Front progressiste (gaullistes d'opposition) appelle les électeurs « à voter à l'État du fondateur de la V^e République » à voter pour « le candidat de l'opposition ».

● M. Georges Fillaud, député socialiste de la Drôme, a déclaré, jeudi 11 novembre, à Tulle : « Des informations sérieuses établissent l'intervention inadmissible de hauts fonctionnaires dans la campagne électorale. — Des candidats appartenant au corps électoral — dans la campagne électorale en faveur de M. Jacques Chirac. Je dénonce également l'utilisation à des fins de propagande de renseignements administratifs irrégulièrement fournis par des chefs de services départementaux d'administration de l'Etat. Ces procédés rappellent la manipulation de l'opinion par Napoléon III. »

Le bureau de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, réuni à Londres, a adopté une recommandation demandant aux partis socialistes européens d'adopter le « poing à la rose » des socialistes français comme emblème. La rose au poing a déjà été utilisée dans le passé par les socialistes néerlandais, belges, luxembourgeois, et, enfin, actuellement, par le parti radical italien.

Le bureau a adopté, d'autre part, deux textes. Le premier condamne les « groupuscules » qui, dans la Communauté, du qualifient de « social-démocrates », et demande aux partis membres de cette appellation — de « repousser avec fermeté tout rapprochement avec ces groupes ».

Le second note qu'après le congrès de la fédération des partis libéraux et démocratiques de la C.E.E., réuni à La Haye, « les libéraux n'ont pas réussi, comme ils en avaient l'intention, à adopter un programme commun en vue des élections du Parlement au suffrage universel ». « Cela constitue pour les libéraux un échec sur la piste d'une Europe unie », estime le bureau des partis socialistes.

[N.D.L.R. — Créé par la fédération de Paris du parti socialiste en 1970, l'emblème du poing à la rose a été adopté par le nouveau parti socialiste, né à Epinay-sur-Seine en juin 1971. Il symbolise l'union, la force, la volonté des travailleurs se saisissant du bonheur représenté par la fragile rose, « toute d'harmonie et de délicatesse, expression vivante de l'aspiration à un monde meilleur. »]

LE « POING A LA ROSE » POURRAIT DEVENIR L'EMBLÈME DES PARTIS SOCIALISTES DE LA C.E.E.

Le bureau de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, réuni à Londres, a adopté une recommandation demandant aux partis socialistes européens d'adopter le « poing à la rose » des socialistes français comme emblème. La rose au poing a déjà été utilisée dans le passé par les socialistes néerlandais, belges, luxembourgeois, et, enfin, actuellement, par le parti radical italien.

Le bureau a adopté, d'autre part, deux textes. Le premier condamne les « groupuscules » qui, dans la Communauté, du qualifient de « social-démocrates », et demande aux partis membres de cette appellation — de « repousser avec fermeté tout rapprochement avec ces groupes ».

Le second note qu'après le congrès de la fédération des partis libéraux et démocratiques de la C.E.E., réuni à La Haye, « les libéraux n'ont pas réussi, comme ils en avaient l'intention, à adopter un programme commun en vue des élections du Parlement au suffrage universel ». « Cela constitue pour les libéraux un échec sur la piste d'une Europe unie », estime le bureau des partis socialistes.

[N.D.L.R. — Créé par la fédération de Paris du parti socialiste en 1970, l'emblème du poing à la rose a été adopté par le nouveau parti socialiste, né à Epinay-sur-Seine en juin 1971. Il symbolise l'union, la force, la volonté des travailleurs se saisissant du bonheur représenté par la fragile rose, « toute d'harmonie et de délicatesse, expression vivante de l'aspiration à un monde meilleur. »]

Dédié à Monsieur le Président de la République...

un nouveau mensuel satirique.

En vente partout.

la gazette

libérale... et avancée

32 p. 5 F

THIERRY PFISTER.

سكاي ان الاصل

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

A L'EXTRÊME DROITE

AJACCIO : deux listes de la majorité s'affrontent

BREST : situation confuse à droite et à gauche

Le deuxième congrès du Parti des forces nouvelles va s'interroger sur l'appel lancé par M. Chirac

De notre correspondant

De notre correspondant

Ajaccio. — L'affrontement de trois listes, dont deux se réclamant de la majorité présidentielle, va faire de l'élection municipale d'Ajaccio, en mars prochain, l'élection phare de la Corse. Rien ne va plus, en effet, entre le parti bonapartiste et M. José Rossi, conseiller général républicain indépendant, élu en 1973 dans le troisième canton de la ville, avec le soutien de celui-ci. M. Rossi, qui est conseiller technique au cabinet de M. Christian Beaulac, ministre du travail, a décidé de présenter sa liste, et le comité directeur des républicains indépendants de Corse du Sud a précisé : « Nous avons pris la décision de participer à la compétition au sein d'un vaste rassemblement regroupant tous ceux qui veulent pour Ajaccio une gestion municipale plus adaptée aux exigences de l'avenir. Les propositions d'union la plus large possible formulées par les républicains indépendants se sont heurtées notamment à une exclusion non ambiguë jetée contre M. José Rossi, leader des giscardiens ajacciens, conseiller général de la ville et donc fondamentalement concerné par sa gestion. »

Les contacts pris en septembre et en octobre entre les délégations de bonapartistes et des républicains indépendants n'ont pas abouti. Déjà, en novembre 1975, lors de l'élection complémentaire consécutive au décès du maire bonapartiste Pascal Rostini, M. Rossi était vu refuser un siège sur la liste bonapartiste et avait alors présenté sa propre liste, obtenant au second tour 4 691 voix contre 3 898 aux bonapartistes (qui obtiennent les quatre sièges à pourvoir) et 2 870 voix à la liste d'union de la gauche, conduite par M. Albert Ferracci (P.C.). En mars 1976, les bonapartistes avaient perdu le siège du cinquième canton d'Ajaccio au profit d'un socialiste, M. Luciani. Ils avaient alors rejeté la responsabilité de l'insuccès de leur candidat, M. Ange Simonet, conseiller général sortant, sur M. José Rossi, qui, au premier tour, avait soutenu la candidature

de M. Antoine Lugres, modéré favorable à la majorité. Pourquoi cet ostracisme du mouvement politique dominant d'Ajaccio à l'égard de M. Rossi ? Il faut sans doute en chercher la raison essentielle dans le fait que les bonapartistes allés à l'O.R. ont donné en octobre 1975 à M. Jean Bozzi, ancien député d'Ajaccio-Calvi bien décidé à reconquérir le siège perdu en 1973 au profit de M. Nicolas Alfonsi, radical de gauche, l'assurance qu'il le soutiendrait en 1978. Ils ont également décidé d'admettre, en tant que tels, un certain nombre de candidats U.D.R. sur leur liste municipale.

Parallèlement ils avaient annoncé qu'ils feraient également appel aux républicains indépendants et aux centristes. Ils ont d'ailleurs, dans un communiqué récent, confirmé cette proposition, mais ils ont aussi précisé : « Tout le corps électoral ajaccien sait que dans les rangs de la majorité présidentielle MM. Bozzi et Rossi briguent l'écharpe de député de la circonscription. Le parti bonapartiste n'a cessé de répéter que le but essentiel de sa mission est la gestion et la défense des intérêts de la ville. On comprendra donc que la présence au sein du conseil municipal de ces deux ou de l'un de ces deux candidats aux élections municipales de mars 1978 transformerait le conseil en une arène politique au détriment de l'administration de la ville et au péril de l'unité de la majorité présidentielle, le conseil serait totalement fractionné. »

M. Jean Bozzi ne figure pas sur la liste des candidats U.D.R. aux élections municipales. Ainsi était par avance tranché le cas de M. José Rossi qui a répliqué : « Je suis engagé dans l'action, non pour préparer une élection législative, mais pour apporter à Ajaccio une image digne de la Corse, en mettant fin à une politique de clochonnage. »

A gauche on se contente, pour l'instant, d'observer les développements de la situation. Les trois partis du programme commun présenteront leur liste, mais ils ne sont pas pressés de la préparer. Ils préfèrent laisser leurs adversaires tirer les premiers et ceux-ci ne s'en privent pas. La personnalité qui aura la charge de conduire la liste de gauche vient cependant d'être désignée : il s'agit d'un médecin très connu en ville, M. Yacinthe Panzani, cinquante-six ans, qui avait déjà figuré sur une liste du P.C. comme « progressiste », mais non comme membre du parti communiste.

PAUL SILVANI.

Brest. — Le parti socialiste et le parti communiste ne sont pas encore parvenus à se mettre d'accord pour la répartition des sièges à l'occasion des élections municipales de mars 1977. Cependant, les discussions ne sont pas rompues. Le P.C.F., qui a révélé les difficultés apparues lors des négociations, pense toutefois qu'un terrain d'entente sera trouvé. Le P.S. n'a pas encore répondu à la déclaration du P.C. La section de Brest du P.C.F. souhaite « une application loyale des accords conclus à l'échelon national entre les partis signataires du programme commun ». Dans cet esprit, elle considère que le partage des sièges doit se faire sur la base des résultats des élections cantonales de septembre 1975 et mars 1976. Dans ces conditions, le P.C.F. réclame dix-huit sièges. Or il affirme que le parti socialiste n'accepte pas ce chiffre, qu'il considère comme trop élevé.

Il reste aussi à savoir combien de sièges le P.C.F. et le P.S. comptent véritablement attribuer à deux autres partis de gauche : l'U.D. (Union démocratique Bretonne) et le P.S.U. Ils seraient enclins, assure-t-on, à prévoir deux sièges pour chacune de ces organisations. Le P.S. aurait cependant déclaré qu'il tenait à avoir vingt-neuf représentants au conseil municipal. Bien entendu, ces exigences réduisent considérablement la participation des communistes.

Par ailleurs, M. Eugène Berest, maire de Brest (P.L.), n'est toujours pas sorti de sa réserve à la suite de la déclaration de M. Georges Lombard, sénateur du Finistère (Union centriste), président de la communauté urbaine de Brest, annonçant qu'il entrainerait la liste du conseil municipal sortant (le Monde du 24 septembre). Or M. Berest avait été désigné, au cours de l'été, par M. Jacques Chirac comme chef de file unique de la majorité à Brest.

En attendant que le maire fasse connaître ses intentions, M. Lombard vient de se signaler, à nouveau, à l'attention des Brestois. Il a annoncé, par tracts distribués dans toutes les boîtes aux lettres, sa décision de relancer dans la région bretonne le groupe des indépendants (G.I.R.B.) qu'il avait lui-même créé en 1969. Il avait été, auparavant, délégué du R.F.P. pour le Finistère. Il était au G.I.R.B. d'abord associé, à l'époque au poste de commandement de la ville. Constatant qu'à Brest, comme ailleurs, « les partis politiques se déchirent et se divisent », M. Lombard veut « rassembler au seul service de Brest, qu'ils soient de gauche, du centre ou de droite, les Brestois et les Bretons qui font passer avant tout l'intérêt de leur cité ».

JEAN DE ROSIERE.

LE HAVRE : M. Rufenacht (U.D.R.) conduira la liste de la majorité.

M. Antoine Rufenacht, ancien député U.D.R., secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a présenté dimanche 7 novembre la liste qu'il conduira au Havre lors des prochaines élections municipales face à la municipalité sortante dirigée par M. André Duron, député communiste. Il a déclaré : « Aujourd'hui, les Havrais veulent une équipe jeune, renouvelée, compétente et imaginative. Nous l'avons mise en place avec la ferme volonté de changer la ville. Nous voulons faire du Havre une métropole et lui redonner un rayonnement national et international. »

Le Parti des forces nouvelles devait ouvrir son second congrès national vendredi soir 12 novembre, à Paris, en présence de quelque trois cents délégués. La formation d'extrême droite avait tenu son congrès constitutif à Baginet (Seine-Saint-Denis) il y a exactement deux ans. Depuis, les progrès matériels accomplis n'ont pas toujours été à la hauteur des espérances qui avaient présidé à la fondation du P.F.N. par des militants d'Ordre nouveau, du Front national et d'autres personnalités nationalistes. Plusieurs manifestations ont été organisées avec un certain succès, mais le fonctionnement du parti, la publication d'un mensuel de promotion particulièrement soignée, l'initiative nationale, l'organisation de séminaires en province, ont pu, parmi d'autres facteurs, créer des difficultés de trésorerie et être regardés par certains comme des opérations de prestige ou des « gadgets » sans grand rendement politique. Le renouvellement des organes dirigeants permettra de faire le point sur l'importance d'une opposition interne qu'adversaires ou rivaux du P.F.N. (principalement parmi les amis de M. Jean-Marie Le Pen) affirment discerner dans ses rangs.

Quant au débat sur l'orientation générale du mouvement, il sera dominé par la question que pose à l'extrême droite la tentative de M. Jacques Chirac. Question à laquelle M. Le Pen a déjà répondu par un non catégorique (le Monde du 3 novembre), mais qui éveille chez les dirigeants du P.F.N. des échos sensiblement plus favorables. La direction du mouvement, qui a toujours manifesté le souci de sortir du « groupuscule » traditionnel au sein de cette famille de pensée, affirme vouloir « rendre sa place à la droite », en faire « une force à part entière ». Son analyse montre que la montée de la gauche offre aux formations nationalistes les chances d'apparaître comme le fer de lance d'un combat énergique contre les aliés du programme commun, combat qui redonnerait confiance à ceux qui, dans la majorité ou aux listes les plus proches de son électoral, sont déçus — voire fort inquiets — par l'attitude de M. Giscard d'Estaing. Pour M. Pascal Gauchon, secrétaire général du P.F.N., par exemple, « il faut se féliciter que Jacques Chirac dise enfin tout haut ce que pensent bien des Français, c'est-à-dire que la victoire de la gauche signifierait l'avènement d'une société collectiviste et que seule la Nation de « tous les autres », comme disait Georges Pompidou, peut l'empêcher ».

A ces considérations de politique nationale s'ajoute sans doute, pour le P.F.N., le souci de trouver un point d'ancrage dans la vie publique, de s'intégrer à un courant qui offre un visage présentable à la droite et sorte celle-ci, pour « muscler » qu'apparaît le style de M. Chirac, de l'extrémisme toujours marginal. « Nous ne demandons rien de plus, mais rien de moins que de rendre à la droite son espace politique », assure M. Gauchon. Pour ce faire, le P.F.N., créé en réaction contre un certain végétarisme nationaliste, semble, après une expérience de deux ans, chercher de nouveau un homme.

BERNARD BRIGOLEUX.

La Fédération anarchiste organise ce vendredi 12 novembre, à 21 heures, à la mairie de Cachan (Val-de-Marne), une réunion-débat sur le thème : « Le fédéralisme libertaire chez Proudhon, dans l'Espagne libertaire de 1936-1939, à la Fédération anarchiste et dans la société libertaire de demain ».

REPERES
LE MENSUEL
DU C.E.R.E.S.

AU SOMMAIRE
DU NUMERO 37

La gauche
au gouvernement :

- Une politique industrielle
- L'avenir des P.M.E.

Prix du numéro : 10 F
Abonnement annuel : 100 F
Ed. JACQUES MANDRIN,
5, rue Pavanne, Paris (3^e)
C.C.P. 34.875-30 J La Source

Pour réussir un voyage d'affaires à Kuwait, Dubai, Abu Dhabi ou Dhahran, une documentation sérieuse est indispensable - en plus du billet Swissair.

Si vous vous intéressez à la conquête de nouveaux marchés plutôt qu'aux vieux bazars, amassez-vous d'informations sérieuses. La plus mince d'entre elles peut vous être précieuse au cours du voyage.

Les meilleurs bureaux sur l'économie et les renseignements généraux les plus utiles, concernant les Etats producteurs de pétrole, vous les trouverez dans les publications dont nous vous donnons la liste suivante. Bien entendu, cette liste ne prétend aucunement être complète. En outre, elle pourrait être modifiée à tout moment. En effet, quand une économie se développe rapidement, les publications spécialisées suivent le mouvement.

Une fois pourvu d'une ou de plusieurs de ces publications, il ne vous manquera plus qu'une chose : un petit cahier qui contiendra lui aussi la liste de votre voyage d'affaires un succès. Ce cahier comprend, dans la région, seize pages, et il vous est dédié personnellement par l'éditeur. C'est votre billet Swissair.

Publications (en anglais) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en arabe) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en français) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en allemand) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en japonais) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en russe) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en espagnol) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en portugais) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en italien) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en grec) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en turc) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en persan) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en hindi) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en bengali) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en urdu) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en sinhalais) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en tamoul) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en malais) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en indonésien) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en thaï) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en cambodgien) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en laotien) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en birmanais) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en khmère) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Sud-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Nord-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Est) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire, Londres.

Publications (en vietnamien du Centre-Ouest) :

- «Arab Economic Review», trimestriel, New York.
- «Construction Today Middle East», trimestriel, Toronto.
- «Eurasia», hebdomadaire

POLITIQUE

L'ÉLECTION DU PARLEMENT DES « NEUF »

POINT DE VUE

Le Conseil constitutionnel est-il compétent ?

par LOIC PHILIP (*)

L'OPINION semble se faire une idée assez inexacte du Conseil constitutionnel. On estime volontiers que le rôle de ce conseil est de donner un avis sur les problèmes constitutionnels, et que si le président de la République le consulte, il est tenu de lui répondre. Or il s'agit d'une grave confusion. Le Conseil constitutionnel n'est pas le Conseil d'Etat ; ce n'est pas un organe consultatif. Il l'a affirmé d'une manière très nette dans une décision du 14 septembre 1961, lorsque M. Chaban-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale, avait voulu le consulter sur un point de droit constitutionnel. Dans cette décision, il avait affirmé que la Constitution ayant fixé de façon très précise l'étendue de sa compétence, il ne lui était possible de statuer ou d'émettre un avis que dans les cas et selon les modalités qu'elle avait expressément prévues. Comme la demande du président de l'Assemblée nationale ne rentrait dans aucun de ces cas, le Conseil en avait déduit qu'il n'avait pas compétence pour répondre à la demande de consultation du président de l'Assemblée nationale (1).

Il n'est aucun doute que cette jurisprudence doit s'appliquer également au président de la République. Ce dernier ne peut saisir le Conseil constitutionnel dans les cas prévus par la Constitution c'est-à-dire dans le cadre des articles 16, 54 et 61, et selon les modalités prévues par ces articles. Aussi, la première question qu'il se pose lorsqu'une autorité saisit le Conseil constitutionnel, c'est de savoir si la saisine est bien prévue et si elle s'opère dans les conditions décrites par la Constitution.

Le président de la République a décidé de saisir le Conseil constitutionnel en s'appuyant sur l'article 54 de la Constitution. Rappelons les termes exacts de cet article : « Si le Conseil constitutionnel, saisi par le président de la République, par le premier ministre ou par le président de l'une ou de l'autre Assemblée, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de le ratifier ou de l'approuver ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution ».

Quelle est la portée exacte de cette disposition ? On peut tirer de l'analyse de cet article deux conséquences :

1) Le Conseil constitutionnel ne peut être saisi que d'un engagement international dont la ratification ou l'approubation nécessite une autorisation du Parlement. En effet, malgré l'utilisation du terme très général d'engagement, on imagine mal comment les présidents des assemblées parlementaires pourraient déférer au Conseil constitutionnel un acte non soumis à ratification ou à approbation que le gouvernement n'est même pas tenu de leur communiquer (2).

2) L'article 54 de la Constitution instaure un système de contrôle préalable des engagements internationaux. Il permet de saisir le Conseil constitutionnel avant l'approbation ou l'autorisation de ratification pour lui de-

mander d'examiner si l'engagement international se comporte pas une clause contraire à la Constitution. Il n'est donc pas possible de le saisir après coup. Le président de la République n'aurait pas pu, par exemple, le saisir directement de la question de savoir si la clause du traité de Rome, relative à l'élection du Parlement européen au suffrage universel est ou non contraire à la Constitution.

C'est dans ces limites qu'il convient d'examiner si la demande du président de la République est ou non recevable. Ce dernier a saisi le Conseil de la décision adoptée par les Neuf le 20 septembre 1976 et fixant les modalités de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, dont le principe était admis par le traité. Or, comme le *Monde* l'a souligné dans son numéro du 6 novembre dernier, l'autorisation de ratification de cet accord n'est pas juridiquement nécessaire puisqu'il n'entraîne pas une modification du traité. Et il en résulte que le Conseil constitutionnel n'est pas compétent pour examiner si cet accord est contraire à la Constitution. La seule chose qu'il puisse faire, c'est d'examiner si l'accord est bien conforme au traité.

En effet, tout notre système de contrôle de la conformité à la Constitution, qu'il s'agisse des lois ordinaires, des lois organiques, des règlements des assemblées ou des traités, repose sur le principe du contrôle préventif. Une fois que la norme a été approuvée et publiée, elle ne peut plus être contestée. Il est tout à fait évident, par exemple, que le Conseil constitutionnel n'accepterait pas d'être saisi d'une disposition d'une loi qui a été déjà promulguée (même s'il s'agit d'un article non encore appliqué). S'il acceptait d'examiner le problème de la conformité à la Constitution de l'accord du 20 septembre, il s'engagerait, en fait, dans la voie d'un contrôle a posteriori d'un traité déjà en application, ce qui serait contraire à l'esprit même de la Constitution.

Les pouvoirs du Conseil constitutionnel sont donc étroitement limités, et il semble bien qu'il ne puisse pas se prononcer dans cette affaire sur le fond du problème. S'il estime ne pouvoir être saisi que des engagements dont l'autorisation de ratification ou d'approbation doit être soumise au Parlement (ce qui est conforme à la fois à la lettre de l'article 54 et à l'esprit de la Constitution), il devra répondre au président de la République qu'il n'a pas compétence pour se prononcer sur la décision qui lui est demandée en s'appuyant sur sa jurisprudence de 1961.

Sans doute certains invoqueront, comme l'a fait M. Luchaire dans le *Monde* du 6 novembre, le précédent de 1970.

En effet, dans une décision du 19 juin 1970 (qui était jusqu'à présent le seul cas d'application de l'article 54 de la Constitution), le Conseil avait accepté d'examiner à la fois le traité du 22 avril 1970 portant modification de certaines dispositions budgétaires et la décision du 21 avril 1970 du Conseil des communautés relative à l'application du traité de Rome de 1957 concernant le remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés.

Mais dans cette affaire il avait constaté que cet accord, bien qu'ayant le caractère d'un simple mesure d'application du traité, portait sur des matières de nature législative et devait par suite faire l'objet d'une autorisation parlementaire. Or il n'en va pas de même actuellement puisqu'il s'agit d'un accord qui, juridiquement, n'a pas à être soumis au Parlement.

En réalité le véritable choix était le suivant : ou l'on estimait que l'accord de septembre n'était qu'une mesure d'application et n'avait pas à être soumis au Parlement, ou l'on estimait que, politiquement, il s'agissait d'une étape très importante dans la construction européenne, et, dans ce cas, il convenait de le faire approuver par voie de référendum. Le malheur est que les conditions politiques actuelles de la France interdisent d'avoir recours à cette procédure, qui est pourtant la plus démocratique.

(*) Professeur à l'université d'Alger-Marseille.

Les textes fondamentaux

L'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct est inscrite dans le traité de Rome signé le 25 mars 1957.

• L'ARTICLE 138 du traité de Rome dispose que l'Assemblée est formée de députés des Parlements nationaux et élus leur répartition. Il pourrait (paragraphe 3) : « L'Assemblée élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres. Le Conseil, statuant à l'unanimité, arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. »

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS a longtemps fait obstruction à la mise en œuvre de ce paragraphe parce que, sans d'un côté établir un « régime d'assemblée », le général de Gaulle entendait installer au préalable un « Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement » qui se réunirait tous les quatre mois. C'était la principale disposition du plan Fouchet (1961-1962), que rejettent les partenaires de la France.

• LE CONSEIL EUROPEEN a été constitué au « sommet » de Paris des 11 et 12 décembre 1975. Les communautés déclarent : « Les chefs de gouvernement ont décidé de se réunir (...) trois fois par an et chaque fois que né-

cessaire au Conseil des Communautés et au titre de la coopération politique » (1).

• LE PASSAGE A L'ELECTION DIRECTE a été annoncé en ces termes au « sommet » européen de Paris de 1974 : « Les chefs de gouvernement ont constaté que l'objectif fixé par le traité de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée devrait être réalisé le plus tôt possible. Sur ce point, ils attendent avec intérêt les propositions de l'Assemblée (européenne), sur lesquelles ils souhaitent que le Conseil de la Communauté statue en 1976. Dans cette hypothèse, l'élection au suffrage universel direct devrait intervenir à partir de 1978. »

• L'ASSEMBLEE EUROPEENNE avait déjà adopté en 1960, comme le stipulait le traité de Rome, un projet pour lequel le Conseil n'a jamais statué. Le 14 janvier 1973, elle adopta un nouveau projet par 106 voix contre 2 (socialistes danois) et 17 abstentions (8 communistes français et italiens, 1 apparenté communiste néerlandais, 5 U.D.R., 1 nationaliste irlandais et 2 libéraux danois). Ce projet prévoyait que chaque Etat membre fera élire ses députés « européens » selon un système électoral propre, mais que l'Assemblée européenne ainsi émise élaborerait avant 1980 un « projet de procédure électorale uniforme » pour les élections ultérieures. Ce projet a

été examiné les 1^{er} et 2 décembre 1975 par le Conseil européen de Rome, qui déclara : « Le Conseil européen est convaincu que l'élection de l'Assemblée aura lieu à une date unique au cours de la période mai-juin 1978. L'Etat qui ne pourrait procéder à l'élection directe à cette date pourra désigner ses représentants parmi les membres élus de sa propre Assemblée nationale. » Le Conseil européen de Bruxelles des 12 et 13 juillet 1976 adopta une répartition des sièges différente de celle de l'Assemblée actuelle et des propositions de cette Assemblée.

• L'ACCORD DEFINITIF a été signé par les neuf ministres des affaires étrangères le 20 septembre 1976. Il se présente comme un « acte » du Conseil de la Communauté en seize articles. La France se voit attribuer 11 sièges, comme l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne ; les Pays-Bas 25, la Belgique 21, le Danemark 16, l'Irlande 15 et le Luxembourg 6 (article 2). Les « représentants » sont élus pour cinq ans (article 3). Ils votent individuellement et personnellement et ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandat impératif (article 4). Ils peuvent être membres d'un Parlement national (article 5) mais non d'un gouvernement ni de la Commission européenne, etc. (article 6).

• L'Assemblée élabore (...) un projet de procédure électorale uniforme. « Jusqu'à l'entrée en vigueur de cette procédure, la procédure électorale est réglée, dans chaque Etat membre, par les dispositions nationales » (article 7). Aucun terme précis n'est fixé à ce régime provisoire. L'élection a lieu à une date choisie par chaque Etat (1) « au cours d'une même période débutant le jeudi matin et s'achevant le dimanche immédiatement suivant ». L'acte « communautaire » du 20 septembre 1976 ne mentionne aucune date pour la première élection européenne, les Britanniques et les Danois n'ayant pas voulu prendre dans ce domaine un engagement juridique à court terme. Mais les Neuf ont renouvelé, ce même 20 septembre, leur intention de s'en tenir à l'objectif que le Conseil européen de Rome avait fixé, c'est-à-dire de procéder à l'élection en mai-juin 1978. — M. D.

(1) La « coopération politique », activité intergouvernementale, couvre tout ce qui n'est pas explicitement inscrit dans les traités communautaires. Par exemple, mardi 9 novembre, devant l'Assemblée nationale, M. de Giscard d'Estaing, ministre des affaires étrangères, a déclaré : « Le Conseil européen est un organe de coopération qui n'est pas bien installé au sommet de l'édifice ; c'est celui que nous appelons de nos vœux et auquel nous subordonnons, chacun d'un côté, la mise en place d'une Assemblée élue au suffrage universel direct. »

(2) La « coopération politique », activité intergouvernementale, couvre tout ce qui n'est pas explicitement inscrit dans les traités communautaires. Par exemple, mardi 9 novembre, devant l'Assemblée nationale, M. de Giscard d'Estaing, ministre des affaires étrangères, a déclaré : « Le Conseil européen est un organe de coopération qui n'est pas bien installé au sommet de l'édifice ; c'est celui que nous appelons de nos vœux et auquel nous subordonnons, chacun d'un côté, la mise en place d'une Assemblée élue au suffrage universel direct. »

“Peut-on vous aider?”



Q Je dois être au centre de Londres à 10 heures. Que pouvez-vous faire pour moi ?



R Bienvenue à bord de notre Tristar de 9h00 “Spécial Affaires” l'un de nos six vols quotidiens de Roissy-Charles de Gaulle à Londres.

* 9h00 15h00
* 11h00 * 17h00
* 13h00 19h00

* vol assuré en Tristar, le plus spacieux et le plus confortable sur Paris-Londres.

Nous avons aussi des vols directs pour Londres à partir de
Bordeaux
Nice
Lyon
Marseille

Et vous, peut-on vous aider ?



Renseignements au 91 Champs Elysées et 38 avenue de l'Opéra Tél. : 260 38 40, ou consultez votre agent de voyages.

VIENT DE PARAÎTRE
N° 213

Lettres soviétiques

- NOS CONTEMPORAINS
Un entretien avec Boris Poutinev.
- LE THÉÂTRE
Anna Stépanova : Molière, Boulgakov, Etkov.
- LA MUSIQUE
Anna Iouptina : un nouvel opéra russe « Pierre le ».

EN VENTE
TOUTES LIBRAIRIES
DU LECTEUR
ODEON DIFFUSION
146, rue du Faubourg-Montmartre
75014 PARIS

سلا من الامل

Tapis d'Orient.
Ne confondez pas certificat d'origine et Expertise.

Dès maintenant, escompte équivalent à la baisse de TVA 1977.

Vous achetez un Tapis d'Orient avec un certificat d'origine... mais savez-vous que ce certificat n'est qu'un document établi par le marchand? "Tapis et Moquettes de France" vous donne une véritable Expertise. Un Expert, lui, est extérieur à l'opération. C'est une personnalité reconnue, indépendante, qui vous indique la valeur réelle de votre tapis. Et vous évitez ainsi toutes les déceptions. Et vous avez la satisfaction de posséder un véritable Tapis d'Orient.

1° - L'authenticité des motifs et des couleurs.
2° - La qualité de la laine et du tissage.
3° - L'absence de tout traitement chimique ou d'un autre produit nocif.
4° - La dimension exacte du tapis.
5° - La facture et la valeur d'usage.

De plus, chez Tapis d'Orient, vous avez un service d'entretien et de réparation. Une Expertise qui vous garantit la valeur de votre tapis. Une Expertise qui vous garantit la qualité de votre tapis. Une Expertise qui vous garantit la durée de votre tapis. Une Expertise qui vous garantit la satisfaction de votre achat.

TAPIS & MOQUETTES DE FRANCE

Paris : 11 Place Maiesherbes 75017 - 9 Bd Montparnasse 75006
6 Bd Voltaire (République) 75011 - 95 Av. Kléber 75116.
et 50 magasins en France.

Chaîne B&O 1900

Beomaster 1900, FM, 2 x 30 Watts stations prééglées, Beogram 1900 Beovox Uniphase S 45 **6.490 F**

chez votre conseil haute-fidélité Bang & Olufsen

1° VIDEO SOUND 5, rue Cambon	8° MUSIQUE ET TECHNIQUE 79-81, rue du Rocher	17° PARIS LOIRE 62, av. de la Grande Armée	L'AUDITORIUM 4, avenue Menclotte COLOMBES
5° AUDIOSYSTEMS 47, rue Mouffetard	12° FIDELIO 24 bis, place de la Nation	18° LIEDER 14, rue Yvonneau	TOUTE LA MUSIQUE Centre Commercial Albert 1 ^{er} RUEIL 80, bd de la République ST-CLOUD
6° PAN 11, rue Jacob	14° COSMIC 52, rue du Montparnasse	Banlieue	ROQUE HI-FI Grand Centre de Saint-Ouen-l'Aumône PONTOISE
7° TARENTELE 40, ave de La Bourdonnais	14° LIEDER 24, rue de la Sorbonne	BOISSAC 32, rue Maréchal Foch LE VESINET	GALL 96, av. P.-V. Couturier VITRY
7° PICHONNIER 148, rue de Grenelle	15° ILLEL 122, avenue Félix Faure	ONDES ET IMAGES 32, rue de la Paroisse VERSAILLES	LE KIOSQUE A MUSIQUE 12, rue de Mara ENGHEN
8° EUROP HI-FI TÉLÉ 51, rue de Miromesnil	16° EUROP SYSTEM 3, rue Guy de Maupassant 61, avenue Mozart		

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LA CORSE INCERTAINE

II. — Oublier la mer

De notre envoyé spécial
JACQUES DE BARRIN

La crise de l'emploi entretient, notamment parmi les jeunes qui veulent rester en Corse, un climat d'inquiétude et d'agitation. Les autonomistes dressent un constat de carence de l'action des élus et des pouvoirs publics. Si la population est sensible à certains de leurs arguments, elle est loin de partager leurs idées politiques (« Le Monde » du 12 novembre).

Rien ne fera qu'entre la Corse et le continent, la Méditerranée se retire, comme jadis, sous les pas de Moïse, les eaux du Nil « Aller de Paris à Ajaccio comme on va de Paris à Toulouse », selon la formule de M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député et maître (U.D.R.) de Porto-Vecchio? Qui croira la chose possible, malgré la reconnaissance effective depuis le 1^{er} avril dernier — du principe de la « continuité territoriale » ?

La mer? Impossible de l'oublier vraiment. « Nous voudrions arriver au port avec nos camions et embarquer immédiatement », dit M. Joseph Salducci, président pour la Haute-Corse de la Fédération nationale des transports routiers. Mais il y aura toujours des horaires à respecter et des attentes à supporter. « Alors, les impatients se fâchent et, parfois, des incidents éclatent, qui, de fil en aiguille, aboutissent, par exemple, à l'expulsion d'un Boeing 707 d'Air France.

Longtemps, la colère des Corses s'est cristallisée autour de l'insupportable monopole de la Compagnie générale transmediterranéenne, filiale de la Compagnie générale maritime. Inlassablement, la Transmed opposait la même réponse : « Le montant des subventions que nous allouons les pouvoirs publics ne nous permet pas, eu égard à nos charges, d'améliorer sensiblement la qualité du service.

Devant le sérieux de la revendication insulaire, le gouvernement décide d'examiner de plus

prêts ce que cache ce fameux handicap de l'insularité. De passage en Corse, au mois de mars 1974, M. Messmer, alors premier ministre, constata : « Il n'y a pas globalement de pénalisation dans le coût des trafics de bord à bord. » L'idée d'une aide sélective naît de cette constatation.

« Nous devons nous tenir dans une enveloppe de 25 à 30 millions de francs », explique M. Jean Lançon, président de la chambre de commerce de Bastia : avec une somme aussi minime, il n'est pas question d'assurer la continuité territoriale. Il fallait utiliser cet argent pour développer la production locale dans une île dont la balance commerciale est déficitaire à 75 %.

Les Corses refusent ces faibles. « Nous voulons payer le prix mais le juste prix », affirment-ils. Ils réclament la stricte application du droit commun ; en clair, l'alignement des tarifs maritimes sur les tarifs S.N.C.F. Au mois de juillet 1975, la charte de développement économique de l'île, votée à l'unanimité par le conseil régional, prend à son compte cette revendication. Au lendemain du drame d'Aléria, le président de la République s'engage, par écrit, « à assurer entièrement, dans les transports maritimes avec la Corse, le principe de la continuité territoriale ».

Des passa-droits

Finalement, le gouvernement confie à la S.N.C.F. le soin d'organiser le service public des transports maritimes entre la Corse et le continent. A compter du 1^{er} avril 1976, la Société nationale maritime Corse-Méditerranée (S.N.C.M.), dont la S.N.C.F. détient le quart du capital, prend le relais de la Transmed. Cette année, l'enveloppe la continuité territoriale sera de 164 millions de francs.

« La continuité territoriale est la conséquence obligée de la continuité politique », assure M. François Giacobbi, président radical de gauche du conseil régional. L'aide sélective, c'était le maintien d'un certain nombre de privilèges. Or, les élus du suffrage universel défendent le peuple tout entier et non pas des catégories socio-professionnelles.

La chambre de commerce de Bastia qui, en dernière analyse, s'est convertie au système de la continuité territoriale admet qu'elle présente un petit danger pour l'industrialisation de la Corse. « Mais, constate M. Lançon, lorsque Napoléon III institua le libre échange, les hommes d'affaires de l'époque crièrent au drame. Ils firent fortune. »

Au demeurant, l'aide sélective peut servir d'outil correctif à la continuité territoriale. Ainsi à l'importation, les produits finis — par exemple, les charpentiers préfabriqués — sont plus lourdement taxés que les produits semi-finis : par exemple, les cornières. Pour l'heure, la production locale est essentiellement agricole : vins, agrumes, fromages et tabacs — plus quelques articles industriels : machines à vendanger, cuves métalliques.

Les autonomistes soutiennent, quant à eux, que seul le principe de l'aide sélective aurait été de nature à préserver les intérêts insulaires. La manipulation des tarifs aurait permis, à leur avis, de favoriser l'industrialisation de la Corse. A bien y réfléchir, le handicap de l'insularité avait du bon : il maintenait, autour de l'île, un salutaire cordon douanier.

Une entourloupette

Les bateaux sont désormais bon marché pour les touristes. « Trop bon marché », jugent les autonomistes. Cet été, nous avons été envahis de campeurs : un coup dur pour l'hôtellerie traditionnelle. « La baisse des tarifs est importante, en effet : 20 % pour les passagers, 75 %, 50 % et 30 %, selon les périodes de l'année, pour les véhicules accompagnés.

« Notre gros problème, c'est la flotte, usée par une exploitation intensive, insiste M. Ange Simon-giovanni, président de la Chambre de commerce d'Ajaccio. A cet égard, la continuité territoriale n'a rien changé à la médiocre qualité du service offert. » Le Comité de Nice, la Corse et le Fred Scamaroni seront atteints par la limite d'âge autour de 1979. Le Provence vient d'être prématurément retiré du réseau. Quant au Napoléon, entré en ligne au mois de juin dernier, compte tenu de sa taille, il ne peut accoster ni à Bastia, ni à Nice.

Les insulaires n'en finissent pas de dénoncer l'absence d'une politique suivie de l'armement qui voudrait, par exemple, que l'on ne retire pas un navire sans lui avoir, au préalable, trouvé un successeur, comme c'est le cas pour le Provence. Ils dénoncent également l'« incompétence notable » des responsables maritimes en matière de choix des bateaux : « Nous avons besoin d'unités moyennes et non pas seulement de grosses unités comme le Napoléon », indique M. Simon-giovanni. Il faut, en effet, multiplier les fréquences pour assurer une bonne continuité territoriale.

La continuité territoriale, beaucoup l'apprécient finalement sur

la baisse du coût de transport de marchandises. Or cette réforme est trop complexe et sa mise en œuvre trop récente pour que les Corses puissent, en toute connaissance de cause, en tirer déjà le meilleur profit. Certains intermédiaires peu scrupuleux profitent de l'expérience ou du manque d'informations d'importateurs insulaires pour les gruger.

Si, pour les envois de plus de cinq tonnes, les tarifs pratiqués sont en baisse sensible, pour les expéditions de moins de cinq tonnes, les barèmes sont en nette hausse. « Cette situation a provoqué les mécontentements les plus vifs et les plus justifiés », admet M. Lançon. Des ajustements sont nécessaires.

Le secrétariat d'Etat aux transports a récemment obtenu du Service national des messageries (SERNAM) qu'il crée, pour l'acheminement des petits colis, un bureau entrepôt marseillais-qual Corse mieux adapté au trafic commercial que son barème de moitié-domicile. Cela dit, les importateurs insulaires auraient souvent intérêt à s'attacher les services d'un transitaire pour bénéficier des tarifs rouliers avantageux. « Mais ils imaginent à tort qu'en évitant les intermédiaires ils s'en tireront à meilleur compte », note M. Lançon.

Dans la précipitation qui a précédé la mise en place de la continuité territoriale, certaines subtilités avaient échappé aux responsables locaux. Ainsi, d'une clause restrictive — les lots d'un conditionnement homogène — à propos de la taxation d'envois groupés de moins de cinq tonnes chacun. « C'est une entourloupette des comptables maritimes chargés d'appliquer le prix fort », souligne M. Lançon, en parfaite opposition avec l'article 52 des conditions générales de la S.N.C.F. « Une fois cette erreur rectifiée, les coûts seront moins chers à un épilée bastiais, par exemple, de se faire expédier quatre tonnes de conserves, trois tonnes d'huile et quatre tonnes de sucre aux tarifs de l'article 63, plutôt que d'adresser au SERNAM ou à un transitaire.

Affaire de continentes

A terme, une réforme des circuits commerciaux s'impose, qui favorise un certain groupage des commandes par le biais de grossistes insulaires. Autrefois, les tarifs de transport étaient indépendants du poids du chargement : les détaillants corses avaient donc pris l'habitude de traiter directement avec des grossistes marseillais. Un comportement qui doit disparaître.

La continuité territoriale dérange plus d'un comportement insulaire. Voilà, par exemple, les transporteurs corses sur le quai vive maintenant que leurs homologues continentaux, mieux placés et mieux équipés qu'ils ne le sont, ne se contentent plus de faire du bord à bord, mais commencent à faire du porte à porte. « Il n'y a et qu'il y aura désormais d'entreprises aptes à desservir le continent », constate M. Salducci. Il faudrait créer à Marseille une plate-forme pour les marchandises à destination de la Corse et donner une priorité de chargement à nos camions.

Les Corses ont tenté si fort contre le handicap de l'insularité qui rendait la vie dure, qu'en bonne logique le coût de la vie devrait se ressentir de l'application du principe de la continuité territoriale. En réalité, on n'observe aucun renversement de tendance spectaculaire. L'administration promet de vérifier par des contrôles appropriés que la baisse du coût de transport se répercute au niveau des prix de détail. Cette détermination laisse sceptiques les contempteurs de l'économie libérale.

Cela dit, selon la chambre de commerce de Bastia, le coût du transport en mer pour 6 % seulement dans la valeur de l'ensemble des marchandises. Sur les produits pauvres et pondéreux, comme les pièces en fonte et les engrais, la baisse est sensible : elle est beaucoup moins sur des produits riches mais d'un usage quotidien. « Sur le sucre, la continuité territoriale a une incidence de 3 centimes à la baisse », précise M. Lançon. Si la farine était acheminée gratuitement, le prix de la baguette ne diminuerait que de 2 centimes.

Prochain article :

L'ÉCOLE C'EST LA VIE

C'EST PAS CHER

JOUEZ AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

سكرا من الامل

ÉDUCATION

A Toulouse

UN « CONTRE-GUIDE » MET EN ÉMOI L'UNIVERSITÉ DU MIRAIL

(De notre corresp. régional.)

Toulouse. — Un certain malaise règne à l'université de Toulouse-Mirail, après la publication d'un « contre-guide » qui prend à partie des professeurs et des enseignants et comporte des menaces de boycottage de leurs cours.

Le président de l'université, M. Emile Carassus, a envoyé à tous les enseignants une lettre soulignant « le caractère diffamatoire et injuste de ce document ».

De son côté, le Syndicat autonome des enseignants a violemment protesté. Il juge « folklorique » l'aspect « ordurier » de ce document attribué aux « groupes d'intervention qui ont publié le Mirail pendant quatre mois » et se scandalise de « s'adresser » à ce que « les enseignants du Mirail puissent être publiquement classés, fichés, jugés et accusés selon une méthode policière et des critères uniquement politiques ». Le syndicat dénonce aussi « la volonté délibérée, de la part des auteurs de ce document, d'insulter de tous les collègues dont la pensée et la méthode ne semblent pas orthodoxes, les menaces précises d'ôter certains professeurs sous l'objet et le caractère scandaleusement diffamatoire des accusations portées contre eux ».

L. P.

STAGNATION DES EFFECTIFS À L'UNIVERSITÉ DE LIMOGES

(De notre correspondant.)

Limoges. — M. Pierre Fauchais, président de l'université de Limoges, présente récemment le bilan de son établissement, à l'indication que les effectifs marquent le pas : 6 124 étudiants cette année contre 6 110 en 1975-1976. Cette légère diminution est constatée dans la plupart des disciplines. Dans le premier cycle, l'évolution des effectifs au niveau de la première année montre une légère progression en droit, sciences politiques et sciences économiques (386 contre 328), une grande stabilité en lettres et sciences humaines (214 contre 204), une baisse en sciences et informatique (239 contre 185), plus nette en médecine (324 contre 288). En revanche, les effectifs des « nouveaux » diminuent en pharmacie (108 contre 127).

M. Robert Savy, directeur de l'U.R. des sciences juridiques et économiques, indique que cette discipline était en crise cette année par le manque de postes d'enseignants. Le nombre de postes créés depuis six ans est, en effet, égal à celui qui avait été obtenu par la seule année 1971-1972.

Comme à l'université, le nombre des étudiants de l'institut universitaire de technologie de Limoges est en très légère diminution : 835 contre 847.

M. Pierre Fauchais a également insisté sur les difficultés financières rencontrées par son université.

« Nous nous retrouvons dans la même situation qu'il y a deux ans, a-t-il déclaré, malgré l'augmentation du budget de la recherche. »

UN C.E.S. EN OR MASSIF (Suite)

La municipalité de Neully-sur-Seine n'avait sans doute pas prévu le concert de critiques qui ont accompagné l'ouverture du collège d'enseignement secondaire André-Mauvoisin, le plus beau d'Europe, a-t-elle laissé dire : un des plus coûteux, assurément. Peu sensibles à ces arguments, des parents étaient plaintifs de l'insuffisance de la cour de récréation et de l'interdiction signifiée aux élèves n'ayant pas classe au rez-de-chaussée d'y descendre pendant la matinée.

« Le Monde » du 2 octobre s'est fait l'écho de cette inquiétude et a demandé des explications au maire de Neully, M. Edgar Faure, qui a répondu que le collège n'avait pas de cour de récréation, mais qu'il y avait une cour de 500 mètres carrés d'un terrain contigu sur lequel la municipalité projetait la construction de logements L.S.

Ces critiques auraient-elles fait mouche ? Toujours est-il que M. Adeline Peretti, député (U.D.M.) et maire de Neully, multiplie des lettres de protestation et des démarches pour les réformer, dépechant une de ses adjointes pour défendre le C.E.S. dans une réunion de parents d'un autre établissement de la ville, demandant un large écho à l'inauguration du nouveau collège par M. Edgar Faure. Ces démarches, qui contredisent quelques-unes des lettres de Neully, publiées dans « le Monde », du 21 octobre, selon lesquelles la municipalité « n'a pas voulu tirer de cette affaire une question électorale » ont eu un certain prolongement.

Un professeur du C.E.S. a invité ses élèves de quatrième et de cinquième à lui remettre un « livre » s'appuyant sur arguments du journal « le Monde » et défendant les couleurs du collège. Les « meilleurs » extraits de ces copies ont été transmis par la directrice de l'établissement à M. Peretti.

● Le licenciement d'une institutrice d'école catholique. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 9 octobre, ce n'est pas pour licenciement abusif que le conseil de Lyon a conclu le 7 octobre, qu'une institutrice de l'école d'Alpes-Mauricie devrait verser 15 070 F à une institutrice dont le contrat de travail avait été rompu après le remariage de cette dernière. La cour a précédemment confirmé les décisions précédentes en indiquant que la demande formulée par Mme Claude Roy pour rupture abusive de contrat devait être rejetée. Mais, d'autre part, la cour a estimé que pour « briser » le lien qui pouvait exister entre le préjudice subi par Mme Roy à 12 000 F qui s'ajoutent à 3 070 F d'indemnités déjà versées.

● Le tribunal administratif de Toulouse vient de donner gain de cause à des professeurs du lycée Toulouse-Lautrec qui avaient introduit un recours contre des sanctions prises à leur égard par le ministre de l'Éducation. En novembre et en décembre 1974, ces enseignants, membres du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) et du Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.), avaient refusé de recevoir plus de vingt-cinq élèves dans leurs classes. L'administration ayant jugé « incompatible » le service rendu par ces enseignants avait sanctionné ces actions par des retenues sur leurs traitements. (Corresp.)

Les effectifs dans les classes maternelles

UNE LETTRE DE M. RENÉ HABY

M. René Haby, ministre de l'Éducation, nous a adressé la lettre suivante :

Dans le petit exercice de prestidigitation que nous présente l'encadré du Monde du mardi 2 novembre intitulé : « Serrez avant de desserrer », les chiffres sont vraiment un peu trop grossiers pour être pris au sérieux.

1) 30 % de 45 = 9 ; 45 - 9 = 36 et non 35 (ce calcul est évidemment un peu ridicule, mais à qui doit-on s'en faire ?) ;

2) Les producteurs d'inscriptions font état d'un taux d'absentéisme devenu très faible dans les écoles maternelles. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons négocié un accord avec l'Association des enseignants de l'école maternelle. Le signataire ne pouvait ignorer — au besoin, qu'il relise la collection du Monde, et d'ailleurs, le même jour, il a pu constater que la démonstration ne pouvait en aucun cas convenir au jour de la rentrée, c'est-à-dire au moment où les institutions inscrivent les enfants et réintègrent sur des listes d'attente ceux qui dépassent les effectifs prescrits. En fait, les neuf dixièmes des classes maternelles ont actuellement moins de quarante élèves inscrits ; ce qui correspond à trente-cinq élèves présents dans la plupart des cas.

De préciser enfin que la circulaire mise en cause dans le Monde ne revient pas sur le chiffre de trente-cinq inscrits comme seuil d'ouverture des nouvelles classes maternelles. Elle veut seulement dire que, dans certains départements, les enfants non admis à l'école maternelle ne soient finalement plus nombreux cette année qu'à la rentrée dernière, alors qu'on y a créé plusieurs dizaines de classes supplémentaires.

Une nouvelle revue

L'ÉCOLE VUE PAR « ENCRE LIBRE »

Cotée d'un très britannique, « Encre Libre », un maître d'école, sort tout droit d'un roman de Dickens, s'apprête à trancher le cou d'un malheureux élève à l'aide d'un bache fait d'une feuille d'une guerre et d'un rapporteur assemblés. Cette caricature est l'un des trente-deux dessins d'une revue mensuelle, « Encre Libre », que viennent de lancer dix-neuf jeunes artistes.

À en juger par le second numéro, consacré à l'éducation, les auteurs conservent quelques griefs contre l'école, qu'ils présentent surtout comme un « égaré ».

Le premier numéro d'« Encre Libre » a été consacré à la psychanalyse et le prochain le sera à la justice. Chaque numéro compte, en outre, une monographie de l'œuvre d'un des membres de l'équipe.

* S'inscrire à la revue des cours d'Anglais de la BBC
A L'ÉCOUTE DE LONDRES
Abonnement 12 N° par an, 40 F
Spécimen gratuit sur demande
ÉDITIONS DES ÉVALUÉS
8, rue de Bari - 75008 PARIS

Pour suivre la radio des cours d'Anglais de la BBC
A L'ÉCOUTE DE LONDRES
Abonnement 12 N° par an, 40 F
Spécimen gratuit sur demande
ÉDITIONS DES ÉVALUÉS
8, rue de Bari - 75008 PARIS

AÉRONAUTIQUE

DANS UNE LETTRE AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX TRANSPORTS

Douglas insiste pour que la France achète des D.C. 10 et des D.C. 9 en échange de sa coopération sur le projet de l'avion Mercure-200

La société américaine Mac Donnell-Douglas insiste auprès du gouvernement français pour qu'il invite les compagnies Air France et Air Inter à lui acheter des long-courriers tri-réacteurs DC-10 et des moyen-courriers bi-réacteurs DC-9, en échange de la coopération de l'industriel américain sur le projet d'avion Mercure-200. A ce jour, le gouvernement français a laissé sans réponse cette invitation pressante du constructeur américain, estimant que les négociations en cours sur le projet de moyen-courrier bi-réacteur Mercure-200 entre Mac Donnell-Douglas et Dassault-Breguet, la collaboration de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) — n'ont aucun

rapport avec le renouvellement, dans l'immédiat, d'une partie de la flotte des compagnies françaises.

Mais il semble que l'industriel américain ait conclu des nombreux déplacements de hauts fonctionnaires français, tant en Californie qu'à Saint-Louis (Missouri), au siège social de Mac Donnell-Douglas, que Paris avait pris acte de cette demande. Seulement, ne se contentant plus de promesses qui ont pu donner lieu à une série de malentendus de part et d'autre de l'Atlantique, la société Mac Donnell-Douglas a pris récemment l'initiative de s'adresser, par lettre, au secrétaire d'État aux transports, M. Marcel Cavallé.

Avant même que soit annoncée, en août dernier, la décision du gouvernement français d'autoriser l'achat de deux DC-10 à la SNIAS, la société américaine a insisté pour que Mac Donnell-Douglas discute avec Mac Donnell-Douglas des conditions dans lesquelles pourrait être lancée la construction, en commun, du moyen-courrier bi-réacteur Mercure-200 de cent soixante-dix places, le partenaire américain avait opposé une série de prérequis à la conclusion de tels accords de coopération transatlantique. Certains de ces prérequis sont de peu d'importance, même si leur adoption heurte la sensibilité nationale, comme par exemple l'absence du nom Mercure-200, qui peut rappeler l'échec de la version précédente, le Mercure-100, limitée à dix exemplaires. D'autres prérequis sont logiques dans ce genre de discussions, en particulier le fait que Mac Donnell-Douglas ne souhaite pas voir les améliorations qu'il a apportées au projet initial de Mercure-200 profiter à la conclusion d'un accord avec un autre associé que lui-même, d'ailleurs, les négociations en cours n'aboutissent pas.

Une série de prérequis

D'autres prérequis ont été avancés par le constructeur américain, il devra chercher à autre collaboration avec le principal rival de Mac Donnell-Douglas aux États-Unis : la puissante société Boeing. Le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne seront sollicités pour participer au projet Mercure-200, dans l'espoir que les industries aéronautiques de ces deux pays puissent bénéficier d'un accord avec Boeing sur des programmes civils concurrents. Enfin, le projet Mercure-200 constitue une première étape dans la collaboration transatlantique, d'autres étapes devront suivre, notamment sur la voie d'une entente industrielle avec Mac Donnell-Douglas pour l'Airbus.

Mais, dans l'esprit du constructeur américain, la participation dans le projet du Mercure-200 s'accompagnerait, des premières discussions d'avril dernier, d'un prérequis à savoir la conclusion de plusieurs accords avec les long-courriers DC-10 et bi-réacteurs moyen-courriers DC-9 par Air France et Air Inter. Il n'y a pas à cette occasion, de clause secrète entre Mac Donnell-Douglas et les représentants de l'administration française ou des industriels concernés. Seulement, le constructeur américain a voulu être le plus clair possible : cette importante commande a été considérée par lui comme un « prérequis » (le terme anglais pour l'expression française de prérequis) avant l'achèvement de toute négociation de coopération sur le Mercure-200.

L'attitude pour le moins embarrassée des services officiels français, puis l'autorisation donnée, en août, par le gouvernement, d'ouvrir des discussions avec Mac Donnell-Douglas ont été interprétées par l'industriel américain comme une indication indirecte que ses prérequis seraient pris en considération, ou, au moins, qu'ils n'étaient pas rejetés.

Il faut croire, en tout cas, que personne, en France, n'a définitivement dissuadé Mac Donnell-Douglas de revenir à la charge sur ce point particulier, puisque le constructeur américain, dans une lettre récente au secrétaire d'État aux transports, vient de rappeler sa position, en la nuancant, toutefois, pour ce qui est de la commande de ses DC-10 et DC-9 par les compagnies aériennes françaises. L'attitude de Mac Donnell-Douglas apparaît à la fois plus souple, mais tout aussi intéressée par la solution qui sera finalement retenue par les autorités françaises pour l'équipement d'Air France et d'Air Inter.

Dans la mesure où la France a besoin d'un partenaire améri-

cain dont la gestion serait assez saine pour lui permettre d'investir dans le projet de Mercure-200, Mac Donnell-Douglas a gagné qu'on l'aide à dégaucher un « cash-flow » suffisant — et donc des investissements — avec l'achat par les compagnies françaises d'avions existants, des DC-10 et des DC-9, qui peuvent lui rapporter quelques bénéfices. Et puisque la France insiste tellement pour que Mac Donnell-Douglas augmente sa participation financière — limitée actuellement à 15 % environ — au projet d'un nouvel avion, l'industriel américain fait remarquer qu'il pourra d'autant mieux s'engager dans cette voie qu'il aura l'assurance de réaliser de bonnes affaires avec des commandes françaises.

D'un prérequis, il y a plusieurs mois, on est passé, depuis quelques semaines, à une demande pressante, exprimée avec diplomatie, à une exigence, à une même insistance dans le ton. Mac Donnell-Douglas construit, aujourd'hui, un à deux DC-9 chaque mois et deux DC-10 par an. Ces avions ont été commandés, à ce jour, respectivement à huit cent soixante-dix et deux cent quarante-quatre exemplaires.

La commande d'une quarantaine de ces avions par la seule compagnie Air France maintiendrait les charges de travail dans les usines californiennes de Long-Beach, pendant deux ans, à l'exception de la production de la compagnie U.T.A. qui exploite des quadricoptères DC-8 et des DC-10, les autres compagnies aériennes françaises, qui affirment ne pas avoir l'usage de tels avions sur leur réseau actuel, sont des clients, de longue date, de l'entreprise concurrente, Boeing, tant pour leurs moyen-courriers que pour leurs long-courriers. Face à Mac Donnell-Douglas, qui entend moduler sa promesse de participation au Mercure-200 autour de commandes d'Air France et d'Air Inter, le gouvernement français a choisi l'attentisme, au risque d'entretenir les malentendus qui brouillent le cours actuel des

Le sort de l'Airbus

Avec la République fédérale d'Allemagne, la France dispose d'un avion de ce modèle, l'Airbus, dont la version dénommée B-10, si elle voyait le jour, serait adaptée à un tel marché. Mac Donnell-Douglas n'est pas en reste et a conçu le projet d'un appareil semblable, le DCX-200, qui emprunterait beaucoup à l'actuel DC-10 pour tenter d'intéresser et de conserver la même clientèle de compagnies aériennes.

Le DCX-200 demeure, vraisemblablement, l'objectif prioritaire du constructeur américain pour lui permettre de riposter au programme d'un tri-réacteur 747 de Boeing en collaboration avec le constructeur italien. Le marché mondial, dans la gamme des avions de deux cents places, dépasse le milliard d'exemplaires. L'Airbus, dans ses versions actuelles, a déjà fait sécher des ventes de DC-10 à l'étranger. La crainte existe donc que Mac Donnell-Douglas ne se découvre aucune raison valable de coopérer au succès de l'Airbus, dont ses propres produits, le DC-10 et le DCX-200, sont les rivaux les plus redoutables.

JACQUES ISNARD.

COMMÉMORATION

Le 11 novembre en province

Le cinquante-huitième anniversaire de l'armistice de 1918 a été célébré dans toutes les grandes villes mais aussi dans les plus petits villages de France. Comme l'avait souhaité M. Valéry Giscard d'Estaing, partout des milliers d'enfants des écoles ont été associés au déroulement des cérémonies.

Cependant, quelques incidents se sont produits à l'occasion de cette commémoration, notamment des profanations de monuments. A Chantilly (Oise), la statue du maréchal Joffre a été peinte en rose et une pancarte portant l'inscription « Joffre assassin » accrochée à son cou.

A La Roche-sur-Yon (Vendée), le monument aux morts a été recouvert d'une inscription à la peinture : « Assez ! ».

Dans le département de l'Isère, de la peinture a été lancée contre des monuments aux morts de Villard de Brie-et-Angonnes, de Vaulnavers et contre le monument de l'Infanterie, mémorial de la résistance de l'Oisans.

Enfin, notre correspondant régional à Toulouse signale que des inscriptions ont été peintes sur le monument aux morts de la ville d'Auch (Gers). On pouvait lire sur les quatre faces de la stèle : « Morts pour la capitale », ainsi que « Mort pour la colonisation », inscriptions qui

figuraient également sur la nouvelle place des Auscitains-morts-pour-la-France — en — indochine — en Algérie, et qui devaient être inaugurées officiellement jeudi par les autorités. La tribune qui se trouvait sur le parcours suivi par le défilé de la 2^e brigade de jendouilles a été également recouverte d'inscriptions hostiles à l'armée. La plaque à la mémoire des résistants morts pour la France a aussi été profanée.

CONTROVERSE DANS L'ORNE AUTOUR DE « LA MARSEILLAISE »

(De notre correspondant.)

Alençon. — « Il nous paraît impossible de justifier par le temps présents les paroles de l'hymne national auprès de jeunes auxquels on enseigne la fraternité universelle », a écrit la directrice de l'école de Condé-sur-Sarthe (Orne) au maire, à propos des cérémonies du 11 novembre. Il ne s'agit pas pour elle et ses collègues de refuser de participer à la commémoration de l'armistice. « Nous ne manquons pas, a-t-elle précisé, de rappeler à nos élèves les circonstances historiques de ces événements ; mais est-ce de toute notre foi d'enseignants que nous les convions à chanter l'hymne à la paix à cette commémoration. »

La municipalité s'en tenant malgré tout à la Marcellaise, la directrice a fait cette proposition : « Dans le plus grand respect et en mémoire de ceux qui tombèrent au son de la Marcellaise et pour des idées de liberté qu'ils défendaient alors, nous vous demandons de prêter l'exécution musicale seule de l'hymne national. » Finalement, jeudi, à Condé-sur-Sarthe, les enfants n'ont pas chanté l'hymne à la paix. Des disques ont diffusé les paroles et la musique du Chant des partisans, dans une cérémonie où les Allemands facilitèrent dix-neuf jeunes résistants, et la Marcellaise au monument aux morts. Les enfants se sont contentés de déposer des fleurs.

FORMATION PERMANENTE

Expression orale et écrite

(Problèmes psychologiques et techniques posés par l'expression et la communication.)

2 STAGES :

- 1) Une semaine à temps complet du 22 au 28 novembre ;
- 2) Du 2 décembre à fin février : le jeudi de 13 h à 17 h.

Renseignements et inscriptions : Centre de Formation Permanente Université Paris-III, 12, rue de la Harpe - 75005 PARIS - (R. 218). Tél. : 325-82-59.

DÉFENSE

● Le chasseur-bombardier américain F-4D était tombé en panne d'avion John-F.-Kennedy, en mer du Nord, lors d'un exercice de l'OTAN il y a huit semaines a été récupéré jeudi 11 novembre, après deux tentatives infructueuses. Le missile Phoenix, qui s'était détaché de l'avion lors de son immersion, avait été récupéré en octobre dernier. — (A.P., Reuters.)

LE MOSQUITO SKEETER SKAT

UN CADEAU

qui fera mouche

Cet appareil électronique émet des ondes qui chassent les moustiques en toutes circonstances.

PECHE - CHASSE - VOYAGES CAMPING... OU CHEZ SOI.

Plus petit qu'un paquet de cigarettes, on peut le porter à la ceinture ou le poser près de soi (il fonctionne sur piles). Présent en coffret cadeau : 140 F (150 F contre remboursement).

THIEBAUT 30, place de la Madeleine 75008 Paris.

Demandez le catalogue cadeau. Envoyez gracieusement vos originaux. 973-29-03

Jean Larguier

droit pénal des affaires

Nouvelle édition mise à jour d'un livre aussi utile à l'étudiant en droit qu'au chef d'entreprise qui souhaite dominer les infractions dont il pourrait être victime.

ARMAND COLIN

(Publié par)

UN BEST-SELLER

J. JAMIN

HISTOIRE de la MUSIQUE

Un livre de poche de 208 pages : 14,20 F 100 pages d'illustrations Index alphabétique Index chronologique Organologie

Une Histoire de la Musique de grande diffusion

Très abondante iconographie : portraits, instruments, opéras, ballets, etc.

Format, prix, présentation, qualités pratiques en font un guide idéal pour l'amateur et un matériel pédagogique moderne.

A. LEDUC

175, rue Saint-Henri - 75001 PARIS.

Opel Rekord
Essence ou Diesel

S.A. GUIOT et Fils
1 et 3, avenue Aristide Briand
LIVRY-GARGAN
Tél. 927.25.92

Marcel Pacaut et Paul M. Bouju

le monde contemporain 1945 - 1975

Trente ans d'histoire qui ont davantage changé la face du monde que les siècles du passé.

ARMAND COLIN

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

ETUDIANTS : FUTURS CHOMEURS ?

Les affaires de viols jugées en audience publique

صلى الله عليه وسلم

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

SAINT-POMPON a ses chasseurs-magiciens aux javelets à pointe d'os, son auberge sur la voie romaine au temps d'Asclépius, sa chapelle miraculeuse, son hôpital médiéval et trois châteaux qui ont donné à l'histoire de France une pléiade d'illustres personnages. Pourtant Saint-Pompon, cinq cent six habitants, est l'un de ces villages de Dordogne menacés de mort lente. On y sombre dans l'oubli avec discrétion derrière un merveilleux décor : de nobles ruines, une splendide tutele de châtaigniers, des coqueux qui font le gros dos sous le cresson du soleil.

Dans le bourg, sur le bord de la route — seule artère nourricière — un café et une épicerie viennent de clore leurs volets de bois. Plusieurs bâtisses coincées au fond des ruelles portent des pancartes délavées par les pluies : « A vendre ». Personne n'en veut. Il reste une cinquantaine d'agriculteurs dispersés dans les hameaux d'alentour. Mais une quinzaine d'entre eux n'ont pu trouver femme. Les jeunes ? On les pousse à faire des études et à aller à la ville. Quand un ancien prend sa retraite ou part au cimetière, ses héritiers vendent la ferme à demi délabrée. Si elle est en pleine nature, il se trouve toujours quelque étranger pour l'acheter. Déjà, Saint-Pompon compte une vingtaine de résidences secondaires occupées deux mois par an. Plus tard, elles serviront de lieux de retraite à leurs propriétaires. « Au train où vont les choses, dit le maire, désabusé, dans quinze ans la situation sera complètement renversée. La commune n'aura plus que vingt exploitants et abandonnera ses résidences secondaires. Mais alors les quelques artisans et commerçants qui s'accrochent encore pourront-ils continuer à vivre ? » L'avenir de Saint-Pompon est, en effet, inscrit dans la courbe des âges. Très vieux village, il est menacé de devenir un village de vieux.

Pour une bouchée de pain...

Mutuelle mutuelle, c'est un peu ce qui guette le Périgord, tout entier, s'il n'y prend garde. Aujourd'hui, bien sûr, le tourisme y apparaît comme une bouffée de sauvetage. Nichée à l'écart des grandes routes, dépourvue de matières premières et d'énergie autre que le bois, la Dordogne n'a guère attiré l'industrie. Les terres, plutôt pauvres, très morcelées, ne sont pas de celles qui donnent les gros rendements. Mais, justement, ces handicaps sont devenus des atouts majeurs au temps de la fuite vers la nature. Aujourd'hui, mille châteaux et manoirs, un climat aussi agréable que les habitants, une réputation de bien vivre appuyée sur des solides réalités gastronomiques, quelques campagnes de recyclage sur le thème « croquez le Périgord » et voilà le pays point de mire de l'Europe.

Ah, ils arrivent les Hollandais du plat pays, les Britanniques émergents du brouillard, les Lillois et les Parisiens las des chemins d'usine. La Dordogne, bonne fille, leur tend les bras avec ses dix mille îles d'hôtel et ses dix-huit mille places de cam-

300 MILLIONS DE DEVICES PAR AN

La Dordogne « riche » à en mourir

plng. Les amoureux de « tourisme vert » y trouvent même cent cinquante maisons anciennes aménagées en gîte rural, une cinquantaine de mini-campings autour des fermes, des chambres d'hôtes, des auberges paysannes. Pour épicer le tout, une pléiade de préhistoires, quelques notes du festival de Sarlat, et les affaires marchent très fort. « Bon en mal an, les touristes laissent 300 millions dans ce département », dit avec fierté le directeur de l'office du tourisme.

Mais il est obligé de convenir que la capacité d'accueil de la Dordogne est constituée, pour 70 %, par l'énorme parc des résidences secondaires. La région a de telles séductions que ceux qui y passent rêvent souvent de s'y fixer. L'exode rural vient les hameaux les plus pauvres — ceux des coqueux — c'est là-haut qu'il y a quinze ans on pouvait, pour une bouchée de pain, se payer une maison de pierre avec vue imprenable.

Les Hollandais, qui chez eux, sont dans la quasi-impossibilité de s'offrir une résidence secondaire, puis, à partir de 1968, les Britanniques, les Français aussi, pour qui il est du dernier chic d'avoir sa ferme en Périgord (le ennoblement est tel qu'au-delà de la frontière du département les prix chutent d'un bon tiers), ont profité de l'aubaine. Aujourd'hui, bien que personne n'en connaisse le nombre exact, on évalue la quantité des résidences secondaires à dix-huit mille, dont trois mille appartiennent à des étrangers. Ce parc immobilier gonfle à la vitesse de deux à trois mille unités par an. Bien sûr, les cent vingt agents immobiliers du département (concentration record) se font tant les mains. Chiffre d'affaires de la profession en 1975 : 40 millions. Le fromage est si appétissant qu'une dizaine d'agents venus de Londres ou d'Amsterdam y sont installés à demeure.

En vendant des bâtiments dont ils n'ont plus besoin et qu'ils n'ont pas les moyens d'entretenir, les paysans se procurent de quoi moderniser leurs exploitations. Ce sont aussi d'admirables maisons sauvées de la ruine, mais aussi autant d'occasions d'échanges — cette fois-ci intellectuels — entre ruraux et citadins.

Les artisans du bâtiment qui, pendant des années, vont restaurer ces masures de charme ne sont pas mécontents non plus. Certains assurent ainsi plus du tiers de leurs revenus. Au total, on estime que l'entretien des résidences leur rapporte collectivement 80 millions par an. Les commerçants ne crochent pas sur cette clientèle

pluôt fortunée et les conservateurs assurent qu'elle leur échote le quart de leurs foies gras.

Tout le monde cependant ne se laisse pas éblouir par le miracle touristique et ses retombées. En additionnant tout ce que rapportent gîtes ruraux, camping à la ferme, ventes directes, tables et chambres d'hôtes, les agriculteurs s'aperçoivent qu'ils sont à peine un million à tirer du tourisme 4 millions de francs par an. Or les exploitants sont vingt mille et la valeur de leur production atteint 1 milliard de francs. Ramené à deux chiffres, le « tourisme vert » est finalement peu de chose : il touche 5 % des agriculteurs et représente 0,4 % des revenus de la profession.

Graffitis et dynamite

En revanche, l'afflux des « étrangers » fait flamber le prix des maisons et des terres. Depuis 1974 le prix des maisons augmente de 20 à 30 % par an. Résultat : les jeunes ménages périgourdins ne trouvent plus à se loger. Quant aux terres, elles ont progressé en moyenne de 16 % par an de 1968 à 1974. Les propriétés se vendent 13 000 F l'hectare ce qui, compte tenu des terres non utilisables (la moitié) met l'hectare exploitable à 26 000 F. Tarif exorbitant pour décourager les jeunes agriculteurs qui voudraient agrandir leurs lopins. Aussi, en 1975, sur 6 000 hectares de terres vendus en Dordogne, plus de la moitié ont échappé aux exploitants. A quand la pénurie d'espace cultivable dans l'un des plus vastes départements de France ?

Les artisans qui volent plus loin que le bout de leur truelle savent que la restauration des fermes et manoirs n'aura qu'un temps. Les petits commerçants de village se rendent compte que leur saison de vente est passée de douze à deux mois par an. Ils se plaignent de ce que les touristes vont faire l'essentiel de leurs achats dans les grandes surfaces des villes voisines. Bref, on déchanse. De toute part, on entend cette formule : « La Dordogne ne doit pas devenir une Côte d'Azur de l'intérieur ». Voilà ce que disent les plus pondérés. D'autres écrivent sur les murs : « Les touristes passent, les paysans trépassent ». D'autres encore, en guise d'avertissement, font sauter les vitrines de quelques agents immobiliers à Sarlat, le point le plus « chaud » de la ruée « étrangère ». D'autres encore dynamitent carrément l'office départemental du tourisme à Périgueux : 150 000 F de dégâts. Le Périgord n'est pas à vendre.

Et puis il y a ceux qui, astucieusement tentent de vivre avec le tourisme sans se laisser dévorer. A Villefranche-du-Périgord, ancienne bastide de six cents âmes, le responsable du syndicat d'initiative, M. Jean Issard, un commerçant de quarante ans, a bien monté son affaire. Premier temps : il persuade les agriculteurs du canton de ne pas céder leurs maisons mais de les aménager en gîtes ruraux. Certaines petites communes, au lieu de brader écoles et presbytères comme cela se fait ailleurs, les arrangent en gîtes communaux. Celle de Villefranche creuse un plan d'eau et ouvre un terrain de camping.

Deuxième temps : on diffuse à huit mille exemplaires un dépliant exposant les mérites de cette petite région et ses possibilités d'accueil. Destinataires : Amsterdam, Londres, la région parisienne et le Nord. Troisième temps : comme les touristes arrivent, on organise pour les retenir une loule d'activités. Les agriculteurs possédant des chevaux fondent une société hippique et dégagent 50 kilomètres de chemins de randonnée. Ce sont, tout l'été, bals populaires et gratuits, concerts dans les villages, foire à la brocante, concours et jeux. Le canton de Villefranche (trois mille ruraux) peut accueillir sans effort mille estivants dont le renouvellement laisse en fin de saison 350 à 400 000 francs. Quatrième temps : Jean Issard rêve à présent d'allonger la saison. Pourquoi ne recevrait-il pas ses hôtes lors des congés de printemps, d'automne et même de week-end ?

En effet, et pourquoi d'autres cantons périgourdins ne prendraient-ils pas exemple sur Villefranche au lieu de se laisser grignoter comme Saint-Pompon ? Hélas ! les hommes entrepreneurs se font rares en Périgord, et les institutions paraissent assoupies. Les responsables agricoles organisent chaque année deux étapes d'initiation au tourisme. Celles-ci touchent seulement cinquante exploitants sur vingt mille !

Profite-t-on au moins de l'image de marque du Périgord pour pousser des productions de qualité ? Il ne semble pas, en dehors du gavage des oies, qui repart tout de même. Essaye-t-on de corriger les excès du tourisme ? Pour loger les jeunes Périgourdins, il faudrait des programmes de constructions d'H.L.M. et, pour casser les prix des denrées qui ont tendance à flamber, quelques grands magasins seraient les bienvenus.

Certains suggèrent que les citadins acheteurs de terres soient obligés d'en louer les parcelles exploitables aux agriculteurs. Pourquoi pas ? Mais quel est le responsable politique de Dordogne qui osera présenter ce texte au Parlement ?

En définitive, les Périgourdins malades du tourisme ne sont pas encore passés des incantations aux actes. S'ils ne le font pas, c'est-à-dire s'ils ne contrôlent pas leur propre destin, leur beau pays risque fort de basculer demain de la rêgation morte dans les sursauts de colère.

MARC AMBROISE-RENDU.

CHASSE-NEIGE

Le premier ministre, ministre de l'économie et des finances, l'a dit tout net : nous devons nous attendre, pour la fin de cette année, à un « train » d'augmentations qui porteront toutes sur des « produits » auxquels les Français sont particulièrement sensibles. Le foie gras, les huîtres et le boudin truffé du réveillon... Et les sports d'hiver, dont on sait qu'ils sont désormais entrés dans nos habitudes, et de plus en plus solidement d'une saison sur l'autre.

La majoration des tarifs des remontées mécaniques et des locations de matériel, celle du prix des cours qui dispensent les moniteurs, devrait être, selon les experts, d'au moins 5 % par rapport à la saison de neige 1975-1976. Il va sans dire que l'hôtellerie, les restaurants du bas des pistes, ceux des sommets, suivront, comme les salons de thé et les night-clubs, le mouvement. Est-ce la croûte — justifiée, du reste — de voir les Français céder, face à des prévisions si peu engageantes, au découragement (ou, plus simplement de les voir contraints de renoncer à leurs huit jours annuels d'altitude) qui pousse les officiels du tourisme à reporter toutes leurs espérances sur les skieurs venus d'au-delà de nos frontières, ou lieu de chercher d'abord des solutions en faveur de leurs compatriotes ?

On nous parle beaucoup des Allemands, des Américains, des Canadiens, soulignant fièrement qu'environ un demi-million d'étrangers ont fréquenté nos remontées-pentes l'an dernier.

On nous précise encore que France-Ski International, qui groupe, depuis l'an dernier, aux côtés d'Air France, Air Inter, Air Alpes, l'Airport de Lyon-Satolas et le S.N.C.F., quatorze grandes stations françaises, a déjà effectué, aux quatre coins du globe, dix-sept missions d'information et de prospection.

Si les skieurs étrangers, ceux, notamment, venus d'un pays à monnaie forte (tels les Américains, pour qui la neige française n'est pas plus chère, voyage en avion compris, que celle de leurs Rocheuses), méritent de retenir toutes les attentions officielles, on est en droit d'éprouver tout de même quelque amertume à constater que bien peu d'efforts sont entrepris en faveur des skieurs français à qui, en matière d'innovation, on n'annonce, pour le moment, que... des augmentations.

Littoral

LE CUL-DE-SAC DU CAP FRÉHEL

La protection d'un site classé en-elle incompatible avec la qualité de vie des habitants de cette zone ? Pour n'avoir pas eu réponse à temps à cette question, la commune de Fréhel (Côtes-du-Nord), les protecteurs de la nature et la préfecture se trouvent plongés dans un imbroglio juridique que le tribunal administratif de Rennes vient encore de compliquer en annulant une décision du ministre de la qualité de la vie.

Le site classé du cap Fréhel, remarquable réserve botanique et ornithologique, est aussi un puis-

sant pôle d'attraction touristique. A quelques kilomètres de là, sur un autre promontoire rocheux plongé dans la mer, les vestiges du fort de la Latte ramènent les visiteurs au temps du Moyen Âge.

Entre les deux, chaque été, c'est un continu va-et-vient de voitures, par 8 kilomètres de routes étroites et tortueuses.

La municipalité souhaitait améliorer ces conditions de circulation, mais le département sollicité de construire une nouvelle route tergiversa. Le tourisme pro-

fitant à la commune, c'était son affaire. Le maire de Fréhel, M. Hourdin, décida alors, en mars 1975, de faire tracer entre le fort la Latte et le cap une voie de 3 kilomètres coupant au plus court. Malheureusement, sur plus de la moitié de son tracé, elle empiète sur la réserve. Réaction immédiate des écologistes de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (S.E.P.N.B.), qui manifestent et se heurtent à la population locale. A la mi-juin 1975, la route est ouverte. Devant le fait accompli, la commission départementale des sites donne son aval, et le 18 juin le ministre de la qualité de la vie accorde une autorisation « provisoire ».

Réticences

C'est cette autorisation qu'à la demande des écologistes le tribunal administratif de Rennes vient d'annuler le 26 octobre dernier. Les juges observent en effet qu'un nouveau tracé a été imaginé, qui épargne la réserve et permet la remise en état du site. La route de M. Hourdin redevenait donc illégale. Le conseil général des Côtes-du-Nord sera probablement saisi lors de sa session de janvier 1977 du nouveau projet qu'il pourrait financer en partie. Il faudrait entre-temps valider les réticences de la commune de Fréhel. Celle-ci rejette en bloc le nouveau tracé proposé. Selon les édiles, il coûterait quatre fois plus cher que l'itinéraire « communal ». Il passerait dans une zone agricole, il n'aboutirait nulle part et troublerait « la qualité de la vie des habitants de cette zone ». Non, on n'est pas près de voir le bout de la route au cap Fréhel.

J. V.

Château

COURTANVAUX DÉMÉNAGE

La liquidation de la succession du duc de Montaguion député du Gers, décédé le 15 octobre, inquiète le syndicat d'initiative de Bessé-sur-Braye, dans la Sarthe. Parce que, propriétaire du château de Courtanvaux, situé sur cette commune, le duc de Montaguion avait en fait de cette demeure, riche de cinq siècles d'histoire, un haut lieu du tourisme et de la culture dans la Sarthe. Les retombées économiques en étaient particulièrement intéressantes pour la commune, des congrès, des expositions, des séminaires se tenaient dans le château, ouvert par ailleurs au public — lequel répondait largement « présent » chaque année à l'invitation qui lui était faite de visiter la maison de « Maman Quilou ».

En bon conservateur d'un patrimoine familial, feu le duc avait mis en son château l'accent sur les souvenirs du roi de Rome. Voici deux ans, il avait ajouté à une belle collection de souvenirs de Napoléon II, le masque mortuaire de l'Algon, copie fidèle de celui du château de Schenbrunn.

Or, selon le syndicat d'initiative, qui a émis une protestation à ce sujet, « quantité de meubles et d'objets anciens, de souvenirs historiques irremplaçables ont quitté Bessé-sur-Braye dans les jours qui suivirent le décès de Pierre de Montaguion, et dans des conditions qui semblent compromettre l'éventuel retour ».

Sans doute pour justifier sa position, le syndicat d'initiative déclare qu'« il serait infidèle à son objet social et à sa vocation s'il n'élevait pas aujourd'hui publiquement la plus vive protestation contre la réduction à l'état de « caravane » d'un des plus importants châteaux de la Sarthe ».

On doit à la vérité de rappeler que les héritiers du défunt sont

libres de disposer de leur héritage comme ils l'entendent ! Au reste, aucun contrat n'a jamais lié le département de la Sarthe au duc en ce qui concerne la vocation touristique du château. — J. B.

L'ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR

VOLS SPÉCIAUX DÉPART DE PARIS TOUTE L'ANNÉE

ATHÈNES : 870 F A.R.
NEW-YORK : 1.450 F A.R.
BANGKOK : 2.250 F A.R.
1.400 F Aller simple
DELHI : 1.990 F A.R.
CALCUTTA : 2.400 F A.R.
1.500 F Aller simple
COLOMBO : 2.400 F A.R.
1.500 F Aller simple
TOKYO : 4.200 F A.R.
2.450 F Aller simple
TOUR DU MONDE : 7.300 F valable un an

bon pour recevoir gratuitement notre brochure 76

Nom _____
Adresse _____
Ville _____



NOUVELLES FRONTIÈRES

TOURAVENTURE

DÉCOUVERTE INDIVIDUELLE

DÉPART PARIS
MARRAKECH 800 F
NEW YORK 1 450 F
DAKAR 1 700 F
ABIDJAN 1 945 F
DELHI 1 990 F
RIO 2 800 F

ALLER - RETOUR

VOLS À DATES FIXES

Ski de fond en Norvège

À PARTIR DE 1 150 F

UNE SEMAINE TOUT COMPRIS À LILLEHAMER

BON À DÉCOUPER ET À ENVOYER À NOUVELLES FRONTIÈRES

66, bd Saint-Michel - 75006 PARIS

Tél. : 325.57.51 - 633.28.91

NOM _____
RUE _____
VILLE _____

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

L'AVENTURE

Manuel de voyage et d'informations internationales

Le n° 8 est en vente dans votre kiosque

U.S.A.

Par Michel Jobert

L'Égypte aujourd'hui

Par Bernard Pierre et Loftallah Soliman

Mao démystifié

Par Philippe Robrieux

LA BROCHURE TRANS-LES VOUS OFFRE
LE PROGRAMME LE PLUS COMPLET
SUR LES CARAIBES

HAÏTI
LA PERLE
DES ANTILLES
12 JOURS :
plages désertes, vaudou, peinture naïve,
langueur de vivre des Caraïbes.

POSSIBILITÉ DE PROGRAMMES COMBINÉS :
LES BAHAMAS, SAINT-DOMINGUE,
LA JAMAÏQUE, PUERTO-RICO,
LA GUADELOUPE, LA MARTINIQUE,
MIAMI BEACH ET DISNEYWORLD

Téléphonez, écrivez, demandez notre
brochure à votre agence, ou à

COMITOUR
51, rue St-Honoré - 75001 PARIS - Tél. : 390.38.55

Nom _____
Adresse _____
Code _____ Ville _____
Tél. _____

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

FREJUS PLAGE
IL ÉTAIT UNE FOIS... N.N. Sur mer et
côté-mer. Tél. : (94) 95-35-35
95-35-39

MENTON (OS)
HOTEL DU PARC... N.N. Très mer et
côté-mer. Parking. Od. par.
HOTEL ORLY... N.N. Face mer. Ouv.
en 1971. Restaurant. Baie Garavan.

NICE
HOTEL BELVIDUQUE... N.N. Offre du 10
novembre 1976 au 30 janvier 1977 sur
présentation de cette annonce pour
un séjour de 8 jours minimum, chambre
équipée, eau, électricité, tél., et
de bain, w.c. indépendant, 80 F par
jour au lieu de 12,50 F pour 1 per-
sone, 47, rue de l'Hôtel des Postes,
Nice. Tél. 80-15-55.

VILLEFRANCHE-SUR-MER
Mapotel WELCOMO, bord de mer.
Tél. 470.231 - Tél. : (93) 80-70-26.

MER

ILE DE JERSEY
(Des Anglo-Normandes)
L'automne et l'hiver sont des
périodes tout à fait favorables pour
profiter pleinement de cette belle et
toute petite île (20 km sur 10 km)
au climat d'une grande douceur (Gulf
Stream). Les 35.000 habitants de ce
curieux petit État indépendant
situé à 20 km des côtes françaises
mais rattaché à la Couronne d'Angle-
terre, seront heureux de vous faire
partager leur joie de vivre. Les petites
pensions voisines avec les hôtels
confortables et les palais de très
grand luxe (dîner d'exception habillé).

Vous apprécierez le calme, la
nature, la mer, la campagne, mais
aussi les multiples distractions, les
pubs, et dans la capitale Saint-
Helier, un shopping délectable à faire
réver.

A 70 minutes de Paris-Orly Sud,
Jersey vous attend des dimanches. C'est
la bonne idée pour un long week-end.

Pour documentation en couleurs,
écrite en timbrant à 1,40 F à l'Office
National du Tourisme Service France
LM 1 Jersey (Des Anglo-Normandes)

HOTEL L'HORIZON
L'élégante et joyeuse petite île
de Jersey possède un merveilleux
hôtel : l'Hôtel L'Horizon, quatre
étages, très certainement l'un des
hôtels d'Europe ayant le plus de
chambre et de cuisine.

Une situation exceptionnelle :
140 mètres de façade, plein sud, la

long de la magnifique baie de Saint-
Brelade.
Le table fin et les vagues au direct...
Un confort maximum (télé, radio...)
dans les quelques 100 chambres. Trois
salons-bars dont l'un dominant sur la
très belle plage intérieure chauffée
(8 X 16 m). Un restaurant et un
bar-grill répartis. Un excellent
orchestre qui anime des dîners dan-
sants d'une grande élégance. En tou-
jours une ambiance particulière pour
des amis-clients exigeants et raffinés.

Monsieur John Wilson, le jeune
Manager, qui réside, souriant, sur cet
ensemble incomparable, sera heureux
de vous adresser personnellement une
documentation en couleurs.

Écrivez-lui directement
ou recommandez du journal.
Vous pouvez également le joindre
par téléphone en appelant, par l'au-
tomatique, le 19 (44) 594-5151. Tél.
n° 41281.

Montagne
HOTEL L'HORIZON, Baie de Saint-Bre-
lade, Jersey (Des Anglo-Normandes).

LE SAUZE 04400
Alpes du Sud
Hôtel « le Dahu »... N.N. Altitude
1.400 m. Très des pistes, piscine
chauffée, saunas. Rest. d'altitude.

Allemagne
FRANKFURT
PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près
gare centrale, Wiesbaden-plateau
28 x. Tél. 1849/611/230571 TX 04-12808.

Suisse
AROSA (Grisons)
HOTEL VALSANA, 1^{re} catégorie. Une
semaine forfaitaire de ski dès 630 FF
Piscine couverte. Tél. 7422.

LEYSIN (Alpes Vaudoises)
Portait 7 jours/6 nuits en
demi-pension des F. Suisses
306.-, remises mécau-
ques comprises. Pêche et
patinoire couvertes GBA-
TUIT.

Office du Tourisme :
CH-1254 Leysin.
Tél. 1941/25/6 22 44.

MONTANA-CRANS
HOTEL ELDOBRADO offre confort,
tranquillité, cuisine excellente et
aussi bien que chez soi. Pr. Bonvin.
Tél. 19-41.27.41.13.33

TOURISME

L'île-de-France des aménageurs

DES « INDIENS » DANS LE HUREPOIX ?

EN présentant le 8 novembre
à la presse les deux « docu-
ments introductifs » pour
l'élaboration des livres « Verts »
des plateaux du Sud et du Hure-
poix, M. Lucien Lanier, préfet
de la région d'Ile-de-France, a
relancé la politique des zones
naturelles d'équilibre (Z.N.E.), qui
veut protéger les franges rurales
de la capitale et chercher en même
temps à en organiser la fréquen-
tation par les citadins.

Certains élus, notamment en
Seine-et-Marne, ont critiqué ces
options : « Vous voulez concilier
les inconciliables, l'agriculture et
le tourisme, ont-ils déclaré aux
pouvoirs publics. Vous aboutirez
seulement à créer des réserves
d'« indiens » où les Parisiens
viendront le dimanche contempler
les survivants d'un monde rural
dont ils cultivent la nostalgie. »
M. Lanier s'est insurgé contre
cette interprétation, mais les
ambiguïtés des Z.N.E. obligent à
se demander si dans le fond les
élus des « Indiens » n'ont pas un
peu raison ?

Population égale pollution

Le schéma directeur d'aména-
gement et d'urbanisme régional
de 1965 avait prévu entre les cinq
villes de la nouvelle région d'Ile-
de-France des « zones de transi-
tion » où les constructions
devaient être rares. Echec sur
toute la ligne : depuis onze ans,
la ceinture verte de Paris est le
terrain de chasse privilégié des
promoteurs de « villages » pavil-
lonnaires pour cadres — grands,
moyens et petits. C'est devenu
aussi la province à portée d'auto-
mobile, celle du week-end où il faut
acheter ou louer une rési-
dence secondaire. L'argent-roi a
obligé l'agriculteur, trop heureux
d'abandonner sa Brie, sa France
ou son Hurepoix, à acheter plus

loin, en Champagne ou dans
l'Orléanais, par exemple, des ter-
res plus vastes, parce que moins
chères.
Entre 1968 et 1975, la popula-
tion des zones naturelles d'équi-
libre a crû de 5 à 7 % par an, en-
tandis que celle de l'ensemble de
la région progressait seulement
de 1 % : population égale pollu-
tion. Il faut prendre le sable aux
rivières ou aux collines pour
fabriquer le béton. Résultat : un
site gâché. Les réseaux d'assai-
nissement ne sont pas calibrés
pour écouler tant d'effluents.
Résultat : des rivières-égouts. Les
ouvertures se multiplient. Résultat :
des décharges sauvages. Comme
l'explique M. Paul Cousseau, pré-
fet de l'Essonne, tout concourt à
cette « réurbanisation » : « Les
tendances spontanées d'une popu-
lation qui fuit la ville et se rap-
proche l'habitat individuel, les cal-
culs des propriétaires du sol, les
ambitions des promoteurs, les
exigences des nouveaux habitants
de la zone rurale, citadins émigrés
qui veulent tout avoir comme en
ville et assègent les maires de
leurs revendications, la tendance
naturelle de beaucoup d'élus mu-
nicipaux à répondre à cette
demande, à multiplier les équi-
pements, et, faute de pouvoir les
payer, à s'abandonner à l'escalade
de la croissance. »

Il a donc été décidé, en 1975,
par le gouvernement, de créer
cinq zones naturelles d'équilibre
rassemblant trois cent quatre-
vingt-deux communes, et cou-
vrant le quart de l'espace régio-
nal entre la zone dense parisi-
enne et les villes nouvelles :
plaine de Versailles, Hurepoix,
plateaux du Sud, plateau de Bri-
e et Plaine de France. Leur but ?
Maintenir le rythme annuel de
croissance démographique entre
1 et 3 %.

PAS D'ACCORD

Des trésors pour 5 francs

Après la publication de la lettre
d'un de nos lecteurs italiens,
M. Sergio Lucarelli, sous le titre :
« De l'ombre pour 5 francs » (le
Monde daté 10-11 octobre),
M. Roger Constant de Montigny
(Dordogne), nous a adressé les
lignes suivantes :

Cet article n'est pas conforme
à la réalité scientifique des décou-
vertes faites dans la grotte du
Bégouard. En fait, comme nous
l'avons rappelé lors du neuvième
Congrès international de préhis-
toire à Nice, les trésors découverts
offrent des lumières sur la vie
préhistorique allant du paléoli-
thique moyen au paléolithique
supérieur, correspondant à la
glaciation Würm qui se situe
entre moins quatre-vingt mille
ans de notre ère.

La découverte la plus impor-
tante consiste en une mâchoire
humaine qui classe l'individu dans
l'époque néanderthaliennne, préci-
sation importante puisque anté-
rieure aux âges magdaléniens des
Eyzies et de Lascaux. Lesquels ne
donnent que des vestiges apparte-
nant au Cro-Magnon, et indi-
quant que cinquante mille ans
environ de différence apportent au

squelette humain une modifica-
tion importante des signes pro-
gnates. Il est dommage qu'aux
éléments découverts en même
temps le crâne appartenant à ce
mâle ait été détruit.
Nous devons ajouter qu'indé-
pendamment de ces restes hu-
mains, de nombreux objets de
différentes époques ont été ras-
semblés dans le musée adjoint à
la grotte, et qu'enfin des sque-
lettes d'ours bruns posent par
leurs sépultures des problèmes
laissant croire à des coutumes
qui laissent supposer un culte
rituel. Je reste à la disposition de
quiconque s'intéresse à la paléon-
tologie pour faire la preuve du
sérieux de mes assertions.

● A propos de totis. — M. Jean
Tixmel, architecte, nous prie de
noter que les toitures du centre
de vacances du C.N.R.O. (le Monde
du 30 octobre) ne sont pas en
« simili ardoises », comme nous
l'avons écrit par erreur, mais en
ardoises véritables. Le matériau
« simili » n'a été utilisé que pour
certains pavillons extérieurs à
l'ensemble.

Un premier type d'action cher-
ché à y développer les activités
agricoles. Il s'agit de maintenir
un marché foncier agricole dis-
tinct du marché des terres à
bâtir grâce au remembrement, au
plan d'occupation des sols et aux
achats des Sociétés d'aména-
gement foncier et d'établissement
rural (SAFER). Il conviendra
ensuite de protéger un mode de
vie rurale. Certains bourgs affir-
meront leur vocation tradition-
nelle de centres de pays, en
accueillant des équipements sco-
laires, sportifs et culturels de
caractère intercommunal. L'im-
plantation d'artisans et de petites
sociétés industrielles sera enco-
uragée, puis il faudra sauvegarder
et mettre en valeur le patri-
moine : lutte contre les pollu-
tions, réutilisation des carrières,
ouverture des sites historiques au
public, et protection de la faune
et de la flore.

Enfin, ces zones, espaces ou-
verts proches de l'agglomération,
ont été un lieu de récréation
où le citadin retrouvait le contact
avec le milieu naturel et les
modes de vie rurale, a expliqué
M. Lanier. Il convient de ne pas
perturber l'exercice des activités
agricoles. Une fréquentation dif-
fuse sera nécessaire et des réseaux
de promenades pédestres, éques-
tres et cyclistes jalonnés d'amé-
nagements rustiques seront à
mettre en place.

Force est de reconnaître que, ainsi
énoncée, la politique des Z.N.E.
est séduisante. Pourquoi alors
tardé-elle tant à se mettre en
place ? Fin 1974, le Livre Vert
de la plaine de Versailles en ar-
rêta les contours ; en avril 1975,
leur existence était reconnue par
une circulaire du premier minis-
tre ; fin 1975, aucune réalisation
n'est visible sur le terrain. Mais
des charges de mission ont été
nommées.

Cette lenteur est due d'abord
à la crainte exprimée par les
élus de voir figé le développe-
ment de leurs communes respec-
tives, qui permettrait à l'un de
finir son réseau d'assainissement,
ou à l'autre de bâtir un gymnase.
Et ce ne sont pas les promesses
d'intervention foncière de la
SAFER, les 3 millions de francs
qu'attribuera prochainement le
ministère de la qualité de la vie
ou les projets de programmes
d'actions prioritaires du VII^e Plan
qui leur feront abandonner leur
rêve de croissance.

Les dérogations ?

C'est fini...

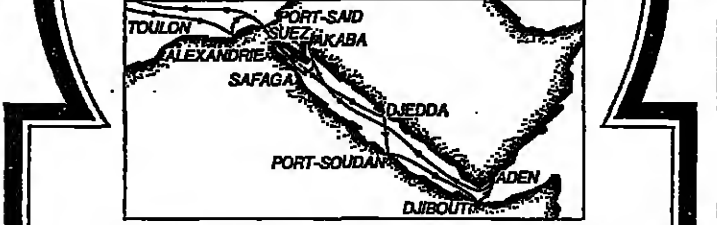
Plus que sa timidité actuelle,
la politique des Z.N.E. souffre de
ses contradictions. L'agriculture
et le tourisme ne s'excluent-ils
pas mutuellement, notamment en
matière foncière ? D'autre part,
comment la politique d'organi-
sation volontaire de l'espace n.
selon l'expression de M. Lanier,
peut-elle être souple et soumise
au bon vouloir des élus ? Accep-
terait-on dans le Hurepoix, par
exemple, que Chevrenne domes-
tique son urbanisation au moment
où, à quelques kilomètres de là,
L'Îmours s'abandonnerait aux
promoteurs ou aux industriels ?

Réponse de M. Bernard Hirsh,
directeur régional de l'équipe-
ment : « Il n'y aura plus de
dérogations en matière d'urba-
nisme, et nous empêcherons qu'on
remplisse en trois ans des zones
qu'il a été convenu d'équiper et
de construire bout de route, des
vagues de fleurs, un équipement
socio-culturel, ce n'est pas très
coûteux à financer, et la modicité
des crédits accordés aux Z.N.E.
s'expliquent s'il ne s'agit pas de
ne faire que cela. Mais le main-
tien des cressonniers le long de
la Juine coûte « les yeux de la
tête » et tout le monde sait
que le doublement du capital
social de la SAFER de l'Ile-de-
France ne lui permettra pas d'in-
tervenir de façon significative
sur le marché foncier.

Le conseil régional qui sera
saisi l'année prochaine de ce do-
ssier devra dire si les vides que
représentent les zones naturelles
d'équilibre doivent être remplies
simultanément par l'agriculture
et par le tourisme. Car il faudra
bien choisir entre les investis-
sements pour les habitants et
ceux destinés « aux ruraux du
dimanche ».

ALAIN FAUJAS.

Découvrez les secrets de l'Égypte et de la Mer Rouge !



Croisière-découverte à bord d'Azur
ÉGYPTÉ/ARABIE SAOUDITE/SOUDAN/DJIBOUTI
ADEN/YEMEN/JORDANIE
Départ de Toulon. Du 15 Janvier au 4 Février 1977.
21 jours. A partir de 6800 F.

Vivez une fascinante aventure
au cœur de l'islam mystérieux. Remontez 4000 ans
dans le passé. Les splendeurs des Pharaons...
le canal de Suez... la ville sainte de la Mecque...
le Yémen tel qu'au Moyen-Âge, les coraux de la Mer Rouge.
Et par-dessus tout cela, le grand, le sublime soleil...
qui vous bronze le corps et vous réjouit le cœur !
Effacez l'hiver, embarquez-vous à bord d'Azur,
le plus décontracté des navires-croisières !



PRENEZ LE LARGE AVEC PAQUET !
**CROISIÈRES
PAQUET
DÉCOUVERTE**

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet :
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 266.57.50
MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 91.91.21
NICE : 2, rue Hakey 06003. Tél. 69.81.90

KLM. INDONESIAIE.

A partir de 4.950F, nous vous offrons les batiks de
Djogjakarta, les stupas de Borobudur et le Legong de Bali.

Fermez les yeux. Vous êtes dans
une étroite échoppe de Djogjakarta,
au centre de Java. Vous assistez
fasciné à la très minutieuse
impression à la main d'un batik, le
tissu national indonésien.
Gardez les yeux fermés. Vous êtes
sur la huitième terrasse du temple
de Borobudur, titubant d'admiration
parmi les stupas, ces immenses
cloches de pierre où depuis mille
ans méditent les bouddhas.
Transportez-vous à l'Est et vous
voilà à Bali. C'est le crépuscule,
toute de flambeaux et de lampes à
huile. Vous vous immergez dans la
magie du Legong, dansé avec
une grâce inouïe au rythme
de la musique Gamelan.

Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous
n'avez pas rêvé : nous, K.L.M., vous
offrons les inépuisables beautés de
l'Indonésie à partir de 4-950 F pour
14 jours. Et pour vous y conduire, nous
vous offrons le sérieux et la gentillesse
qui ont fait notre réputation.
Tradition hollandaise oblige.

Écrivez ou téléphonez à K.L.M.,
30 bis, Avenue de l'Opéra,
75008 Paris.
Tél. 742.57.29
ou allez voir
votre Agent
de Voyages.



Sérieux et gentillesse : une tradition hollandaise.

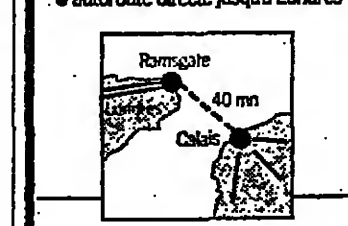
**5
PASSAGERS
GRATUITS
PAR
VOITURE**

**Pour
l'Angleterre
prenez
l'Hoverlloyd**

À partir de
140F

Encore moins cher
que cet été

Calais-Ramsgate
• jusqu'à 6 vols par jour
• 40 minutes de traversée
• formalités accélérées à l'Hoverport
• autoroute directe jusqu'à Londres



HOVERLLOYD
Brochures, horaires et réservations :
Agences de voyages ou Hoverlloyd
Paris : 723.73.05 - Calais : 34.67.10
Bruxelles : 219.02.25



M. _____
Ville _____
Adresse _____
Code postal _____
Désire recevoir gratuitement une brochure
HOVERLLOYD.
A retourner à Hoverlloyd
5 Hoverport International - 62106 Calais

Maison

Vaisselle en solde

Il y a quelques années, acheter de la vaisselle de second choix, c'était manquer aux règles du bon goût. Aujourd'hui, les soldes ne débattent plus leur marchandise sur les marchés; ils ont pignon sur rue, et leurs boutiques attirent une clientèle qui ne résiste pas à l'attrait des soldes.

On trouve dans ces magasins, qui s'ouvrent un peu partout à Paris, de la porcelaine blanche dont les prix sont démarqués d'environ 50 % et parfois aussi des verres de cristal à 30 % moins cher. Le renom des porcelainiers et des cristaliers exige une fabrication d'une qualité parfaite: en usine, après de multiples contrôles, on écarte environ 20 % des pièces de porcelaine présentant des imperfections inadmissibles pour des services de prix généralement élevés. Mais ces assiettes, plats et tasses n'ont souvent que des défauts de formes ou d'émailage imperceptibles aux yeux des profanes. Cette marchandise de second choix était auparavant écoulée par des forains ou vers des pays d'outre-mer.

La mode des boutiques de vaisselle en solde nous vient de Grande-Bretagne, où elle connaît un grand succès depuis plusieurs années. En France, cette vogue est toute récente, et déjà certains magasins spécialisés dans les arts de la table s'en émeuvent. A tort, semble-t-il, car un très bon service de porcelaine décorée figurera toujours sur la traditionnelle liste de mariage et ornera une table de réception. Blanche, mais entachée de quelques défauts, la porcelaine peut (à des prix très accessibles) figurer sur la table de tous les jours où sa finesse réjouira les yeux. Pour acheter du second choix, il faut fouiller dans les piles d'assiettes pour choisir les pièces aux défauts les moins visibles (attention aux tasses dont les bords sont parfois trop rugueux). La plupart des boutiques s'approvisionnent régulièrement dans les mêmes usines, il est possible de constituer peu à peu un service complet.

Près du faubourg Saint-Antoine, la maison Poullain est installée depuis vingt ans. Dans cette boutique sans décor, on trouve de la porcelaine de Limoges, des verres de cristal et des potiches en porcelaine « bleu de four » dont les défauts sont masqués par un décor peint à la main. Dans une boutique de la rue Blomet, la porcelaine blanche vient de Limoges et de Vézelay, et les assiettes valent entre 5 et 15 F, les tasses à thé 12 F, les plats en porcelaine à feu 25 F.

Charles Métais, s'inspirant de l'expérience anglaise, a ouvert l'an dernier un magasin « Stock-soldes » rue Saint-Honoré, près des Halles. La porcelaine blanche y est sélectionnée par services complets (assiettes de 5 à 9 F; plats ronds ou ovales, 25 F). Depuis cet été, une seconde boutique propose à Montparnasse le même assortiment et des assiettes en céladon à 5 F pièce. Un troisième point de vente, rue Saint-Honoré, est consacré aux verres de cristal de second choix, vendus de 30 à 40 % moins cher.

An 71, rue du Cherche-Midi, l'une des dernières nées de ces boutiques présente de la vaisselle blanche de Limoges, de Vézelay et de l'Allier: des assiettes de 4,50 à 8 F, des tasses et un grand choix de cafetières de tous styles, à partir de 25 F. Des services sont mis en valeur par quelques meubles rustiques, à vendre aussi, œuvres d'un jeune artisan ébéniste.

« Kaoline » s'est spécialisée dans la porcelaine décorée (le Monde du 12 juin 1976). Parmi ses services de Limoges de second choix, les assiettes valent de 23 à 25 F, les plats 40 F environ, les tasses à café 24 F. Il y a aussi, maintenant, des verres en cristal démarqués dont les prix sont de 24 à 30 F pièce.

JANY AUJAME.

* R. Poullain, 16, rue Saint-Macaire, 75012 Paris. (du 14 h. 30 à 18 h. 30). Boutique, 103, rue Blomet, 75018 Paris. Stock-Soldes, 80, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. 14, avenue du Maine, 75015 et (verres), 44, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Boutique, 71, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Kaoline, 28, rue de la Pompe, 75016 Paris.

DU PHOENIX AU FÉNIX

RAYMOND OLIVER a bien fait de débaptiser l'Assiette du cœur. C'est aussi la « désembouquiner », marquée qu'elle restait des désastres de l'ineffable M. Bouquin. Donc, le Grand Phoenix a pris maintenant sa vitesse de croisière, avec sa cuisine « oliverienne », inspirée, et parfaitement réalisée par le jeune ignace, un futur grand. Ce Grand Phoenix devrait recevoir à déjeuner les hommes d'affaires soucieux

d'un cadre d'évasion (parking facile à quelques mètres) et à dîner, tard le soir, les gourmets de bonne compagnie. A la carte d'autisme, un curry de bouquets frais (30 F), une mousse de rascasse (28 F), une étuvée de poule faisane sauce carpe (42 F), un ris de veau aux cépes (50 F) entre autres.

L'Académie du pure-malt whisky vient d'y donner son annuel déjeuner de remise des prix. Nos lauréats, Jean-Michel Rouzière

(directeur des théâtres du Palais-Royal et des Variétés) et Louis Pauley, s'entretenaient d'un ragout de crustacés au gienfiddich et d'un saumon de perdreaux aux figues fraîches, lequel figure à la carte et a, déjà, trouvé des imitateurs.

La carte des vins, riche en bordeaux notamment, est en bel accord avec les plats, et je sais un amateur qui, avec les charlottes, vide allégrement sa demi-bouteille de sauternes Dolsy Daene, grand cru classé dont le fruité et la légèreté tiennent, je crois, à une nouvelle vinification: à l'abri de l'air autant qu'aux soins apportés au vignoble.

Jacqueline Fénix avait fait le succès du Pot-au-feu d'Asnières par le charme de son accueil et le feu timide de son regard. Puis, directrice du prétextueux et médiocre Béguin, nous l'avions perdue de vue. Il faut bien vivre! Le Béguin (qui vient d'être racheté par un Libanais, me dit-on) fut pour elle une bonne école: de ce qu'il ne faut pas faire! La voici chez elle et à l'enseigne personnalisée de Jacqueline Fénix. La salle est petite, de bon goût, et la carte alléchante. Depuis le potage aux herbes du jardin (14 F), la terrine (20 F) remarquablement goudineuse et s'inspirant des exquises manières, la salade de champignons, concomres et crème de ciboulette (16 F) jusqu'aux desserts (charlotte au chocolat sauce aux grains de café, 20 F, feuilleté aux poires caramélisées, 16 F).

J'ai goûté un merveilleux turbotin rôti aux petits légumes (38 F), un ris de veau braisé aux saint-jacques (45 F) et une misonnée d'ennormes sauternes (34 F), véritable trouvaille d'un jeune cuisinier que, visiblement, sa patronne inspire de toute son expérience. A noter encore le sauté de canard aux

petits navets (36 F), le râble de lièvre à la crème fleurie moutardée (42 F), un feuilleté de saint-jacques au cerfeuil (30 F). La cave va s'organiser, mais le « Cellier du mois » propose un honorable petit bordeaux à 28 francs qui demande à être bu frais.

Si j'avais un léger — oh! tout léger — reproche à faire, ce serait le manque de lumière (mais c'est la mode et, de reste, au Grand Phoenix non plus on ne voit pas bien clair) et le pain d'usine (n'hésitez pas à le demander grillé, il sera meilleur). Mais combien les petits fours offerts avec le café sont bons — et originaux — de la tartellette au citron aux palmiers. Et combien l'on se sent ici de plain-pied avec l'hôte et ses recherches culinaires!

LA REYNIERE.

* Le Grand Phoenix, 11, rue Saint-Benoît (6^e). Tél. 260-57-41 (fermé dimanche).

* Jacqueline Fénix, 42, avenue de Neuilly, Neuilly-sur-Seine, Tél. 824-42-61 (fermé samedi et dimanche).

MIETTES

● Gilbert Lator, un de nos meilleurs sommeliers (et il ne sont pas si nombreux), vient d'entrer au Régence Plaza (où la cave est de qualité). Roland, le directeur, s'en réjouit autant que ses clients.

● Pluie de courrier depuis la rentrée à propos des petits déjeuners à l'hôtel, avec les confitures d'usine, le beurre en mini-paquets (ne pourrait-on, demande un lecteur, laisser au moins au client le choix de la confiture?). Et la même me signalant l'excellent thé et les exceptionnelles pâtisseries de Grandin, rue au Pain, à Saint-Germain-en-Laye, pour 15 F service compris, qualité de scandale une addition du Café de la Paix (un grand crème, un chocolat et deux tartellettes « de série » pour 28,70 F).

Taillevant : en progrès

Il y a longtemps que je n'avais pas repassé les « grands » en revue. Le lecteur se souvient peut-être du test de la salade de tomates? Il n'est pas question de redécouvrir, mais à l'heure où, se copiant les uns les autres, trop de restaurateurs succombent au snobisme d'une cuisine moins nouvelle que publicitaire tandis que d'autres, embarrassés de chefs sans imagination, en sont restés à la masse grande cuisine d'hier, il me paraît intéressant de situer la cuisine de ces restaurants de luxe chez qui un repas coûte à peu près 180 F.

Et si je commence par Taillevant c'est non seulement parce qu'il fut le dernier en date, à Paris, des « trois étoiles » mais parce que Jean-Claude Vrinat et son chef Deligne, tout en proposant une carte évolutive, sincère, souvent originale, considèrent qu'il faut « démolir le mythe de la nouvelle cuisine ». (Voir le Guide des meilleurs restaurants de France, par Nicolas de Rabaudy. Editions Latéa).

Alors le consommé aux huîtres et citron vert, la salade d'autruche aux écrevisses, les huîtres « florentine » (chaudes, aux épinards), la fricassée de poulet aux écrevisses, la fole de canard poché aux trois légumes, la glace au miel et au chocolat deviennent ici de grandes choses toutes

Cantarel
Déjeuners d'affaires
Le SOIR: un DINER de FÊTE pour 85 francs tout compris
12, Avenue du Maine (15^e)
Tél: 548.59.35
fermé Samedi midi et Dimanche

LA PETITE CHAISE
Fine cuisine dans un cadre d'époque
MENU: 28 F, vin compris
36, rue de Grenelle. — BAR. 13-35

Doucet-Est
R. r. du 8-Mai (50 m. GARE EST)
Rez-chaussée BRASSERIE
MENU 22 F et sa Carte
Choucroute Formulée avec Jambon
42 (2 pers.). Ses Plats du Jour
1^{er} étage REST. PANORAMIQUE
dans un cadre élégant - SALON
Spécial du Chef et POISSONS
Ouvert Jusq. 24 h. - 206-40-82

JOUR et NUIT
21, r. Berli, 12 h. à l'aube, ELY. 12-83
BANC D'HUITRES - SES VIANDES
les meilleures de Paris
Univers-Sport, 21 h. 30, menu 145 F TC

Julien
16, rue du Fg Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770 12 06
Tél. 770 01 11 h. 30, fermé le dim.

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUITRES
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

ELD LIVRE à DOMICILE
SON FOIE GRAS FRAIS
285-22-39

Environs de Paris
HALLES de RUNGIS - Autor. A6
10^e de Paris, face pavillon MARÉE
LA MARMITE
RUNGIS
HUITRES - POISSONS
menu d'affaire 55 F
DINERS DANSANTS
le samedi soir avec ORCHESTRE
4, Allée du BOURGNE RUNGIS
680 48 43
24h sur 24

Rive gauche
vibrail
montparnasse
déjeuners, dîners, soupers
tous les jours jusqu'à 4h du matin
et danses à notre club
c'est l'ambiance à Paris
10, rue de Valenciennes, 75013 Paris
Tél. 548.59.35

SULLY DAUPHINE 55, avenue Poche (10^e) **FACE au BOIS**
Dans le cadre 1830 - CUISINE FRANÇAISE TRADIT. - Des spécialités
Déj. 24 F. DINERS - PORTE DAUPHINE - SALONS - 553-25-47 (7. dim.)

LE PETIT ZINC
FLEURS DE MIEL FRAIS, VIN DE FRANCE
LE FURSTENBERG
André PERSAUD et son fils - Roger PARS - BORCH
à la bière et au vin de France
Le Mûche
HUITRES COQUILLAGES, SPECIALITES
25, rue de Buci - Paris 6^e

SIMON COGNI une sélection des vins les plus FINE HUITRES
DINERS SOUPERS DE 18 à 22 h
CHAMPS ELYSEES MED. 1500 - 1500
1500 - 1500 - 1500

dans un décor Belle Epoque
LE CAFE FRANÇAIS
5 OCTOBRE 1976
30 NOVEMBRE 1976
AUTOUR D'UN VIN DE LANGUEDOC FITOU
(appellation contrôlée)
et Spécialités régionales à discrétion
75 F tout compris.
CAFÉ FRANÇAIS
17, Bd St-Jacques
PARIS 14^e - Tél. : 689.69.80
+ Facilité de parking.
Le soir DINER 80 F
avec GEORGES MEZ
son piano
etc. etc.

Lyonnaises
A LA FOIX
— LE PATRON —
ALEX GUINI est chef
F. dim. 2, r. Châtelet (6^e) - 375-77-68

Rive droite
PIERRE
A la Fontaine Gallien
Grande cuisine
de tradition française (fermé dim.)
OPE. 67-04 - PLACE GALLIEN

LA RAPIERE
au HOTEL D'ANTAGNAN
Déjeuners d'affaires
SOUPERS
SPECIALITES REGIONALES
44, RUE TRUDERIE, 7^e 236 62 70

Château Léoville Las-Cases
GRAND CRU CLASSE CU MEDOC
tous les ans fait un grand vin

Dessirier
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, place Paraire, Paris 17^e - 754-74-14

AINSI FONT, FONT FONT...
L'histoire des marionnettes est un roman fabuleux qui a commencé il y a quatre mille ans. La revue l'Atelier des métiers d'art consacre la partie essentielle de son numéro de novembre (n° 13) à la renaissance de ces figurines, célèbres dans l'Égypte et la Grèce antiques, puis en Extrême-Orient et en Europe, au Moyen Âge.
Aujourd'hui, de jeunes artisans d'art adaptent avec talent les marionnettes à notre temps. Elles sont fantaisies, romantiques, réalistes ou ironiques, tous les genres sont représentés, des simples « doigts » de feutrine à l'« homme-oiseau » aux immenses ailes.
L'Atelier des métiers d'art présente toutes ses recherches sur les nouvelles marionnettes, indique les adresses de leurs créateurs, donne des conseils pour en fabriquer soi-même, ainsi que la référence d'ouvrages qui leur sont consacrés, et aussi la liste des endroits où elles sont manipulées ou exposées. Un sujet passionnant à explorer avant les fêtes de fin d'année.
J. A.
* L'Atelier des métiers d'art, 18, rue Wirtz, 75013 Paris.

GUIDE - FOURNEAUX
Le nouveau magazine la Table, mensuel pratique du mieux-vivre, édité par le groupe Bayard-Presses, ne veut être ni une encyclopédie culinaire ni un journal de gastronomie, mais plutôt, selon son rédacteur en chef, « un guide familial de l'alimentation ».
« Nous faisons deux repas par jour et aujourd'hui une femme sur deux travaille; tel est notre point de départ, explique-t-il. Nous informons nos lecteurs afin qu'ils puissent acheter au mieux (quels sont les produits de saison et comment les choisir?) et préparer leurs menus le plus rapidement possible ».
L'alimentation, c'est aussi la santé: sur les conseils de spécialistes et de médecins, les Français recherchent un nouvel équilibre alimentaire qui réponde à leurs besoins et à leur mode de vie. Enfin, la table a une fonction sociale: « Beaucoup de personnes hésitent à recevoir des amis, ne sachant comment le faire. Nous leur donnons des conseils, et des recettes pour recevoir simplement ».
Enfin, la revue répertorie une série d'adresses (où se loger, où manger lorsqu'on voyage en famille) et de « trucs » (congeler le gibier, réussir un cake, etc.).
* La Table, 7^e du numéro: 7 F (dans les kiosques).

EXPOSITION PIÈCES UNIQUES TISSÉES A LA MAIN
15-30 NOVEMBRE, 11 heures-19 heures
Dominique Jegou Claire Raulin
MAISON ALPES-DAUPHINE, 2 PLACE DU THEATRE-FRANÇAIS PARIS-1^{er}

Bien dormir sur un bon canapé!
Nous avons choisi cette semaine une chauffeuse sobre de ligne, très confortable et faisant un excellent lit de dépannage.
Prix à partir de 1.700 F.
Une boutique très spécialisée en canapés s'est ouverte à Saint-Germain-des-Près. Parmi un grand nombre de modèles.
LA GUERANDE
13 bis, rue de Grenelle
PARIS (7^e) - 543-33-32

SPÉLÉOLOGIE

SCIENCES

SPORTS

PRÈS LE RETOUR DE L'ÉQUIPE DE SECOURS

In spéléologue reste bloqué dans le Vercors

Les quatre sauveteurs qui étaient bloqués, depuis le mercredi 9 novembre, dans la grotte de Gournier (Isère), en sont sortis sains et saufs dans la nuit du 11 au 12 novembre. Le directeur des secours, M. Othman Sabat, a indiqué que les recherches allaient continuer pour retrouver le troisième spéléologue lyonnais, M. Michel Schmidt, qui avait été surpris avec ses deux compagnons, MM. Roland Chenevier et Daniel Trouilleux, par une brusque montée des eaux qui s'est produite durant le dernier week-end dans le réseau souterrain de Choranche.

DANS LA GROTTES DE GOURNIER

par PIERRE MINVIELLE

S'ouvrant par un haut porche au nord du cirque de Choranche, la grotte de Gournier est l'une des cavités les plus connues de la France souterraine. Avant-guerre déjà, les spéléologues du Club alpin français, notamment André Bourgin, Jean Daudon et Marcel Ichac, avaient localisé la coulée stalagmitique qui surplombe le lac souterrain dont la rive gauche occupe le vestibule de la caverne et découvre en amont de l'habitat un long et beau siphon fossile. A la fin de la deuxième guerre mondiale, Pierre Chenevier et son équipe découvraient à leur tour la présence d'une rivière souterraine au fond de la grotte et parvenaient à une salle où confluaient deux cascades.

En 1958, l'équipe du Spéléo-club de la Seine, sous la conduite de Georges et Alain Marbach et de Jean-Claude Dobrilla, poursuivait l'exploration au-delà de l'une de ces cascades, remontant un réseau souterrain jusqu'à un siphon situé à 270 mètres au-dessus de l'entrée de la grotte et à près de 7 kilomètres de son orifice. D'où provenait cette eau ? L'origine de cette circulation souterraine, jusqu'alors mystérieuse, fut éclaircie par une coloration effectuée par le S.C. de la Seine au fond de la grotte de Bury, une cavité du plateau de Presles qui domine le cirque de Choranche. La fluoroséne ressortit non seulement à Gournier, mais apparut aussi aux autres résurgences du cirque de Choranche : celle de Couffin et celle de Chevaline. Entre la grotte de Bury et la grotte de Choranche, une jonction pouvait-elle être établie ? Depuis dix ans, c'est cet espoir qui fait courir les spéléologues sous le plateau de Presles.

La descente de la grotte de Bury, par Marbach et Dobrilla, a permis d'atteindre un siphon situé à 354 mètres sous la surface du plateau. Remontant alors par les grottes de Couffin et Chevaline, les spéléologues établirent une jonction entre ces deux cavités. L'hydrologie souterraine du plateau de Presles s'en trouva, certes, améliorée, mais cette liaison ne résolvait ni l'interconnexion de toutes ces résurgences, puisque la

rivière de Gournier reste une circulation indépendante, ni la communication entre le delta de Choranche et la grotte de Bury.

Tenter de rattracher la partie basse et la partie haute de cette étrange circulation souterraine fut désormais le rêve de maints groupes de spéléologues, et notamment du Spéléo-Club de Lyon.

En 1974, sous la conduite de Roland Chenevier, le S.C. de Lyon s'attaqua à la grotte de Gournier et franchissait un siphon alimentant la deuxième cascade notée jadis par Chenevier. Un second cours d'eau était ainsi révélé dans cette grotte. Un cours d'eau qui descendait peut-être de la grotte de Bury ! Remontant le cours de cette seconde rivière, baptisée Affluent des Lyonnais, le S.C. de Lyon franchissait le 11 novembre 1975, un deuxième siphon et parcourait 1 200 mètres de galerie. On approchait de plus en plus la grotte de Bury. La topographie fit même apparaître la très grande proximité, tant en altitude que sur le plan horizontal, entre les extrémités des deux cavités. N'allait-on pas enfin réaliser cette jonction tant espérée ?

Dans ce but, l'équipe lyonnaise, qui connaissait parfaitement la grotte et le régime de ses eaux, choisit pour tenter sa chance, les premiers jours de novembre parce que cette période correspond à un étage de la rivière souterraine consécutif aux premières chutes de neige. Malheureusement, un imprévisible coup de foehn qui fit fondre la neige provoqua une très brutale montée des eaux dans tous les conduits souterrains du plateau de Presles au moment même où des pluies s'abattaient sur le massif.

Dans ces conditions, l'espoir de retrouver vivant Michel Schmidt, le troisième spéléologue, disparu dans Gournier, s'annula. Néanmoins, il convient de noter que, dans la partie précise où se déroulait la tragique expédition existait au moins deux secteurs fossiles : la galerie Blanche et la salle du S.C. de Lyon, que leur disposition met à l'abri des crues. La question est de savoir si la spéléologie dont on est sans nouvelles a pu se réfugier dans l'une de ces portions relativement sèches.

LE COMITÉ DES PROGRAMMES SCIENTIFIQUES DU CNES SERA PRÉSIDÉ PAR M. RAYMOND CASTAING.

M. Raymond Castaing, professeur à l'université de Paris-Sud, présidera le comité des programmes scientifiques du Centre national d'études spatiales (CNES), conformément à un récent arrêté du ministre de l'Industrie et de la Recherche qui, en outre, nomme les onze autres membres du comité (astronomes, météorologues, géophysiciens et physiciens) de ce comité.

En application du décret du 27 janvier 1976, qui a réorganisé le CNES, le comité des programmes scientifiques assiste le conseil d'administration du CNES et lui fournit avis et rapports sur l'activité scientifique des programmes de recherche en matière spatiale.

MÉDECINE

UN SOUTIEN-GORGE POUR DÉTECTER LES TUMEURS MAMMAIRES

Un « soutien-gorge thermocoloré » qui révèle la température des seins et met en évidence par des différences de couleur les zones plus chaudes, suspectées d'être cancéreuses, vient d'être mis au point par le professeur Gros (Strasbourg) avec l'aide d'une firme fabriquant des soutiens-gorge.

Les cellules tumorales sont plus actives que les cellules normales, notamment à cause de leur vitesse de multiplication, et dégagent, de ce fait, plus de chaleur. C'est pourquoi l'un des méthodes de détection du cancer repose sur ce principe : c'est la thermographie.

Le professeur Gros a eu l'idée d'adapter cette technique au diagnostic particulier des tumeurs mammaires. Elle consiste en une imprégnation des soutiens-gorge par des cristaux liquides qui ont la particularité de se colorer différemment en fonction de la chaleur. Cependant, un même modèle ne peut servir pour toutes les femmes, et cette prototype différencie les tailles de façon à être bien adaptées. Ces soutiens-gorge varient d'une part en fonction de la grosseur des seins et d'autre part en fonction de la chaleur initiale du sein. On distingue, en effet, des femmes « à seins chauds » et des femmes « à seins froids ».

Ce soutien-gorge thermocoloré, a souligné le professeur Gros, doit être utilisé exclusivement aux médecins, et il n'est nullement envisagé de le mettre en vente à la disposition de tous.

FAITS DIVERS

● Une jeune fille originaire des Ardennes, 20 ans, décédée dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 novembre dans des conditions mystérieuses au centre d'insertion des services de l'Intendance d'Angoulême (Charente). Il a été retrouvé mort, vers six heures du matin, devant la porte d'entrée du bâtiment où il logeait. L'autopsie, demandée par le juge d'instruction, a fait apparaître que le décès était accidentel. Une information pour rechercher les causes de la mort a été ouverte et une commission rogatoire délivrée aux gendarmes.

● Une explosion s'est produite vendredi matin 12 novembre à 6 heures dans un atelier de peinture, à l'usine des cycles Peugeot de Beaulieu-Mandeure (Doubs). Dix-huit personnes ont été blessées et deux d'entre elles, grièvement brûlées, ont dû être transportées à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon. Selon les premières constatations de la gendarmerie de Valentigney, l'accident aurait été provoqué par la mort a été ouverte et une commission rogatoire délivrée aux gendarmes.

● Droque : une nouvelle victime. — Après le décès, lundi 8 novembre, dans la région toulousaine, d'un jeune homme, Daniel Casale, dix-huit ans, victime d'une dose massive d'héroïne (le Monde du 11 novembre), un étudiant parisien, âgé de dix-sept ans, est mort, mercredi 10 novembre, de la même façon. Le jeune homme, qui se trouvait mercredi soir avec plusieurs autres personnes dans un studio situé 18, rue Condorcet à Paris (9^e), s'était, en leur compagnie, injecté une solution d'héroïne et de caféine. Pris de malaise, il devait décider sans avoir repris connaissance, malgré l'intervention d'un médecin et du service d'aide médicale urgente (S.A.M.U.).

LES FÉDÉRATIONS FRANÇAISES FACE A L'HORIZON 80 DES JEUX OLYMPIQUES

ESCRIME : priorité aux clubs et à la décentralisation

Priorité aux clubs et à la décentralisation, cette orientation définie par la Fédération française d'escrime a déjà fait ses preuves si l'on en juge par l'expérience de la Fédération de judo. Dans bien des cas, en revanche, la politique de décentralisation n'est qu'à l'état d'ébauche, ce qui semble porter préjudice à bien des disciplines sportives. « Le Monde » des 9, 11 et 12 novembre.

Il faudra s'y habituer. On ne reverra plus quelques-uns de ces escrimeurs qui depuis les Jeux olympiques de Tokyo en 1964 ont maintenu l'escrime française parmi les meilleures du monde. Christian Noël, champion du Monde de fleuret 1973 et 1975, et cinq fois médaillé aux Jeux, abandonne la compétition avec Jacques Lode-gallerie, médaille d'argent à l'épée, à Munich, de même que Bernard Dumont et sa femme Brigitte, médaille d'argent par équipe à Montréal. Daniel Revault et Bernard Talvard n'ont pas encore pris de décision.

Une médaille d'argent (fleuret dames par équipe), deux médailles de bronze (Bernard Talvard et fleuret messieurs par équipe) et deux médailles d'argent (Christian Noël et fleuret messieurs par équipe). Dans la grille de la délégation olympique française, les escrimeurs se sont une nouvelle fois mis en lumière en gagnant à eux seuls le tiers de nos médailles. S'il se montre quantitativement satisfait par ce résultat, M. Jacques Donnadieu, le directeur technique national, ne cache pas qu'il a été très agréablement surpris par les dames, mais aussi un peu déçu par les fleuretistes qui détenaient en 1976 les deux titres mondiaux individuels (Christian Noël) et par équipe.

L'équipe de Moscou

Cette déception est d'autant plus compréhensible que la victoire de l'Italien Dai Zotto et plus encore celle de l'équipe de République fédérale d'Allemagne, traduit un recul des ferrailliers classiques au profit de fleuretistes proches des épéistes. Pour

M. Donnadieu, c'est un problème d'arbitrage qui devra être résolu avant les Jeux olympiques de Moscou en 1980.

Les générations spontanées n'existant pas en escrime, sport qui réclame de nombreuses années d'apprentissage technique, les responsables de la Fédération française (F.F.E.) connaissent déjà l'ossature de leur équipe pour les Jeux de Moscou. Sauf accident, on devrait retrouver au fleuret Frédéric Pietruska (22 ans), Didier Flament (25 ans) et Bruno Boscherie (24 ans), à l'épée Philippe Boisse (21 ans) et Philippe Riboud (19 ans), au sabre Philippe Bena (34 ans) et Patrick Quivrin (24 ans) et au fleuret féminin une équipe particulièrement redoutable avec Brigitte Ladrille (18 ans), Christine Fazio (25 ans), Pascale (19 ans) et Véronique Trinquet (20 ans), et peut-être Claudie Josland (30 ans).

Pour leur préparation, la F.F.E. fera plus que jamais confiance aux clubs. L'échec relatif des sections sport-études de Font-Romeu et de Bergerac et la possibilité pour un escrimeur de se maintenir au meilleur niveau en consacrant à l'entraînement deux à trois semaines de deux heures par semaine, écarte à la F.F.E. la mise en place d'usines à champions.

Dans les années à venir, les efforts de la fédération devront porter sur un élargissement du recrutement pour permettre à l'escrime de sortir de ses centres traditionnels. Nul ne songe à nier qu'il existe un problème d'encadrement. Les maîtres d'armes, formés à raison d'une vingtaine par promotion et à raison de deux années d'études à plein temps à l'Institut national des sports, préférant le plus souvent rester dans la région parisienne où la clientèle est la plus large. Une formation décentralisée dans les C.R.S.P.S. (Centres régionaux d'éducation sportive) permettrait d'être de la région d'origine. Un effort devrait d'autre part être fait pour mieux intégrer et intéresser les maîtres d'armes à la marche des clubs. Enfin plusieurs mesures ont été prises pour que les clubs de province puissent conserver les meilleurs éléments qu'ils ont formés.

Ainsi, depuis cette année, un escrimeur n'est plus obligé d'être licencié dans la ville où il réside. La fédération a d'autre part multiplié les compétitions inter-régionales et les stages régionaux, surtout chez les cadets.

Moins de leçons

Pour provoquer l'intérêt des jeunes, la pédagogie de l'escrime a été modifiée. Elle comporte désormais moins de leçons et beaucoup plus d'assauts. Avec les fédérations de lutte et de tennis, la F.F.E. avait créé des centres d'initiation, intégrés par la suite aux centres d'animation sportive (C.A.S.).

Plus de 10 000 fleurets en fibre de verre ont été mis gratuitement à la disposition de 110 CAS où les jeunes peuvent être initiés gratuitement à l'escrime pendant deux trimestres avant d'être dirigés vers les clubs.

Ces efforts ont déjà porté leurs fruits puisque de 1973 à 1976, les effectifs de la F.F.E. sont passés de 17 000 à 25 000 licenciés, soit une progression de 48 %. Jugée anachronique par certains, l'escrime n'a jamais été aussi populaire en France. Quelle discipline peut, en effet, permettre à ses champions de briser des médailles olympiques en menant une vie « normale » grâce à un entraînement limité à six heures par semaine ?

GÉRARD ALBOUY.

Prochain article :

GYMNASTIQUE : POUR UNE EXTENSION GÉOGRAPHIQUE DES CHANGES

HIPPISME. — Le prix Week-end, disputé jeudi 11 novembre à Auteuil et réservé aux paris couplés et tiercés, a été remporté par Dark-Prince (509), suivi de Cambero (512) et de Mésah (513). La combinaison gagnante est donc : 5, 12, 13.

Un événement dans le monde du salon cuir : Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans le cuir. C'est le CUIR CENTER, le « salon des salons cuir ».

Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleures productions internationales de sièges.

Une opération prix verté sur le cuir. En réunissant cent salons cuir sur une même surface, CUIR CENTER peut enfin offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu (les exemples ci-dessous en témoignent). Venez vous en assurer en explorant jusqu'à 22 h le monde vivant du cuir authentique.

SEUL A PARIS: 100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000 à 6.000 f.

Copacabana

Sully

de 6.000 à 9.000 f.

Atlanta

Bahia

Amboise

de 9.000 à 11.000 f.

Cheronozeux

Balmoral

Californie

Miami

de 11.000 à 15.000 f.

Chevron

London

Philadelphie

de 15.000 à 20.000 f.

Un salon cuir "Texas" 5 places. Prix d'ouverture 3950 f. (quantité limitée). Le salon 5 places 175 x 175 cm. Le salon 3 places 175 x 175 cm.

Vous êtes résolument moderne, vous êtes amateur de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du siège cuir. Nos prix s'entendent toutes taxes comprises. Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

LE CUIR DÉFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DÉFIE LES PRIX

176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS
Ouvert : lundi de 14 h à 19 h 30 - samedi de 10 h à 19 h 30
Indépendant dans l'indépendance de 10 h à 22 h
Tel. 378.36.13/35.68/35.69 - Paris (10^e) - Paris (10^e)
REI : Notion - METRO - Alexandre Dumas - Philippe Auguste

lettre ouverte à roche-bobois

Messieurs, Votre catalogue 1977 vient de paraître. C'est certainement un événement dans le monde du mobilier contemporain. J'espère y découvrir des idées nouvelles et y trouver des exemples et des conseils de décoration.

J'ai bien noté que les catalogues de décoration sont devenus de plus en plus nombreux. Cependant, je souhaite que vous ne le fassiez parvenir ci-joint 7 francs en timbres (ou en chèque postal ou bancaire) que vous ne remboursez en cas d'achat.

nom :
adresse :
ville :

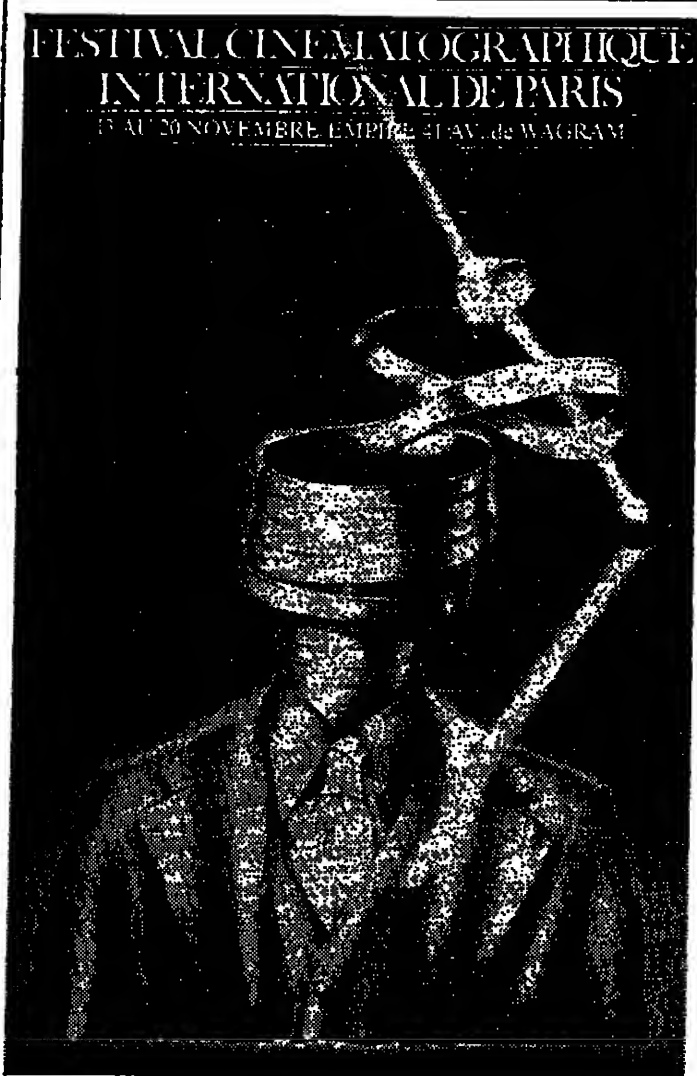
Si vous avez "une" des catalogues de vente, vous serez certainement remarqué que les catalogues de vente de 1977 ont été conçus par des professionnels de la décoration. Ils sont conçus pour vous aider à choisir les meubles, les sièges et les objets de décoration. Ils sont conçus pour vous aider à choisir les meubles, les sièges et les objets de décoration.

VIEN DE PARAÎTRE LE CATALOGUE ROCHE-BOBOIS

Le catalogue R-B 77 (148 pages, couleurs - 416 photos couleurs - 2979 articles référencés - 144 croquis) est le reflet le plus actuel de tout ce qui concerne les meubles, les sièges et leur environnement.

Demande à adresser à ROCHE-BOBOIS B.P. 275-08 75404 PARIS CEDEX 08.

Le catalogue vous sera envoyé par votre magasin régional.



FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE PARIS
13 AU 20 NOVEMBRE EMPIRE ET AV. de WAGRAM

SAMEDI 13

SELECTION OFFICIELLE : CŒUR DE VERRE
de Werner Herzog / R.F.A. / 11 h - 15 h - 21 h

PREMIERE VISION EN FRANCE : DERSU UZALA
de Akira Kurosawa / Japon / 11 h - 17 h - 19 h 30

PANORAMA 76 : LE RETOUR DU FILS PRODIGE
de Youssef Chahine / R.A.U. / 9 h - 15 h - 17 h 30

INCUNABLES : LA FIN DU MONDE
de Abel Gance / France / 9 h - 15 h 30 - 20 h

PRESENCE DU CINEMA ALLEMAND :
STADT UND LAND UND SO WEITER
de Manfred Blank / 11 h - 17 h 30 - 20 h

REGARD SUR LE CINEMA SOVIETIQUE :
L'AMOUR TERRESTRE
de Evgenii Matvelev / 13 h - 17 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINEMA JAPONAIS :
L'ANGE IVRE de Akira Kurosawa / 9 h - 13 h

CINEMA ITALIEN DES ANNEES 30 : SOLE / 1860
de Alessandro Blasetti / 11 h - 21 h 45

DIMANCHE 14

SELECTION OFFICIELLE : LE COUP DE GRACE
de Volker Schlöndorff et Margarethe von Trotta / R.F.A. / 9 h - 13 h - 20 h

L'OMBRE DES CHATEAUX
de Daniel Duval / France / 11 h - 15 h 30 - 22 h

PREMIERE VISION EN FRANCE :
REQUIEM POUR UN REVOLUTIONNAIRE
de Ferenc Grunwaldsky / Hongrie / 11 h - 17 h 30 - 20 h

PANORAMA 76 : SAFRANA ou le droit à la parole
de Sydney Sokhona / Mauritanie / 9 h - 15 h - 17 h 30

INCUNABLES : LA ROUE (1ère partie)
de Abel Gance / France / 9 h - 15 h 30 - 20 h

PRESENCE DU CINEMA ALLEMAND :
LA DECHANCE DE FRANTZ BLUM
de Reinhardt Hauff / 11 h - 17 h 30 - 20 h

REGARD SUR LE CINEMA FRANÇAIS :
DES JOURNEES ENTIERES DANS LES ARBRES
de M. Duras / 13 h - 15 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINEMA SOVIETIQUE :
LES TZIGANES MONTENT AU CIEL
de Emilie Lotianu / 13 h - 17 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINEMA JAPONAIS :
LE DUEL SILENCIEUX de Akira Kurosawa / 9 h - 13 h

CINEMA ITALIEN DES ANNEES 30 :
VECCHIA GUARDIA
de Alessandro Blasetti / 11 h - 21 h 45

HOMMAGE A JEAN GABIN / OLYMPIC ENTREPOT
Sam. : La belle équipe / Dim. : Gueule d'Amour

PRESENCE DU CINEMA SOVIETIQUE / THEATRE 71
Sam. 20 h 30 : L'Etoile / 22 h : La pomme rouge
Dim. 15 h : Comment le tsar Pierre le Grand...
17 h : L'eau vivante

Renseignements et réservations :
L'EMPIRE. Tél. : 766-59-19.
Prix : 10 F double séance (9 h. et 11 h.).
15 F autres séances, 10 F moins de vingt-cinq ans.
Abonnement : 150 F (vingt séances)

Concerts Barg

GRANDS CONCERTS PLEYEL

Lundi 15 NOVEMBRE
ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA
DIRECTION : George MALCOLM
Solistes : George MALCOLM (Clarinet), José Luis GARCIA (Violon), Neil BLACK (Hautbois), John WILSON (Trompette), Felicity PALMER (Chœur)
Programme BACH

Lundi 22 NOVEMBRE
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE LA RADIO DE FRANCFORT
DIRECTION : Eliane INBAL
Solistes : Ettore RICCI (Violon)
Programme : Beethoven, Brahms, Strauss
SALLE PLEYEL 20h.30
LOCATION : SALLE, DURAND, FNAC et AGENCIES

THEATRE D'ORSAY

CRENAUD-BARRAULT

une création à Paris
avec **François Périer**

EQUUS
de Peter Shaffer
adaptation **Matthieu Galey**
mise en scène **John Dexter**
avec la collaboration de **Riggs O'Hara**

tous les jours 20 h 30 sauf lundi
matinées dimanche 14-21-28 à 15 h et 18 h 30

PETIT ORSAY
jusqu'au 21 novembre
20 h 30 sauf lundi - dimanches 14 et 21 à 15 h

Madeleine Renaud
Oh ! les beaux jours
de Samuel Beckett
mise en scène **Roger Blin**
Z. quai Anatole France - 548.38.53

Mairie de LA COURNEUVE
Dimanche 14 novembre - 15 h.

Aline VAN BARENTZEN
pianiste
SCHUMANN - CHOPIN - DEBUSSY
VILLA-LOBOS
Places 10 F - Etud., Assoc., M.J.C.,
adher. de bibliothèque : 6 F

STUDIO CUJAS
L'ENFANT SAUVAGE
de François Truffaut
20, RUE CUJAS - 033-89-22

RACINE 14 JUILLET BASTILLE 14 JUILLET PARNASSE

LE GRAND SOIR
un film de Francis Reusser

ST-ANDRÉ-DES-ARTS 14 JUILLET BASTILLE 14 JUILLET PARNASSE

SARTRE
par lui-même
un film réalisé par alexandre astruc et michel contat

LESIE CARON
BULLE OGIER
MARIE-FRANCE PISIER
CORIN REDGRAVE

SERAIL
Un film d'EDUARDO DE GREGORIO

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 19 h 30 : Il Trovatore.
Comédie-Française, 20 h 30 : La Comédie; le Jeu de l'amour et du hasard.
Châtelet, salle Gémier, 20 h 30 : Solitude, la nuit.
Odéon, 20 h 30 : Il Campiello.
TGP, 20 h 30 : Comme il vous plaira.
Félicité, 20 h 30 : Dialogues d'artistes.

Les salles municipales
Nouveaux Carrés, 15 h 30 : Cirque à l'antienne; 20 h 30 : Parole de femme (salle Papin); 21 h 45 : Le Sang épais de l'aube.
Théâtre de la Ville, 18 h 30 : Zone; 20 h 30 : La Visite de la vieille dame.

Les autres salles
Ateliers, 21 h : Monsieur chameau.
Athénée, 21 h : le Séquoia.
Bibliothèque-Opéra, 21 h : la Servante.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Espérance, 21 h : Xuro.
Centre culturel du XVII^e, 21 h : le Sang épais de l'aube.
Centre culturel apollinaire, 20 h 30 : La Lutte des cerceaux.
Comédie Caumartin, 21 h 10 : Boiling-Boiling.
Coupe-Chou, 20 h 30 : Je m'imagine pas ma vie demain; 21 h 30 : On l'a vu les beaux jours.
Dancourt, 21 h : Portrait de Dorian Gray.
Edouard-VII, 21 h : Amphitryon 38.
Elysée-Montmartre, 20 h 30 : Cinéma Lacaze.
Espace Cardin, 21 h : le Genre humain.
Galerie 33, 21 h : Volpone.
Gymnase-Mairie-Peet, 21 h : Une aspirine pour deux.
Huchette, 20 h 45 : la Cantatrice chauve.
La Bruyère, 21 h : Pour 100 briques.
Les plus rien maintenant.
Machinisme, 20 h 30 : Feu de vache.
Mathurins, 20 h 45 : les Mains sales.
Michel, 21 h 10 : Happy Birthday.
Michelet, 20 h 45 : Asaph.
Madame.
Montparnasse, 21 h : Qui est qui?
Moutier, 20 h 30 : Môme beure.
Moutier, 20 h 30 : la Mueuse.
Nouveautés, 21 h : Nina.
Œuvre, 20 h 45 : le Secourable.
Palace, 21 h : les Troubadours.
Petite salle, 19 h : Paris c'est grand.
Palais-Royal, 20 h 30 : la Cage aux folles.
Plaisance, 20 h 30 : Ils sont là.
Poche-Montparnasse, 20 h 45 : Isaac et la sage-femme.
Récamar, 20 h 45 : Tout contre un petit bois.
Saint-Georges, 20 h 30 : Lucienne et le boucher.
Studio-Théâtre 14, 21 h : le Médicinal malgré lui.

Le jazz
American Center, 21 h : Semolina.
La danse
Palais des congrès, 20 h 45 : le Ballet Moissai.
Centre culturel du Marais, 21 h : Port Modern Américain.

Le music-hall
Bobino, 20 h 30 : Georges Brassens.
Cité de la Musique - Olympia, 20 h 45 : Guy Béart.
Olympia, 21 h 30 : Michel Sardou.
Salle Pleyel, 21 h 15 : Georges Charrier et Josy Green.
Théâtre Antoine, 20 h 30 : les Frères Jacques.
Théâtre de l'Empire, 20 h et 22 h : Dionne Warwick.
Théâtre Fontaine, 21 h : Brigitte Fontaine et Araki.

Les chansonniers
Caveau de la République, 21 h : Secs sans provisions.

THÉATRE DE LA RUE D'ULM
LA MÉTAPHYSIQUE D'UN VEAU A DEUX TÊTES
de Witkiewicz

U.G.C. OPÉRA LUXEMBOURG
STUDIO 61 LE COEUR
"moi, pierre riviére, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère..."
un film de rené allio
"Une date dans l'histoire du cinéma..."
NOUVEL OBSERVATEUR

DANS QUELQUES JOURS

LESIE CARON
BULLE OGIER
MARIE-FRANCE PISIER
CORIN REDGRAVE

SERAIL
Un film d'EDUARDO DE GREGORIO

Interdit aux moins de treize ans

SOCIÉTÉ

UN COLLOQUE INTERNATIONAL

L'enfant dans la société industrielle

L'enfant dans la société industrielle a été le thème de journées d'études et d'information, réunies à l'Institut de formation, de recherche et de promotion (IFOREP) de Bures (Yvelines). Cent cinquante personnes venues d'une dizaine de pays y ont participé.

Invités par l'Association des francs et francs camarades (animée par des socialistes) et l'International Falcon Movement (mouvement international d'enfants, socialiste), les participants représentaient notamment des associa-

tions d'enfants et de jeunes (françaises et étrangères), des comités d'entreprise, des municipalités de gauche et des centres de loisirs. L'école, la famille, les conditions de vie et de travail, l'environnement, les loisirs, les actions locales, les migrations des adultes ont à tour de rôle été en question, mais peu de réponses ont été apportées, beaucoup de participants étant venus plus pour s'informer que pour faire part de leurs expériences. Ce sont surtout les conférences d'introduction aux groupes de travail qui ont marqué les journées.

La question est moins, selon lui, de savoir si la démocratie peut exister entre adultes et enfants, mais si on la veut. A cette volonté passe notamment par le biais d'une « éducation à la responsabilité » pour « former les citoyens ».

Partant de cette constatation, un groupe de travail devait étudier comment on pourrait « démocratiser » les relations adultes-enfants. Mais s'est contenté d'acquiescer aux propos de M. Belbenoit, inspecteur général de l'instruction publique.

La question est moins, selon lui, de savoir si la démocratie peut exister entre adultes et enfants, mais si on la veut. A cette volonté passe notamment par le biais d'une « éducation à la responsabilité » pour « former les citoyens ».

appelant ces deux thèmes — et s'intéressant plus particulièrement à la seconde. — M. Georges Snyder, professeur de sciences de l'éducation, marxiste, les estime néanmoins dépassées par ce qu'il appelle « le double usage des enfants du prolétariat ». Ceux-ci, selon lui, souffrent d'un certain nombre de handicaps que l'école n'a pas créés mais qui sont au contraire extérieurs et extérieurs à l'école. Il en cite pour preuve d'autres conséquences des inégalités sociales : mortalité infantile plus grande dans les familles ouvrières, différence de taille et de poids en défaveur de leurs enfants, absentéisme par petites maladies plus important que dans les milieux favorisés. En même temps, ces enfants sont « porteurs de problèmes de qualité de personnalité ».

Les enfants du prolétariat « pensent beaucoup moins à l'avenir que les enfants bourgeois. Ils connaissent la joie du présent, ils sont plus près du réel et l'école doit leur donner « les moyens d'agir sur ce réel, de le modifier ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ». En donnant davantage de place au présent et en élargissant à partir de là les intérêts des enfants, l'école progresserait, à l'avis de M. Snyder, « empêchant pas les enfants bien élevés de réussir, mais ils réussiraient avec cette sorte de conviction qui leur manque souvent ». L'école pour lui est donc le lieu privilégié de la lutte pour une société rénovée.

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Si l'école actuelle ne parle pas aux enfants du présent, c'est, selon lui, que « la classe dominante redoute de parler du présent, elle ne se sent guère triomphante ».

Quatre cents psychologues sont réunis à Antibes

Le cinquième congrès du Syndicat national des psychologues s'est ouvert, vendredi 12 novembre, à Antibes. Plus de quatre cents délégués débattent sur le thème « Le psychologue et la santé ». Jusqu'au dimanche 14 novembre. M. Bernard Garon, psychologue à Chambéry, nous a adressé des réflexions sur ce métier, paradoxalement sans statut précis mais fort à la mode.

POINT DE VUE

Un métier sans statut

par BERNARD GARON (*)

L'ECART n'a jamais été aussi grand entre la vogue actuelle de la psychologie et la situation des véritables praticiens de la psychologie que sont les psychologues.

L'absence de réglementation dans l'exercice de la profession a conduit à la multiplication des incompétences, des charlatans qui s'adonnent à la psychologie dans un but lucratif en la proposant comme idéologie. La possession du sens psychologique est dérisoire face au développement de la science. Ceux qui entretiennent la confusion veulent créer un corps de subalternes et, par conséquent, diviser une profession à leur avantage. Faut-il croire qu'en dehors de la sphère médicale il n'y ait point de salut, alors que les psychologues sont au moins aussi bien formés que d'autres professionnels comme les chirurgiens-dentistes ou les pharmaciens ?

L'exemple de sous-qualification concerne les psychologues scolaires à qui l'on donne généralement deux années de formation après qu'ils aient exercé le métier d'instituteur. Bon nombre d'entre eux aspirent à devenir des psychologues authentiques ; à cet effet, ils poursuivent leurs études en suivant le cursus universitaire.

Les contradictions abondent au sein des ministères, des réformes universitaires. D'un côté, il a été reconnu la nécessité d'une formation de haut niveau à caractère professionnel se situant dans le cadre du troisième cycle. De l'autre, la réforme du deuxième cycle aboutit à la création de pseudo-psychologues au mépris des garanties qu'est en droit d'exiger le public. Il n'est pas tenu compte de la formation réelle des psychologues, comme l'exige le ministère de la santé dans son recrutement.

Actuellement, les psychologues français reçoivent une formation théorique et pratique de cinq à six années d'études universitaires. En outre, pour un grand nombre, ils acquièrent une compétence parmi les domaines variés de la psychothérapie.

L'image du psychologue testeur s'enrichit complètement dépassée. Son savoir-faire et son savoir-être s'équilibrent pour se mettre à l'écoute de la souffrance psychique, en permettant de restituer l'autonomie et force d'agir.

Les exigences légitimes des praticiens pour mettre fin à une situation intolérable peuvent se résumer ainsi : création d'un diplôme national de psychologue ; définition d'un statut régissant les conditions d'exercice de la profession pour l'ensemble des secteurs d'application de la psychologie ; législation du code de déontologie élaboré par la Société française de psychologie en 1961, en vue de protéger l'intimité des êtres, leur liberté individuelle ; utilisation et extension de la nomenclature qui existe à la Sécurité sociale en ce qui concerne les actes psychologiques ; rémunération décente des praticiens en rapport avec leur formation.

La France est un des rares pays européens à ne pas avoir favorisé la mise en place de la profession de psychologue. Les praticiens demandant que soit reconnu leur rôle ; il ne peut exister de politique de la santé en maintenant les psychologues dans une non-responsabilité.

(*) Psychologue.

AU COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

Mme Madeleine Vincent : la crise morale entretient les préjugés à l'égard des femmes

Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique du P.C.F., a présenté mercredi 10 novembre, devant le comité central de son parti, un rapport sur la situation des femmes, rapport publié dans l'Humanité du 12 novembre. Dans ce texte, Mme Vincent rappelle que plus de six millions et demi de femmes sont salariées, et ajoute : « Il faut avoir le cynisme de M. Giscard d'Estaing pour considérer comme il le fait dans son nouveau recueil de promesses que le statut de la femme est régi du point de vue économique et juridique. » Niant l'existence d'une « condition féminine » qui gommerait l'appartenance à des classes sociales différentes, la responsable communiste dénonce les inégalités de salaires et de promotion dont sont victimes les femmes et estime que « la crise morale de cette société entretient les préjugés, les idées, et les attitudes réactionnaires à l'égard des femmes ».

Après avoir expliqué que le XXIV congrès du P.C.F. ouvre aux femmes « une vie heureuse, une dimension féminine de la liberté » et leur permet d'être « responsables », Mme Vincent ajoute : « La question de la sexualité apparaît elle-même comme une grande question sociale et humaine. L'éducation sexuelle, la contraception, donnent aux femmes la maîtrise d'elles-mêmes ; elles ont pu ainsi une plus grande liberté. Les aspirations des femmes à l'égalité, à la dignité, au bonheur se traduisent dans la recherche de relations nouvelles dans le couple, où la personnalité de chacun sera valorisée. (...) Pour les femmes, il n'y a pas deux destins : lutte de classes et lutte entre les sexes. Il y a les multiples aspects économiques, sociaux, idéologiques, moraux, d'une même lutte, celle qu'il faut mener avec la classe ouvrière et les forces démocratiques. »

En conclusion, le rapporteur indique que le P.C.F. compte dans ses rangs près de cent quatre-vingt mille femmes, soit 30 % des effectifs. Elles représentent 21 % des membres des comités fédéraux, 27 % des nouvelles promotions. Lors des élections municipales, 30 % des candidats du parti communiste seront, en principe, des femmes.

Pierre Chaunu

les Amériques 16° 17° 18° siècles

De l'Amérique ignorée à l'Amérique conquise, de l'Amérique dominée à l'Amérique qui se libère, une histoire globale à travers le temps et l'espace.

ARMAND COLIN

Les pays nordiques. En direct. Tous les jours.

En exclusivité : les 4 capitales en direct.

Air France est la seule compagnie à offrir des liaisons directes et quotidiennes avec Stockholm, Helsinki, Oslo et Copenhague, les quatre capitales des pays nordiques.

Stockholm, Helsinki : les premiers chaque matin.

Air France met au service des hommes actifs le premier vol de la journée à destination de la Suède et de la Finlande. Sept jours sur sept, départ de Roissy à 10 h, arrivée à Stockholm à 12 h 50, à Helsinki à 15 h 20.

Oslo quotidien.

Chaque matin, Air France prend la route de la Norvège en passant par Copenhague. Départ Paris 10 h, arrivée Oslo 13 h 35.

Copenhague : 20 fois par semaine.

Air France dessert la capitale danoise chaque matin (départ 10 h, arrivée 12 h), chaque après-midi sauf le samedi (départ 15 h 35, arrivée 17 h 35) et chaque soir (départ 19 h 20, arrivée 21 h 20).

A bord, la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français. Le service est à la française. Et les journaux, français ou étrangers, sont ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

Pour être les premiers dans les pays nordiques, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

MARIE-LOUISE

52 Champs-Élysées, Paris

Défilés de Mode collections

coktails fourrés
DEMAIN SAMEDI de 14h à 19h

Du 2

au 20 Novembre

100 ANTIQUAIRES et BROCANTEURS

au 2^e étage du Magasin 2

AU BON MARCHÉ

Métro-Bus Sévres-Babylone

Parking Boucicaut

le MAROC

toute l'année au départ de sète

à destination de tanger

avec votre voiture

UN DÉPART TOUS LES 4 JOURS

AGADIR COMANAV ferry

Votre agence de voyages vous fournira tous renseignements pour l'organisation de vos séjours ou voyages touristiques au MAROC avec votre voiture en hôtel-pension ou demi-pension.

Pour les touristes visitant le MAROC l'essence coûte 30 % moins chère.

Documentation et renseignements : COMANAV 43, avenue des F.A.R. CASABLANCA Maroc Tél. 22825

Téléphone direct 19 (212) 27.56.16

En FRANCE : SNCM 61, bd des Dames 13002 MARSEILLE

Tél. (91) 91.90.20



Du 2

au 20 Novembre

100 ANTIQUAIRES et BROCANTEURS

au 2^e étage du Magasin 2

AU BON MARCHÉ

Métro-Bus Sévres-Babylone

Parking Boucicaut



Opel EuroKadet

LAMAREX AUTOMOBILES S.A.
130, rue de Valenciennes
PARIS 10^e TEL. 076.88.92.

Du 2

au 20 Novembre

100 ANTIQUAIRES et BROCANTEURS

au 2^e étage du Magasin 2

AU BON MARCHÉ

Métro-Bus Sévres-Babylone

Parking Boucicaut

Reportage.
Une journaliste de ELLE dans un ghetto noir d'Afrique du Sud.
Elle témoigne.
Cette semaine dans Elle.

(Publicité)
IMPORTANT
INSTITUT DE RECHERCHE
situé à Rome (Italie)
recherche
des spécialistes de la micro-économie, de la macro-économie et de l'économie du travail du docteur.
Une parfaite connaissance de l'anglais comme langue de travail et une connaissance partielle de l'italien sont exigées.
La rémunération est concurrentielle avec celle des universités américaines et se base sur l'expérience.
Adressez le curriculum vitae à B.P. 10807, 00100 ROME.

(Publicité)
LES PRIMES D'ASSURANCES
DÉSORMAIS PAYABLES...
AVEC UNE CARTE DE CRÉDIT
grâce à un accord (qui est aussi une « première ») du Groupe Zurich et d'Eurocard.
Du côté des assurances, le Groupe Zurich innove très résolument puisqu'il permet à ses assurés de régler désormais leurs primes à crédit.
Et pour les sociétés de crédit, c'est un nouveau secteur d'activités qui vient de leur ouvrir la Société Française de Cartes de Crédit, qui gère Eurocard.
Après plusieurs mois de négociations, l'accord vient en effet d'être signé entre les deux sociétés.
Accord d'où il résulte que, dès maintenant, tout client du Groupe Zurich possesseur d'une carte Eurocard pourra :
• faire enregistrer le paiement de sa prime à la Zurich avec sa carte Eurocard, et ne régler Eurocard qu'en fin de mois sur relevé ;
• ou bien, utilisant la formule de crédit Eurocard, échelonner sa prime sur une période qui peut s'étendre jusqu'à 24 mois.
Et pour la Zurich et pour Eurocard, c'est donc un tout nouveau service offert au public.

Les livres intéressants qui paraissent.
De Karl Marx à Babar.
Cette semaine dans Elle.

(Publicité)
GRUMES DE BOIS AFRICAINS
ACHETEUR : Arab Timber Co., Boite Postale 130, Lattakieh, République Arabe Syrienne.
BESOINS : 30.000 m³ (plus ou moins 10 %) de grumes de bois africains, récemment coupées, convenant à la fabrication de contre-plaqué et traitées chimiquement aux insecticides pour bois.
CLASSIFICATION : L.M. : 50 % min. A, 35 % max. B et 15 % max. C des types suivants :
— 3.000 m³ de Séhli, 8.000 m³ d'Acjou, 8.000 m³ de Tiana, 5.000 m³ de Samba, 4.000 m³ de Ioli, 2.000 m³ de Condroti.
Diamètre : 70 à 120 cm avec une tolérance de 10 % de 60 à 80 cm. Longueur : 450 cm et au-dessus. Indiquer les prix C et F livrés bateau et FOB par m³ en francs français uniquement, sur une facture pro forma en huit exemplaires. Le soumissionnaire devra s'engager à expédier avec ses marchandises un certificat international de contrôle délivré par un bureau désigné par l'acheteur et dont les frais seront supportés par le vendeur. Le dépôt de garantie pour soumissionnaire est de 3 % du montant de la soumission. Il est remis au moment de la soumission et sera transféré lors de la confirmation sur un dépôt de garantie de bonne exécution. L'acheteur peut passer commande à un ou plusieurs fournisseurs et le soumissionnaire peut émettre une offre partielle pour un minimum de 5.000 à 7.000 m³.
Le soumissionnaire doit indiquer le nombre d'envois et les dates des expéditions par voie maritime. L'acheteur choisira selon ses besoins s'il préfère que l'expédition se fasse en quatre envois : le premier pendant le premier trimestre, le second pendant le deuxième trimestre, le troisième pendant le troisième trimestre et le quatrième pendant le quatrième trimestre 1977. L'acheteur peut envoyer des représentants pour contrôler le chargement des marchandises, vérifier les spécifications et superviser la sécheresse.
Le dernier délai est le 28 décembre 1976, après quoi l'offre devra rester ferme pendant 30 jours. L'enveloppe contenant l'offre doit porter la mention : « RAW TIMBER LOGS ».

Stomatologie.
Si la dent de 6 ans va, tout va.
Sourires.
Cette semaine dans Elle.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Deux chefs d'entreprise sur trois ont boudé les urnes des chambres de commerce et d'industrie

Les résultats complets, toujours longs à collecter, des élections aux chambres de commerce et d'industrie, qui ont eu lieu le 25 octobre, ont permis de dégager au lendemain de ce scrutin (le Monde des 27 et 28 octobre) : participation plus faible qu'en 1972, et surtout net recul du CID-UNATI au profit des « traditionnels » (organisations patronales locales, P.M.E., C.N.P.F.). Environ 10 % des quelque un million cinq cent mille industriels, commerçants et prestataires de services appelés aux urnes n'ont pu participer à cette consultation consulaire pour des raisons administratives : carte d'électeur non parvenue à temps, liste du registre du commerce non tenue à jour. A Paris, signale l'A.P.C.C.I. (Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie), cinquante mille des électeurs « ont été ainsi « inutilisés ».

Mais ce n'est pas là, bien sûr, la cause essentielle de la moindre participation, qui, avec 33,80 %, se situe à mi-chemin entre celle de 1970 (26,60 %) et le taux record de 1974 (40,60 %). Si les deux tiers des électeurs ont boudé les urnes, c'est d'abord qu'ils n'ont jamais manifesté un grand enthousiasme pour ce genre de consultation et qu'en outre le scrutin du 25 octobre leur a paru manquer singulièrement d'intérêt.

Il y a deux ans, il s'agissait de renouveler la totalité des quatre mille cent quarante-huit sièges. Cette année, un peu plus de la moitié seulement des membres des chambres de commerce et d'industrie (C.C.I.), soit deux mille trois cent soixante-cinq, se représentaient devant leurs électeurs. En 1974, M. Jean Royer, alors ministre du commerce et de l'artisanat, avait, après l'adoption de la loi d'orientation, « sensibilisé » les chefs d'entreprise, et notamment les petits commerçants, sur l'importance du scrutin. Le maire de Tours a insisté à cet effet le vote par correspondance. En 1976, excepté une lettre circulaire de M. Pierre Sroufe, le ministre concerné n'a pas montré le même dynamisme.

Il y a deux ans, enfin, le CID-UNATI avait lancé une vaste offensive en direction des assemblées consulaires, gérées depuis des lustres par les « notables », et la campagne électorale avait été particulièrement animée. Le mouvement de M. Gérard Nicoud avait réussi une spectaculaire percée en conquérant quelque sept cents sièges. En 1976, l'attitude du CID-UNATI à l'égard de

la consultation du 25 octobre n'a été ni aussi dynamique ni très cohérente : dans certaines régions, les amis de M. Gérard Nicoud ont même donné des consignes de boycottage afin de protester « contre une réglementation arbitraire qui fait du commerce et des services les parents pauvres des compagnies consulaires ». Dans près de la moitié des chambres — cinquante-deux sur cent cinquante-deux — une liste unique était proposée aux électeurs, dont au scrutin, tout caractère de « bataille » et, partant, d'incitation au vote.

Pour cette série de raisons, les « traditionnels » ont refait, au détriment du CID-UNATI, une partie du terrain perdu en 1974. Si, en effet, le mouvement de M. Nicoud garde des positions importantes dans le secteur « commerce », avec 25 %

des sièges, s'il conserve la présidence des C.C.I. du Mans et de Vienne et conquiert celle de Saint-Brieuc, il perd en revanche la majorité à Arras, Béthune, Saint-Omer, Grandville et Rochefort. Dans cette dernière chambre, le président sortant, élu CID-UNATI en 1974, a cette fois conduit à la victoire... la liste traditionnelle.

Reste une importante question : « traditionnelle », CID-UNATI ou « unioniste », l'élu consulaire est-il

représentatif des chefs d'entreprise de sa ville et de sa région ? On peut encore le croire quand la participation avoisine ou dépasse 50 %, des inscrits, comme ce fut le cas le 25 octobre, à Saint-Omer, Béziers, Le Mans, Cambrai, Ajaccio, Bastia, Sète, Orléans, Saint-Denis et Valenciennes. Mais que dire de cette représentation quand le cinquième ou même des électeurs se sont déplacés, comme à Paris (23 % contre 3 % en 1974), à Marseille (18 %), à Grenoble (17,5 %) ou à Nîmes (15 %) ?

Ces abstentions massives peuvent mettre en doute la crédibilité du C.C.I., qui disposent pourtant d'un budget global de 3,6 milliards de francs et qui gèrent de multiples réalisations (ports, aéroports, zones industrielles, etc.).

MICHEL CASTANG.

BIBLIOGRAPHIE

Pour une économie du vouloir de Jean Saint-Geours

M. Jean Saint-Geours appartient à la race de ceux qui se trouvent bien dans leur peau et dans celle de leur époque. Comme l'espèce n'est pas en voie d'extinction, nous sommes en droit de penser que son message a des chances de retentir l'attention.

Sans doute crie-t-il moins fort aujourd'hui « Vive la société de consommation ! » — titre de son ouvrage de 1970 — mais son nouveau livre *Pour une économie du vouloir* (1) recèle encore une forte dose d'optimisme : la société industrielle est tout à fait capable, sans bouleversements politiques, de faire face aux défis multiples qui lui sont proposés.

La « symbiose malsaine de l'inflation et du sous-emploi » lui paraît devoir être d'abord regardée de près, fruit aussi bien des modalités de fixation des salaires que de la diminution des gains de productivité, des préoccupations écologiques alourdissant les charges de production, de la moindre rentabilité du capital, des pratiques de fixation de prix et surtout du rôle croissant de la production des services.

La désorganisation du système monétaire international n'est pas le moindre des maux qui affectent le monde occidental. Nul doute pour Jean Saint-Geours que le régime des changes flottants n'ait contribué à la diffusion des tensions inflationnistes, et c'est précisément la question la plus délicate du système monétaire qui a conduit à sa dislocation. Il faut, il faut, l'administrateur d'avantage. On ne peut pas de l'extérieur qu'il se convertisse à l'égalon-or. Il est de l'école Triffin non de celle de Rœffl.

Pas de surprise non plus quand notre auteur s'en prend aux dogmes « monétaristes », estimant que la liaison entre l'évolution de la masse monétaire et l'inflation n'est ni causale ni exclusive. Une politique durable des taux d'intérêt élevés, loin d'affaiblir l'inflation, la nourrit. M. Saint-Geours tourne résolument le dos au libéralisme éco-

Pour votre DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

(Publicité)
REPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE
MISSION D'ACTION ECONOMIQUE
37032 TOURS CEDEX
Tours, le 3 novembre 1976.

AVIS DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE
DE LA DEMANDE PRESENTÉE PAR ELECTRICITE DE FRANCE (SERVICE NATIONAL REGION D'EQUIPEMENT TOURS) EN VUE DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DES TRAVAUX D'EXTENSION DE LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CHINON (INDRE-ET-LOIRE)

- Conformément à l'arrêté du Préfet d'INDRE-ET-LOIRE en date du 4 novembre 1976, il sera procédé à une enquête publique complémentaire portant sur l'implantation de réfrigérants à tirage induit en remplacement des réfrigérants à tirage naturel prévus dans le projet initial présenté par ELECTRICITE DE FRANCE (Service National Région d'Équipement TOURS) en vue de l'extension de la Centrale Nucléaire de CHINON (INDRE-ET-LOIRE). Une Commission d'Enquête est désignée dont le siège est à la Préfecture de TOURS.
- Le dossier du projet restera déposé à la Préfecture du Département d'INDRE-ET-LOIRE à TOURS, pendant 30 jours consécutifs, du 22 novembre 1976 inclus au 22 décembre 1976 inclus, pour être communiqué sans déplacement pendant cette période, de 8 h. 45 à 12 h. et de 13 h. 30 à 16 h. 45, aux personnes qui voudront en prendre connaissance (sauf les samedis, dimanches et jours fériés). Un registre à feuilles non mobiles, coté et paraphé par le Président de la Commission d'Enquête, sera ouvert, pendant le même temps et au même lieu, pour recevoir aux heures indiquées les observations auxquelles pourront donner lieu les modifications apportées.
- Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au Président de la Commission d'Enquête qui les annexera au registre susvisé.
- Pendant la même période, un exemplaire du dossier susvisé restera également déposé à la Mairie d'AYOINE : un registre subsidiaire à feuilles non mobiles, coté et paraphé par le Maire d'AYOINE, sera ouvert de 8 h. 30 à 12 h. et de 14 h. à 16 h. (sauf les samedis, dimanches et jours fériés). A la Mairie d'AYOINE, pour recevoir les observations auxquelles pourront donner lieu le projet.

Pour insertion, le préfet d'Indre-et-Loire : Roland FAUGÈRE
Pour copie conforme, le directeur : Y. RANIER

سكيا في الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COMMERCE EXTÉRIEUR

APRÈS LA VISITE D'UNE DÉLÉGATION DU C.N.P.F.

Les échanges de missions commerciales ou industrielles entre la France et la Chine seront sensiblement augmentés

Pékin. — Une délégation du patronat français, conduite par M. Ceyrac, vient de terminer une visite en Chine, au cours de laquelle elle a notamment été reçue par M. Ku Mu, vice-premier ministre, et par le ministre du commerce extérieur.

Le président du C.N.P.F. nous a néanmoins indiqué que certaines questions concrètes avaient été abordées au cours des conversations concernant, notamment, le financement des échanges franco-chinois. Les interlocuteurs des hommes d'affaires français n'ont pas insisté sur les problèmes que posait à la République populaire la faiblesse des réserves en devises, mais on sait que la technique des paiements différés — a fait l'objet de discussions détaillées avec d'autres partenaires commerciaux de la Chine.

Également sur le plan bilatéral, M. Ceyrac se déclare désireux de renforcer la présence — des entreprises françaises dans le monde chinois —. Il annonce une intensification sensible des échanges de missions commerciales ou industrielles entre les deux pays. Sans qu'aucun accord ait été ébauché avec les

De notre correspondant

Chinois sur ce point, l'installation en Chine de missions permanentes, représentant sur place tel ou tel groupe d'affaires ou bancaire, pourrait être envisagée du côté français. Cette formule a déjà été utilisée dans d'autres pays socialistes.

Comme à la plupart des hôtes étrangers reçus depuis quelques semaines, les responsables chinois ont affirmé aux représentants du patronat français leur volonté d'accroître l'industrialisation du pays. En même temps, toutefois, ils ont déclaré que les « pertes » causées à l'économie par l'action des quatre dirigeants évincés du bureau politique contraignaient Pékin à « marquer une pause » dans l'accroissement de ses échanges avec le monde extérieur. Priorité est donnée

au développement de l'agriculture, mais aussi à celui des industries qui doivent soutenir cette dernière, ainsi qu'aux transports et aux communications. M. Ceyrac s'est déclaré frappé par le « réalisme » de ses interlocuteurs.

ALAIN JACOB.

FOIRES ET EXPOSITIONS

LES SALONS FRANÇAIS EN NOVEMBRE

DU 13 AU 20 : Salon international de l'emballage, du conditionnement et de la présentation. Porte de Versailles, de 9 heures à 18 heures. Ouvert au public.

DU 15 AU 20 : Salon international de l'alimentation (SIAL). Porte de Versailles, de 9 heures à 18 heures. Ouvert au public.

DU 15 AU 21 : Salon international du génie industriel alimentaire. Porte de Versailles, de 9 heures à 18 heures. Ouvert au public.

DU 15 AU 22 : Salon international du matériel et des techniques pour l'industrie et le commerce de la viande (MATIC). Porte de Versailles, de 9 heures à 18 heures. Pour les professionnels.

POLITIQUE CONTRACTUELLE

La FEN réclame l'exécution des promesses de l'accord de 1976

M. André Henry, secrétaire général de la FEN, réaffirme, dans une lettre au premier ministre, son attachement aux négociations salariales, son organisation ne pouvant cependant « donner sa caution à des discussions vides de tout contenu parce que le cadre et l'objectif auraient été fixés préalablement ».

Antérieurement, M. Henry rappelle les engagements pris aux termes de l'accord 1976 et restés en suspens : reclassement de la catégorie B, avancement de l'âge de la retraite pour les femmes fonctionnaires mères de un ou deux enfants, extension des droits à la titularisation, résorption de l'auxiliaire, droits syndicaux, etc.

F.O. ET C.G.C. :

une arme contre l'inflation

De leur côté, les dirigeants de Force ouvrière et ceux de la C.G.C., qui se sont rencontrés le

10 novembre, estiment que la politique contractuelle est le seul moyen de prévoir l'évolution des salaires à moyen terme et « donc de pouvoir établir un programme de lutte contre l'inflation fondé sur des hypothèses sérieuses et dans le respect de la justice sociale et fiscale ».

« Vouloir enlever la politique contractuelle dans des limites préalablement fixées conduirait à une parodie de négociation. Vouloir ignorer le rôle des organisations syndicales représentatives, dit le communiqué de la C.G.C., serait favoriser l'action d'éléments irresponsables. »

Faits et chiffres

Affaires

● LA CHAÎNE BELGE DE SUPERMARCHÉS DELHAÏZE « LE LION » vient de prendre la majorité dans le capital de la société américaine de supermarchés « Food Town Stores Inc ». Delhaize « le Lion » détenait déjà depuis deux ans 34 % des actions de Food Town. Elle a alors lancé une offre publique d'achat pour en obtenir le contrôle majoritaire, 19 % du capital lui ont été apportés par les actionnaires pour une valeur de 10 millions de dollars, ce qui permet au groupe belge de contrôler désormais 53 % de Food Town Stores. — (A.F.P.)

● KODAK MARQUE UN POINT CONTRE POLAROID. — La société Kodak a gagné, mercredi 10 novembre, à Londres, le second round du combat judiciaire qui l'oppose à Polaroid pour le contrôle du marché britannique de la photo instantanée. (Le Monde daté 8-9 août 1975).

La cour d'appel de Londres a

levé l'interdiction faite à Kodak d'introduire sur le marché anglais son nouvel appareil à développement instantané. À la demande de Polaroid un juge de la Haute Cour avait interdit la vente de ces appareils, mais d'août dernier. — (A.F.P.)

Économies étrangères

● EN GRANDE-BRETAGNE la production industrielle a augmenté de 1,5 % en septembre. Elle reste toutefois inférieure de 8,1 % au sommet enregistré en août 1974. — (A.F.P.)

Prospective

● M. PHILIPPE DE SEYNES vient d'être élu à la présidence de l'association internationale Futuribles, en remplacement de M. Pierre Fagniol. M. Philippe de Seynes, inspecteur général des finances, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, est actuellement directeur du programme d'études sur le futur à l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAS).

M. Jean Saint-Geours, président-directeur général de la FEM, a été élu comme vice-président. M. Eugène de Jouvenel a été réélu dans ses fonctions de délégué général. Il continuera, de ce fait, à assumer la direction de l'association.

* Association internationale Futuribles, 10, rue Cernuschi, 75017 Paris.

A L'ÉTRANGER

La lutte contre l'inflation reste prioritaire au Japon

De notre correspondant

Tokyo. — Le gouvernement de M. Miki a décidé, vendredi 12 novembre, de prendre un certain nombre de mesures destinées à soutenir l'économie (« le Monde » du 2 novembre). Il est difficile pourtant de parler d'un plan de relance.

A trois semaines des élections générales, le gouvernement pouvait difficilement introduire des changements majeurs dans sa politique économique. Il s'est en fait borné à prendre des mesures d'attente qui doivent surtout avoir un effet psychologique sur les milieux d'affaires, inquiets du tassement de la conjoncture depuis l'été.

Le train de mesures adopté comporte une augmentation de l'aide aux moyennes entreprises, des prêts à la construction (11 milliards de yens, soit 274 millions de dollars) et une accélération des programmes de travaux publics.

En octobre, les faillites ont

atteint le chiffre de 1489, le plus élevé depuis décembre 1973. Selon l'Institut de recherche Tokyo Shokai, le nombre total des faillites pour l'année fiscale 1976 qui s'achève en mars prochain devrait être de l'ordre de 15 000.

Le projet de réduction des impôts sur le revenu, dont il avait été question ces jours derniers, n'a pas été retenu par le conseil des ministres. Exigé par M. Miki, premier ministre, cette mesure était jugée inopportune par M. Ohira, ministre des finances, pour les raisons budgétaires. M. Ohira faisait valoir en outre qu'elle n'aurait qu'un effet très faible sur la demande intérieure. Depuis l'été, après le début de la reprise, l'économie japonaise marque une pause qui tend à se prolonger. L'EPA (Agence de planification économique) prévoit cependant une reprise en novembre : tout en préconisant des mesures de stimulation, elle estime que l'économie japonaise devrait retrouver d'elle-même un rythme de croissance plus élevé et que l'objectif d'une expansion de 5,8 % (en volume) au cours de l'année fiscale devrait être atteint.

Le gouvernement japonais ne s'est donc pas départi de sa prudence en matière économique. Certes, on note une certaine évolution dans les préoccupations des dirigeants, inquiets du ralentissement de la croissance. Mais l'inflation demeure la crainte majeure. L'augmentation de 50 % des tarifs des transports et des télécommunications, décidée la semaine dernière par la Diète, va d'ailleurs faire passer de 8,5 % en octobre à 10 % en décembre le taux annuel d'inflation. Jusqu'à présent, se sont essentiellement les salariés qui ont eu à pâtir du ralentissement de l'activité économique. Selon les chiffres fournis par le bureau du premier ministre, en solution a enregistré une diminution de 4,6 % de leur pouvoir d'achat. On s'attend cependant à une reprise de la consommation des ménages après la distribution des primes de fin d'année.

PHILIPPE PONS.

Défense du Franc...

offrez du CHAMPAGNE !

toutes marques chez KIATOU
SIEGE : 44, rue du Sac et
SUCCESSION : 6, rue de la Renaissance (angle r. Marbeuf)
Commandes : 222-37-08

ACCIDENTS DU TRAVAIL

La mort d'un ouvrier à Usinor-Dunkerque : un enchevêtrement de responsabilités

De notre correspondant

Dunkerque. — En sous-traitant à des firmes extérieures des travaux d'entretien et de réparation effectués sur ses installations, une entreprise se trouve-t-elle ipso facto déchargée des responsabilités qui lui incombent en matière de sécurité ? C'est la question que vient de soulever à nouveau l'accident mortel survenu à Usinor-Dunkerque (le Monde du 12 novembre).

Quelle était, dans cet ensemble industriel, la situation du soudeur victime d'une chute mortelle le 10 novembre dernier ?

● La victime, M. Morizot, était affecté à l'entretien d'une installation d'Usinor, en l'occurrence des vannes de décompression du sas d'un haut-fourneau.

● Il appartenait au personnel d'une société sous-traitante, Delatre-Lavivier (groupe Schneider). Mais il était prêt par son entreprise à une autre firme sous-traitante chargée de ces travaux.

● L'accident s'est produit par suite de la défectuosité du système de verrouillage d'une porte d'ascenseur, dont l'entretien était confié à une troisième firme, elle aussi étrangère à l'usine.

Où se situent donc les responsabilités dans cet enchevêtrement d'entreprises intervenant ? Le danger représenté par la défectuosité du verrouillage de cette porte d'ascenseur au sommet d'un haut fourneau soulèvement entraîné par un nuage de vapeur existait aussi bien pour les salariés d'Usinor que pour ceux de ses sous-traitants.

C'est une attitude à la Ponce Pilate que de rejeter les responsabilités de l'accident dès lors que la victime travaillait sous contrôle d'une autre entreprise. Le dernier rapport de sécurité de la société Usinor a pu faire valoir que le taux de fréquence et de gravité des accidents enregistrés au sein du groupe, y compris aux installations de Dunkerque, est inférieur à la moyenne dans la sidérurgie et très inférieur au taux escompté dans d'autres branches industrielles. Mais ce bilan exclut les accidents mortels survenus dans des travaux de construction ou de réparation adjugés à des entreprises extérieures.

Les statistiques syndicales, au contraire, les incluent en chiffrant à quatre-vingt-deux le nombre d'accidents mortels survenus dans l'enceinte de l'usine de Dunkerque depuis que celle-ci existe. Il reste

Une énigme

Les milieux syndicaux font remarquer que la série d'accidents survenus sur les hauts-fourneaux, notamment sur le gigantesque H.F. 4 dont les sautes de régime demeurent une énigme même pour les spécialistes, ont entraîné un climat d'insécurité parmi le personnel. Ce climat peut-il expliquer le souci qu'aurait eu, selon certains témoignages, la victime et ses camarades de travail de quitter au plus vite les hauteurs du haut-fourneau HF 3 quand les nuages de vapeur les ont enveloppés ? Une certaine précipitation ne peut en tout cas expliquer la défectuosité d'un système de sécurité d'un ascenseur.

Ce qui est, au fond, en cause c'est l'organisation de la sécurité dans des ensembles industriels de la taille d'Usinor-Dunkerque. Les cadres eux-mêmes, malgré leur sens élevé des responsabilités, se sentent souvent dépassés par l'ampleur et la complexité des problèmes. Dans certaines zones industrielles de la région dunkerquoise, la participation d'entreprises sous-traitantes a donné naissance à un comité central d'hygiène et sécurité (C.H.S.) unifiant l'action du C.H.S. et des agences de sécurité des firmes de l'extérieur. Peut-on, dans une industrie de la taille d'Usinor-Dunkerque dépasser le stade des conventions et de la concertation pour en arriver à une structure de ce type ? Il serait temps, en tout cas, de dépasser celui de la polémique sur les causes d'accident et les aspects juridiques sur les responsabilités pour en arriver à la recherche d'une organisation propre à y remédier.

MARC BURNOD.



chiots toutes races.
BICHONS, CANICHES, COCKERS, PEKINOIS, YORKSHIRES, SCOTTISHS, DOQUES ALLEMANDS, BOXERS, etc.
CHIOTS à partir de 600 F.
VACCINES : maladie de Carré, hépatite, rage.
TATOUÉS : nos chiots ont au minimum 3 mois.
VENDUS : avec GARANTIE 1 MOIS, agréé par le Ministère de l'Agriculture.
VOTRE NOUVEAU COMPAGNON vous le trouverez... Il vous attend.

chenil du collier d'or
Galerie Point Show:
66, avenue des Champs-Élysées, PARIS - Tél. 723.45.37.
OUVERT de 12 h à 20 h.

Une nouvelle ambassade au 59 de l'avenue d'Iéna

Avenue d'Iéna, les ambassades côtoient les consulats et les missions diplomatiques. Il en manquait une pourtant, dont le prestige est mondial : la musique. Bang & Olufsen vient d'y remédier. C'est là, en effet, à deux pas de l'Etoile, qu'il ouvre son second auditorium parisien. Cet auditorium Bang & Olufsen n'est pas un lieu de vente, mais d'information, de démonstration et d'écoute. Vous pouvez donc y venir en toute liberté et simplement écouter la musique que vous aimez sur les chaînes haute-fidélité Bang & Olufsen ; et, pour un instant... échapper au temps.

Pour vous accueillir et vous guider : des spécialistes haute-fidélité qui ont fait de leur métier une passion. Ce nouveau centre, ouvert du mardi au samedi, de 9 h à 19 h, délivre un visa illimité pour l'univers de la musique et de ses plaisirs.

Bang & Olufsen
of Denmark

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

Le groupe Lafarge espère une progression de 20 à 25 % de ses résultats de 1976

M. Olivier Lecarf, P.-D.G. de la société Lafarge, l'un des premiers cimentiers européens, est un homme heureux. C'est ce qui ressort de la réunion organisée le 10 novembre, dans l'usine du Havre, pour les analystes financiers.

Il escompte, en 1976, un résultat net supérieur de 20 à 25 % à celui de 1975 (il était de plus de 187 millions de F avant impôt) pour un chiffre d'affaires consolidé d'environ 5,8 milliards de francs. En ce qui concerne la société Ciments Lafarge-France, et ses filiales cimentières, l'activité de 1976 sera restée stable, les usines tournant à 85 % de leur capacité de production, et les résultats moins bons que ceux que les responsables espèrent, en raison à la fois des importantes variations de prix du fuel industriel (qui a augmenté de nouveau après avoir baissé en 1975) et du gel des prix décidés au moment où les professionnels négociaient avec les pouvoirs publics une hausse de 8 à 7 % de leurs tarifs. Ils espèrent être les « premiers servis » en janvier 1977, lors de la fin de ce gel.

Parmi les sociétés des autres « groupes opérationnels », celles qui avaient connu des difficultés les années passées (dans les secteurs de l'emballage, de la céramique sanitaire, de la robinetterie), se portent mieux, tandis que l'activité plâtrière (et surtout la fabrication des plaques et des carreaux) a connu une très forte expansion (+ 40 % en volume pour les carreaux). Devant la saturation de ses capacités de production, le groupe a d'ailleurs réorganisé ce secteur, regroupant dans la société Propan-Rigips les moyens de production de

deux sociétés, et prenant une participation majoritaire dans le capital de Promonta-France, entreprise de carreaux de plâtre près de Bayonne.

Enfin, les difficultés rencontrées dans la commercialisation des matériaux réfractaires, à cause de la crise de la sidérurgie, sont compensées par les résultats « largement positifs » de l'activité de construction de fours.

A l'étranger — 54 % du chiffre d'affaires consolidé sont réalisés à l'étranger — la principale filiale, Canada Ciment Lafarge (qui réalise un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de francs), connu en 1976 une légère baisse de son activité, les résultats — en baisse — étant compensés par la dépréciation du franc par rapport au dollar canadien. Outre de forts investissements dans le sud-est des États-Unis, où fonctionnent quatre usines de ciment, le groupe a pris une participation majoritaire dans l'entreprise allemande de ciment, près de Karlsruhe.

Les prévisions d'investissements pour les années 1977 à 1981, atteignent 4 287 millions de francs, dont 53 % seront destinés à l'étranger, notamment au Brésil. Plus de 80 % de ces investissements seront consacrés à l'activité cimentière.

En conclusion, M. Lecarf s'est déclaré assez « confiant » dans l'avenir de son groupe. Mais, a-t-il dit, « il ne faut pas se laisser emporter par le climat de optimisme qui règne actuellement. Je ne crois pas que le récent forum de l'expansion soit une bonne formule. Les chefs d'entreprise n'ont pas à affronter les hommes politiques de l'opposition ».

Siemens prend le contrôle total de Kraftwerk Union (K.W.U.)

De notre correspondant

Bonn. — A partir du 1^{er} janvier 1977, le groupe allemand Siemens aura le contrôle total de la société Kraftwerk Union (K.W.U.) — troisième constructeur mondial de centrales, y compris nucléaires, — qu'il avait fondée en 1969 à part égale avec A.E.G.-Telefunken. Il rachète en effet pour 618 millions de deutschemarks (1 200 millions de francs environ) la participation de son partenaire. Siemens portera d'autre part à 75 % sa participation dans le capital de la société Trafo-Union, qui produit des transformateurs, en rachetant pour 50 millions de deutschemarks (98 millions de francs environ) la moitié des actions que détenait A.E.G. dans cette société.

L'opération, qui a été approuvée par l'office des cartels, semble être satisfaisante pour les deux groupes. A.E.G.-Telefunken va recevoir 1 300 millions de francs d'argent frais — prélevés par Siemens sur ses liquidités — qui seront bien utiles après les difficultés financières rencontrées ces dernières années.

Depuis qu'il a pris la direction d'A.E.G. au début de cette année, M. Cipa s'est efforcé d'en rationaliser la production, et l'un de ses principaux objectifs était de se débarrasser de K.W.U., qui a coûté au total, depuis sa création, 1,15 milliard de D.M. au groupe. Certes, A.E.G. devra encore garantir la bonne exécution des contrats passés avant le 1^{er} janvier 1977, mais les provisions pour

risques, qui s'élevaient encore à 850 millions de D.M. l'année dernière, ne seront plus que de 450 millions en 1977. M. Cipa pense que dès cette année il pourra « éponger » le report des pertes des exercices précédents.

Les dirigeants de Siemens ne s'attendent pas pour leur part que K.W.U. contribue de manière substantielle aux bénéfices du groupe avant 1977. M. Cipa, en prenant le contrôle global de K.W.U., Siemens se place maintenant au troisième rang des constructeurs de centrales dans le monde et au premier rang en Europe. Cette année, le chiffre d'affaires de K.W.U. sera de 3 milliards de D.M. (6 milliards de francs environ), et — même si les dirigeants de Siemens prévoient une augmentation relativement moins rapide à l'avenir — le carnet de commandes actuel se chiffre à 30 milliards de D.M. (60 milliards de francs). Ce chiffre, les lettres d'intention, dont 20 milliards environ (40 milliards de francs) pour les centrales nucléaires. Pour l'instant, les travaux en cours concernent pour la moitié des centrales conventionnelles.

Dans les milieux proches de Siemens et d'A.E.G., on insiste sur le fait que l'accord a pu être conclu « entre Allemands » (Siemens disposait d'un droit de préemption) et qu'il était important pour la République fédérale que les connaissances et les procédés techniques de K.W.U. ne soient pas vendus à des étrangers comme il en était un moment question. M. Fietner, président du directoire de Siemens, a déclaré que son groupe n'avait pas l'intention de revendre les parts qu'il venait d'acquiescer. Si plus tard la question se pose, K.W.U. pourrait être intéressée par un partenaire lui ouvrant le marché américain.

DANIEL VERNET.

CALENDRIER DE L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS

- 1^{er} novembre : Séance des cotisations sur les salaires d'octobre (employeurs de plus de 5 salariés).
- 15 novembre : Exigibilité des cotisations salariales.
- 30 novembre : Exigibilité des cotisations d'employés de maison.

Les chèques bancaires ou postaux doivent être libellés au nom de l'Agent Comptable de l'U.R.S.S.A.F. 75-0.

Pour les « employés de maison », les cotisations doivent être calculées sur le salaire réel, et les bulletins payés sont libellés avec une cotisation ouvrière calculée sur le salaire réel.

Le « minimum garanti », hors du calcul des avantages en nature, est de 581 F à compter du 1^{er} octobre 1976. (1 repus : 581 F. Logement : 1 mois : 116,30 F.)

ÉNERGIE

Les coupures d'électricité en Bretagne déclenchent une polémique entre la C.F.D.T. et l'E.D.F.

Mercredi soir 10 novembre, les téléspectateurs bretons ont été privés des vingt dernières minutes du long film de Danyel Zanuck, « le Jour le plus long ». Il ne s'agissait pas d'une panne de télévision mais d'une coupure générale de courant en Bretagne, décidée par les responsables de l'Électricité de France inquiétés devant la chute de tension occasionnée par la très forte et inhabituelle consommation d'électricité, en raison notamment de la longueur et du succès du film diffusé par la troisième chaîne.

En outre, il semble que l'arrêté mercredi soir dans des résidences secondaires de nombreuses personnes dans l'Ouest de la France, en raison du « pont » de quatre jours, ait contribué à cette augmentation de la consommation du fait de la mise en marche des radiateurs électriques et du chauffage de ces maisons.

Les basses de tension ont été constatées sur toute la France, mais c'est en Bretagne qu'elles ont été les plus sensibles (à 10 %). Si l'E.D.F. avait laissé la situation se détériorer, c'est toute la France qui aurait subi des coupures. Aussi, les responsables rétorquent pour la Bretagne ont-ils décidé, vers 23 heures, de couper le courant pour éviter la contamination sur le reste du réseau. En quelques minutes la tension est remontée, et l'heure tardive aidant, au bout d'une vingtaine de minutes on a pu rétablir l'électricité.

Jeu de la direction régionale de l'E.D.F. à Nantes (Loire-Atlantique) a indiqué que cette baisse de tension était inévitable, car l'Ouest consomme plus d'électricité qu'il n'en produit. Ce déficit est dû au fait que les deux centrales de Cordemais, près de Saint-Nazaire, d'une puissance de 700 mégawatts chacune, ne sont pas en fonctionnement, les régleurs rencontrant quelques difficultés. De plus, affirme la direction régionale, la consommation d'électricité en Bretagne s'accroît annuellement de 10 %, les deux groupes de Cordemais — lorsqu'ils fonctionneront — ne pourront rétablir l'équilibre que pendant quelques années. Aussi, de nouvelles coupures sont-elles à prévoir, explique la direction générale, qui en tire argument pour l'urgence absolue de la construction de centrales thermiques et hydrauliques. L'incident se reproduira, en Bretagne ou ailleurs, si le gouvernement n'autorise par l'E.D.F. à construire des usines classiques dont on connaît les capacités et dont on a la maîtrise.

La Fédération gas-électrique de la C.F.D.T. s'immédiatement réagit. Pour elle, c'est le choix de « tout nucléaire » qui constitue la raison principale des coupures. « La mobilisation de tous les moyens de l'E.D.F. sur le nucléaire a empêché la construction de centrales thermiques et hydrauliques. L'incident se reproduira, en Bretagne ou ailleurs, si le gouvernement n'autorise par l'E.D.F. à construire des usines classiques dont on connaît les capacités et dont on a la maîtrise ».

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes (en millions de francs)	28-10	4-11
ACTIF	28-10	4-11
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	85 231	85 597
Fonds de stabilisation	9 574	9 532
2) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	82	41
3) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	15 153	15 856
4) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	258	243
5) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	227	337
6) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	13 534	17 678
7) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	68 723	68 822
8) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	24 214	24 552
9) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	34 985	35 160
10) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	41	43
11) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	9 589	9 274
12) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	2 881	2 881
PASSIF	176 974	180 246
1) BILLETTS EN CIRCULATION	112 725	113 598
2) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	7 252	7 224
3) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	567	589
4) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	2 634	2 634
5) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	110	841
6) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	9 584	11 377
7) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	7 252	7 224
8) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	1 756	2 023
9) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	40 653	40 653
10) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	1 383	1 383
11) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	4 570	5 715
12) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	176 974	180 246

LES AVOIRS OFFICIELS DE CHANGE DE LA FRANCE se sont élevés à 88 486 millions de francs à la fin octobre, en augmentation de 1 181 millions par rapport au mois précédent. Les avoirs en devises, qui ont atteint 20 473 millions de francs, ont progressé de 976 millions. Cette variation résulte, d'une part du versement par l'Iran de la troisième tranche, soit 1 422 millions, du dépôt que ce pays, au terme du protocole franco-iranien du 27 juin 1974, constitue auprès de la Banque de France, de l'autre des opérations de changes, qui se sont traduites par une diminution de 446 millions.

Mais cette dernière ne peut rester isolée des pays arabes, quelle que soit sa possibilité de « casser » le marché, tant sont importantes ses réserves et sa production. L'Arabie Saoudite s'est dit « déçue » de la situation favorable à une hausse — modérée — des prix du « brut », et elle s'est vivement irritée, fin novembre, à Paris, des propositions de la Banque internationale pour le pétrole lors de la dernière session du dialogue Nord-Sud. A la proposition des pays industrialisés que soient étudiées préalablement les « responsabilités » de chaque État ou groupe d'États dans l'inflation mondiale, elle a menacé d'opposer le « droit des États » à disposer de leurs ressources. Il n'est pas étonnant que les États du pétrole aient déclaré, au front commun des pays consommateurs, comme M. Kissinger l'avait déjà fait peu après la crise de 1973, en proposant la création de l'Agence internationale pour l'énergie (A.I.E.). A court terme, ces pays peuvent se trouver des intérêts communs : la crainte d'une accélération de l'inflation, en période d'habitations de la conjoncture mondiale, l'insécurité de leurs politiques énergétiques respectives, peuvent les pousser à s'entendre.

Mais déjà, lors de la création de l'A.I.E., le front commun des pays acheteurs avait connu quelques lézards. La France, parce qu'elle voyait dans l'Agence « une machine de guerre » contre les pays producteurs, avait refusé de s'associer à sa fondation. La position française ne semble pas avoir changé. Dans une interview publiée le 11 novembre par le quotidien égyptien Al-Ahram, M. Raymond Barre, parlant de l'augmentation vraisemblable du prix du pétrole à compter du 1^{er} janvier, a bien précisé qu'il fallait tenir compte aussi des intérêts et des besoins des pays producteurs de « brut ».

BRUNO DETHOMAS.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschemarks	Francs suisses
12 heures	4 1/2	5 1/2	3 1/8
1 mois	5 1/4	6 1/4	4 1/8
3 mois	5 1/4	6 1/4	4 1/8
6 mois	5 1/8	6 1/8	4 1/2

LE FONDS SPÉCIAL DE L'OPEP

ACCORDE 200 MILLIONS DE DOLLARS DE PRÊTS SANS INTÉRÊT À QUARANTE-CINQ PAYS DU TIERS-MONDE

Le conseil des gouverneurs du Fonds spécial de l'OPEP, créé en janvier 1976 à Paris et destiné à venir en aide aux pays en voie de développement, a décidé le 11 novembre à Vienne d'allouer 200 millions de dollars (1 milliard de francs environ) à quarante-cinq pays du tiers-monde. Cette somme, qui représente un quart des sommes dont dispose le Fonds (800 millions de dollars), sera distribuée sous forme de crédits sans intérêt, remboursables en quinze ans avec un différé de remboursement de cinq ans. Le montant de ces prêts dépendra de la population et du revenu de chacun des pays bénéficiaires : il variera de 1,55 million de dollars (pour les îles du Cap-Vert) à 21,8 millions de dollars (pour l'Inde).

Les principaux bénéficiaires seront l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et l'Égypte. Les quarante-cinq pays ont été avisés des décisions du Fonds et les premiers contrats pourront être signés d'ici quelques mois. Le Fonds a par ailleurs décidé, de surcroît, de verser 200 millions de dollars à l'Organisation pour le développement agricole de l'A.O.I.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACCORD ALSTHOM-ATLANTIQUE / CEM-COMPAGNIE ÉLECTROMÉCANIQUE DANS LE DOMAINE DES TURBO-ALTERNATEURS

Les comités d'administration des Sociétés Alsthom-Atlantique et CEM-Compagnie Electromécanique, réunis le 10 novembre 1976, ont approuvé le projet d'accord relatif à l'industrie des turbo-alternateurs qui leur a été présenté par les présidents ainsi que les rapports des deux comités et les résolutions qui seront présentées aux assemblées générales extraordinaires à convoquer avant le 1^{er} juillet 1977 aux fins de ratification.

Cet accord, qui répond aux orientations données par les pouvoirs publics, a pour objet de rassembler les moyens des deux sociétés dans le domaine de la production d'énergie. Il se présente sous la forme d'un apport partiel d'actif de CEM à Alsthom-Atlantique comprenant essentiellement l'usine du Bourget et ses activités dans le domaine des turbo-alternateurs, des centrales thermiques conventionnelles et nucléaires, du matériel de condensation, en contrepartie de son apport, et sous déduction du passif qui lui est attaché, la CEM recevra 475 actions d'Alsthom-Atlantique, représentant 6,5 % du capital actuel de cette dernière.

Le conseil d'administration d'Alsthom-Atlantique proposera, à la prochaine assemblée générale des actionnaires, l'attribution au profit de CEM d'un siège d'administrateur.

Par ailleurs, Alsthom-Atlantique recevra de B.E.C.-Société anonyme Brown Boveri & Cie les licences de fabrication et de vente des composants pour lui permettre de poursuivre, parallèlement aux fabrications du matériel de sa propre marque, la fabrication de turbo-alternateurs de la marque B.E.C.

Cette réorganisation permettra à Alsthom-Atlantique de regrouper l'ensemble des fabrications de turbo-alternateurs des deux sociétés et d'assurer la coordination industrielle nécessaire, compte tenu des programmes de production prévus pour les prochaines années et de l'évolution des puissances unitaires de ces matériels.

Alsthom-Atlantique se situe désormais au nombre des plus grands constructeurs mondiaux de turbo-alternateurs. Notamment dans le domaine nucléaire, la société, qui a la charge de la réalisation de l'important programme français pour le réacteur nucléaire de la centrale de la mer, a déjà acquis sur les marchés internationaux.

De son côté, CEM poursuivra, en association avec le groupe Brown Boveri, ses activités dans ses domaines propres et notamment : la transformation et la distribution de l'énergie électrique, les machines tournantes de moyenne puissance, les moteurs électriques, les appareils de traction, la réfrigération, la réparation des matériels électriques, l'industrie des centrales thermiques conventionnelles et nucléaires, des matériels de l'eau de mer. Elle poursuivra également, en association avec le groupe Brown Boveri, ses activités nouvelles qui en constitueraient l'utile prolongement, des travaux financiers, de la maintenance de l'équipement, de la réparation des équipements aux plus-values déduites de l'opération de l'apport, et de la réduction de son endettement par le transfert des dettes liées à la branche apportée.

GROUPE DE L'UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT SOFAL PRÉCISION MÉCANIQUE LABINAL

Le chiffre d'affaires (C.A.) des trois premiers trimestres de 1976 s'est élevé à 384 031 750,02 F, contre 297 002 263,98 F pour la même période de 1975.

DROUOT INVESTISSEMENTS

Au 30 septembre 1976, le capital était composé de 638 058 actions de 100 francs.

L'actif net global s'élevait à 96 713 705,47 francs, soit une valeur par action de 151,58 francs.

L'actif de la Société au 30 septembre 1976 comprenait :

- 28,2 % de fonds d'État et d'obligations libellées en francs.
- 20,5 % d'actions de sociétés françaises.
- 2,6 % d'obligations libellées en devises.
- 44,4 % d'actions de sociétés étrangères.

Au cours de ce trimestre, le poste obligations, 7,73 %, a été renforcé de 4 150 titres, la part des actions françaises a légèrement progressé puisque celle-ci était de 20 % au 30 juin 1976.

A noter que la valeur liquidative de l'action au 29 octobre ressortait à 152,33 francs.

L'assemblée générale de Drouot Investissements s'est tenue le 29 octobre. Dans son allocution, le président, Jean Barroux, a notamment déclaré :

« Notre dernier exercice social, clos le 30 juin 1976, a été marqué par une forte reprise conjoncturelle dont notre Société a bénéficié puisque la valeur liquidative est en augmentation de 15,7 % sur l'ensemble de notre exercice.

« Depuis plus d'un an, nous avons privilégié les placements aux États-Unis et au Japon tout en maintenant un pourcentage inséparable en actions françaises proche de 20 %. Nous pensons que cette prudence relative vis-à-vis du marché français pourrait, à moyen terme, équilibrer vers une attitude plus positive, cela compte tenu des deux composantes de la décision d'investissement, le risque de change et le risque de marché.

« Au niveau de la dette, alors que l'année dernière nous nous

avions dit que le dollar nous semblait très sous-évalué par rapport au franc français, nous estimons aujourd'hui que le franc a atteint un niveau d'équilibre, d'autant plus que le succès du plan gouvernemental de lutte anti-inflation implique la défense énergétique des prix actuels.

« Au niveau du marché et au-delà de l'accueil très réservé fait par le Bourse au plan de lutte contre l'inflation, il nous semble que ce résultat sera susceptible de mettre en lumière le faible niveau de capitalisation de certaines grandes sociétés françaises, par rapport à leurs capacités bénéficiaires.

« En définitive, nous nous tenons prêts, dans les mois qui viennent, à augmenter nos investissements sur le marché français, dans la perspective de voir la France rejoindre le groupe des pays qui conduisent le développement économique mondial tout en maintenant l'évolution de leurs prix. »

BOURSE DU BRILLANT COMMUNIQUE

MARCHE DU BRILLANT
Prix d'un brillant rond spécimen BLANC EXCEPTIONNEL

1 CARAT
12 novembre — 41,196 F T.T.C.
commission 4,50 % +

M. GÉRARD, JOAILLIERS
avenue Montaigne — Paris (8^e)
Tél. 32-53-54

europcar
645.21.25

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
 - THAÏLANDE : l'urgence des réformes vu contrôler, le nouveau gouvernement à agir très rapidement.
3. EUROPE
- 4 à 6. AMÉRIQUES
 - LA SITUATION AU CHILI : « Barbarie et politique », une libre opinion de C. Fricot.
6. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : tous les partis condamnent le nouvel attentat auquel a échappé M. Raymond Eddé.
7. AFRIQUE
- 8 à 10. POLITIQUE
 - Les élections législatives du week-end.
- 11-12. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - « La Corse incertaine » (II), par Jacques de Barria.
13. ÉDUCATION
14. JUSTICE
 - Le jugement public des vols aux assises du Rhône.

**LE MONDE DU TOURISME
ET DES LOISIRS**
PAGES 15 A 20

La Dordogne « riche » à en mourir.
POINT DE VUE : Salut et sur-
vie de la montagne, par Phi-
lippe Lamour.
CLUB D'OR : Femme de mar-
bre.
PLAISIRS DE LA TABLE : Du
Phénix au Pélican.
Mode : Maison, Motocyclisme.
Animaux : Jeux. Philatélie.
Hippisme.

21. SPORTS
 - Les fédérations françaises face à l'horizon 80 des Jeux olympiques : l'escrime.
- FAITS DIVERS
22. LETTRES
 - Mort de Théodore Bernstam.
 - L'itinéraire de René Rémond.
- 22 à 25. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : l'Affiche rouge, de Frank Cassini.
 - FORMES : la vie en beau.
26. SOCIÉTÉ
 - Le congrès des psychologues.
 - L'effort dans la société indus-
trielle.
- 30 à 32. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
 - ÉLECTIONS PROFESSION-
NELLES : deux chefs d'entre-
prise sur trois ont boudé les
urnes des chambres de com-
merce et d'industrie.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (22)
Annonces classées (27 et 28) :
Aujourd'hui (29) : Bourse (33) ;
Garde (34) : « Journal officiel »
(35) : Loto national (36) ; Météo-
rologie (37) ; Météo croisée (38).

TIMIDE RETOUR AU MULTIPARTISME EN ÉGYPTE

Le président Sadate autorise la création de trois « partis indépendants »

Le président Sadate a annoncé, jeudi soir 11 novembre, devant la nouvelle Assemblée du peuple égypte le 4 novembre, le retour de l'Égypte au régime du multipartisme, supprimé il y a vingt-trois ans par le colonel Nasser. Le chef de l'État a cependant précisé que seules les trois tribunes (centre, droite et gauche) de l'Union socialiste arabe, qui avaient été autorisées à participer aux élections législatives, pourraient s'ériger en « partis indépendants ».

Le président Sadate a indiqué que « chaque parti sera entièrement libre dans la direction de ses activités », mais a souligné que cette liberté devait s'exercer « dans les limites de la loi et de la Constitution ». L'Union socialiste arabe, seul parti autorisé jusqu'ici, ne sera pas dissoute pour autant. Elle deviendra « l'expression et le garant de l'union de toutes les forces représentatives de la nation ». Un comité central, comprenant désormais les parlementaires des trois partis et les indépendants, se réunira en congrès général « chaque fois que l'intérêt de la nation l'exigera ».

L'Union socialiste arabe, émanation de la majorité, devient ainsi une sorte de « conseil de tutelle », qui contrôlera les ressources financières des trois partis et supervisera la presse. Ainsi, dès le départ, les nouvelles formations voient leurs prérogatives limitées : elles devront agir dans le cadre de la Constitution et des lois mises au point par le régime du parti

LA QUESTION DE NOS TROUPES A LA FRONTIÈRE SINO-SOVIÉTIQUE PEUT ÊTRE RÉGLÉE DE MANIÈRE AMICALE, déclare le rédacteur en chef de la « Pravda ».

Nations unies, New-York (A.P.). — « Il n'existe aucun problème entre la Chine et l'Union soviétique qui ne puisse être réglé d'une façon amicale, notamment la question de nos troupes à la frontière », a déclaré, jeudi 11 novembre, au cours d'une conférence de presse, M. Viktor Afanassiev, rédacteur en chef de la Pravda.

L'Union soviétique « prend toutes les mesures en vue d'une normalisation des relations avec la République populaire de Chine », a-t-il déclaré, et ces efforts ont abouti à « certains accords encourageants ». Il a cité le télégramme de félicitations adressé à Moscou par Pékin, à l'occasion du 50^e anniversaire de la révolution d'octobre.

« Nous pensons que, tôt ou tard, les intérêts du peuple chinois conduiront à une normalisation de nos relations, au moins à l'échelon gouvernemental », a-t-il conclu.

[Parmi les demandes présentées par Pékin comme une condition de la normalisation des relations éti-
cettes avec Moscou a souvent figuré celle d'un désengagement des troupes à la frontière, autrement dit d'un recul des troupes soviétiques à quelque distance de la frontière russo-chinoise. Cette déclaration du rédacteur en chef de la « Pravda » confirme donc l'état d'esprit plus conciliant adopté par les dirigeants soviétiques à l'égard de la nouvelle équipe au pouvoir à Pékin.]

Réunis à Londres

LES EXPORTATEURS DE TECHNOLOGIE NUCLEAIRE POURRAIENT ÉTUDIER LE MORATOIRE PRO- POSÉ PAR LE PRÉSIDENT FORD.

Londres (A.F.P., U.P.I., Reuters). — Le Foreign Office a annoncé officiellement, jeudi 11 novembre, la réunion à Londres des représentants de quatorze pays exportateurs de technologie nucléaire. Cette réunion a pour objet, précise un communiqué, « de s'assurer que les exportations de matériels nucléaires ne contribuent pas à la prolifération nucléaire ».

C'est la première fois, depuis que les rencontres du « Club de Londres » ont débuté, en avril 1975, qu'une réunion de ce genre fait l'objet d'un communiqué officiel détaillé. Les quatorze pays participants sont la Belgique, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne, la République fédérale d'Allemagne, la République démocratique allemande, le Royaume-Uni, la Suède, la Tchécoslovaquie, l'Union soviétique et les États-Unis. Un quinzième pays est représenté par un observateur ; bien que le communiqué ne le précise pas, on croit savoir qu'il s'agit de la Suisse.

La réunion, qui devait se terminer ce vendredi 12 novembre, a notamment pour objet d'améliorer les directives adoptées le 27 janvier 1976, à la suite d'un échange de lettres entre les sept pays qui faisaient initialement partie du « Club ». Les participants examinent, en particulier, le plan rendu public, à la fin du mois d'octobre, par le président Gerald Ford, proposant l'établissement d'un « moratoire » de trois ans pour l'exportation d'usines d'enrichissement et de retraitement des combustibles nucléaires.

L'Union fédérale des consommateurs porte plainte contre M. Hersant pour atteinte à la liberté d'information

Inaugurée par Mme Christiane Scrivener, secrétaire d'État à la consommation, les « Ateliers généraux des consommateurs » se sont ouverts ce 12 novembre à Paris à l'Agora-Sèvres et ils dureront jusqu'à samedi soir. L'Union fédérale des consommateurs, editrice de la revue *Que choisir*, souhaite faire de ces rencontres un lieu de propositions concrètes à une audience très soutenue. Les visiteurs sont invités à les formuler sur des panneaux réservés à cet effet. Pour amorcer la pompe, l'U.F.C. a d'ores et déjà formulé explicitement quatre ou cinq propositions, une centaine d'autres étant prêtes à être amendées.

En toile de fond, et pour défendre la libre information des consommateurs, l'U.F.C. a annoncé qu'elle portait plainte contre M. Robert Hersant, puisque la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (la loi Royer) lui donne le droit d'exercer une action civile quant aux faits qui portent un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif des consommateurs. L'U.F.C. estime que M. Hersant, en dirigeant plusieurs organes de presse, contrevient à l'ordonnance du 26 août 1944 et porte atteinte indirectement à la libre information des consommateurs.

D'autre part, en matière d'assurances, l'U.F.C. souhaite l'adoption d'un contrat-type, constatant 400 % d'écarts dans les tarifs, pour les mêmes services assurés par les compagnies ou par les mutuelles. Elle demande la définition d'un tarif de base et la justification par les compagnies d'assurances des tarifs pratiqués.

LES COMORES ESQUISSENT UN RAPPROCHEMENT AVEC LA FRANCE

Dar-es-Salaam (Reuters). — M. Ali Solih, chef de l'État des Comores, a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing dans lequel il propose de normaliser les relations entre Paris et Moroni.

Le télégramme de M. Solih, dont le texte a été publié vendredi 12 novembre à Dar-es-Salaam, coïncide avec le premier anniversaire de l'admission des Comores aux Nations unies. L'État comorien, écrit M. Solih, ne souhaite pas, pour sa part, que l'actuel conflit dépasse une année. Je propose donc que le 12 décembre prochain marque la fin de cette déplorable anomalie. En agissant ainsi, le gouvernement français et le gouvernement comorien mettront en application la résolution du 21 octobre 1975 de l'Assemblée générale des Nations unies (invitant la France à restituer Mayotte aux Comores). Mais surtout, ils mettront ensemble un terme à une grave accident de l'histoire qui aura, une année durant, séparé deux peuples qui tout, dans le passé comme dans l'avenir, prédestinent aux relations les plus amicales.

L'affaire Claude

N'DJAMENA DÉNONCE L'« IN- GÉRENCE DE LA PRESSE FRAN- ÇAISE » DANS LES AFFAIRES NATIONALES.

La radio nationale, dans un éditorial consacré à l'affaire Claude, a dénoncé avec vigueur, jeudi 11 novembre, « l'ingérence de la presse française dans les affaires tchadiennes ».

Pour leur part, les responsables du bureau du Frontal à Alger ont déclaré jeudi : « Il n'y a rien de nouveau au sujet de Mme Claude ».

[A l'Élysée, on accueille avec « prudence et circonspection » les commu-
niqués du Frontal ayant trait à l'affaire Claude.]

Les rapports entre le P.C. et les gaullistes d'opposition

M. CHARBONNEL : la déclara- tion de M. Marchais est une étape importante.

M. Jean Charbonnel, maire de Brive (ex-U.D.R.), ancien ministre, ancien député, a déclaré, vendredi 12 novembre : « La déclaration de M. Georges Marchais, appelant les gaullistes d'opposition à former une commission de l'union de la gauche (le Monde du 12 novembre), me paraît une étape importante dans le dialogue de gaullistes et de la gauche, qui fut pour moi une préoccupation majeure en 1974 et qui est maintenant largement engagée ».

« La constitution d'une commission de l'union de la gauche pose évidemment de grands problèmes que j'évoquerai plus complètement dans quelques jours, en lançant avec moi-même un mouvement destiné à regrouper tous les gaullistes décidés à s'opposer avec fermeté à la majorité giscardienne ».

« Mais ce que je veux dire tout de suite, c'est que le rapprochement des gaullistes, qui ont choisi de rester fidèles à eux-mêmes et de diverses familles de la gauche, est maintenant dans la nature des choses ».

M. ALAIN KRIVINE : les appels de la gauche aux gaullistes devraient inquiéter les tra- vailleurs.

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), commente, dans le numéro du 12 novembre du quotidien de son mouvement, *Rouge*, les récentes déclarations de M. Marchais.

« Ces appels, à petite dose, ont été lues en quarante-huit heures, les 9, 10 et 11 novembre, par les forces de sécurité argen-
tines, en différents points du territoire. Une vingtaine, en particulier, ont péri à La Plata, où la police avait déclenché une vaste opération à la suite d'un attentat à l'explosif qui avait blessé une personne et provoqué la mort d'un pompier au quartier général de la police de la province de Buenos-Aires ».

« La Turquie et la Grèce se sont mises d'accord, jeudi 11 novembre à Berne, sur la procédure à suivre dans leurs négociations relatives à la délimitation du plateau continental égeen et ont signé un document à cet effet, annoncé un communiqué commun publié ce vendredi à Ankara ».

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de 8,60 à 12,20%

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)


Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie 601 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LEM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



Le numéro du « Monde » daté 12 novembre 1976 a été tiré à 437 832 exemplaires.

Un calculateur conversationnel chez Duriez

(Produit)

Le SR 60 de Texas Instruments est très puissant et très simple. Il fait le pont entre la calculatrice et l'ordinateur.

Son tableau d'affichage 32 x 240 x 20 caractères, dialogue avec vous en clair, vous pose des questions en toutes lettres, attend votre réponse avant de calculer.

Résultats affichés ou imprimés. 46 fonctions scientifiques. 40 moires et 480 pas de programmes (extensibles à 450 et 5760). Programmes et contenus des mémoires stockables en cartes. Périphériques adaptables prochainement : mémoire cassette; machine à écrire; table traçante.

TEXAS INSTRUMENTS
calculatrices électroniques

(Toute la gamme) chez Duriez,
132, Bd. St-Germain - 326-43-31
Initiation gratuite de 9 à 19 h.
(Fermé le lundi).

HAUTE-FIDÉLITÉ Rieder

Chaîne B&O 2000

Beomaster 2000
AM/FM stations
préréglées, 2 x 40 Watts
Beogram 4002
à bras tangentiel
Beovox Uniphase S 60
9.980 F



Rieder

24, rue Sarrette 75014 Paris
14, rue Vauvargues 75018 Paris

la qualité est pour nous un devoir, pour vous une certitude

السلامة في العمل